

# BMO Groupe financier annonce ses résultats du troisième trimestre de 2020

## RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

### Points saillants des résultats financiers

Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019 :

- Bénéfice net de 1 232 millions de dollars, comparativement à 1 557 millions; bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 259 millions, comparativement à 1 582 millions
- BPA comptable<sup>2</sup> de 1,81 \$, comparativement à 2,34 \$; et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,85 \$, comparativement à 2,38 \$
- Revenus, déduction faite des SCVPI<sup>3</sup>, de 6 000 millions de dollars, en hausse de 4 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 054 millions de dollars, comparativement à 306 millions; les chiffres du trimestre à l'étude comprennent une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 608 millions
- RCP de 9,4 %, comparativement à 13,2 %; RCP ajusté<sup>1</sup> de 9,6 %, comparativement à 13,5 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,6 %
- Dividende de 1,06 \$, inchangé par rapport au trimestre précédent; en hausse de 3 % par rapport à l'an dernier

Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019 :

- Bénéfice net de 3 513 millions de dollars, comparativement à 4 564 millions; bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 3 591 millions, comparativement à 4 642 millions
- BPA comptable<sup>2</sup> de 5,18 \$, comparativement à 6,88 \$; et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 5,30 \$, comparativement à 7,00 \$
- Revenus, déduction faite des SCVPI<sup>3</sup>, de 17 492 millions de dollars, en hausse de 3 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 2 521 millions de dollars, comparativement à 619 millions, y compris une dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 1 338 millions pour la période de neuf mois à l'étude
- RCP de 9,3 %, comparativement à 13,5 %; RCP ajusté<sup>1</sup> de 9,5 %, comparativement à 13,7 %

**Toronto, le 25 août 2020** – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2020, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 1 232 millions de dollars, ou 1,81 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 259 millions, ou 1,85 \$ par action.

« Nous avons obtenu de très bons résultats pour le troisième trimestre dans un contexte fluide, ce qui illustre la force et la résilience continues de notre modèle d'affaires diversifié. Nous avons enregistré un bénéfice par action ajusté de 1,85 \$ et un excellent bénéfice avant dotation et impôts<sup>1)</sup> de 2,6 milliards de dollars, soit une hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent, assuré un provisionnement prudent des pertes sur prêts et démontré notre solide assise financière, a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous sommes entrés dans la pandémie de COVID-19 avec de l'élan et en position de force. Nous avons répondu aux besoins des collectivités et de nos parties prenantes en leur offrant un accès constant, sûr et ininterrompu à des services bancaires et à des conseils financiers personnalisés. Bien que la pandémie continue d'avoir de graves impacts perturbateurs faisant persister l'incertitude et causant des difficultés pour bon nombre, nous nous engageons à soutenir nos clients et nos employés alors que nous entamons la prochaine phase de la reprise économique.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section *Mesures non conformes aux PCGR*, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.

3) Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Ce trimestre, nous avons continué à respecter notre engagement en matière de gestion des dépenses, un levier essentiel et approprié dans l'environnement actuel. Les dépenses ont diminué de 2 % par rapport au trimestre et à l'exercice précédents. Le levier d'exploitation pour le trimestre a été de 5,3 % et le levier d'exploitation depuis le début de l'exercice est élevé à 2,9 %.

« Nous allons de l'avant avec des fondations solides et un bon élan opérationnel, et nous sommes bien positionnés pour traverser les turbulences économiques et la période de reprise. Nous continuerons à offrir un soutien indéfectible à nos clients tout en augmentant la valeur pour les actionnaires par l'efficacité, la rigueur et la grande importance que nous accordons à nos objectifs stratégiques », a conclu M. White.

Bien que la COVID-19 continue d'avoir une incidence sur le bénéfice de la Banque au cours du trimestre en cours, la performance opérationnelle de la Banque demeure bonne. Le bénéfice net comptable de 1 232 millions de dollars et le bénéfice net ajusté de 1 259 millions ont été touchés par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, lesquelles ont augmenté de 748 millions avant impôt, ou de 550 millions après impôt. Les revenus de BMO Marchés des capitaux, de BMO Gestion de patrimoine et PE États-Unis ont augmenté, augmentation qui a été contrée en partie par une diminution des revenus de PE États-Unis et des Services d'entreprise. Nous avons appliqué une méthode rigoureuse en matière de gestion des charges, les charges ajustées ayant diminué de 2 % sur un an. Les résultats d'ensemble démontrent la résilience globale de notre plateforme de bénéfice diversifiée dans un contexte difficile.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 9,4 %, comparativement à 13,2 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 9,6 %, comparativement à 13,5 % l'an dernier. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comptable et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires après ajustement, se sont, dans les deux cas, élevés à 11,1 % au cours du trimestre à l'étude, comparativement à 15,8 %, dans les deux cas, un an plus tôt.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,06 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2020, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,03 \$ par action, ou 3 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 1,06 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,24 \$ par action ordinaire.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents, notre réputation et notre exposition aux activités de négociation ainsi que le potentiel de pertes lié à une augmentation des pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la sévérité et la durée de la pandémie, et des mesures prises par les instances gouvernementales et les organismes de réglementation, lesquelles pourraient varier selon les pays, et par d'autres tierces parties en réponse à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Il y a lieu de se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2020, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2020, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

## Aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre

### PE Canada

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux élevés à 320 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 650 millions il y a un an et à un bénéfice net ajusté de 651 millions. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net a diminué en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la baisse des revenus.

Au cours du trimestre, nous avons été nommé Meilleure banque commerciale au Canada par le magazine *World Finance* pour la sixième année d'affilée en reconnaissance de nos réalisations et de nos innovations dans le secteur bancaire à l'échelle mondiale. Par ailleurs, nous avons mis en œuvre des améliorations à notre programme de services financiers aux particuliers des collectivités autochtones, notamment 12 mois de services bancaires gratuits offerts avec un compte-chèques du programme Performance pour les nouveaux clients, des taux préférentiels sur une large gamme d'options hypothécaires et une carte MasterCard BMO Remises ne comportant pas de frais annuels.

## PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 263 millions de dollars, comparativement à 368 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 273 millions, comparativement à 379 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 192 millions de dollars américains, comparativement à 278 millions de dollars américains l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 199 millions de dollars américains, par rapport à 286 millions de dollars américains, ce qui est surtout attribuable à l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, atténuée par la baisse des charges.

Au cours du trimestre, nous avons été l'une des huit banques américaines choisies pour offrir des comptes-chèques en version mobile gérés avec Google Pay, dont le lancement aura lieu en 2021. Cette collaboration atteste de notre capacité avérée à fournir des services financiers numériques innovants et centrés sur le client.

## BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 341 millions de dollars, en hausse de 91 millions, ou de 37 %, comparativement à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 349 millions, en hausse de 91 millions, ou de 35 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 271 millions, en hausse de 45 millions, ou de 20 %, et, après ajustement, il a atteint 279 millions, en hausse de 45 millions, ou de 19 %, en raison surtout de la baisse des charges et de la hausse des revenus, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 70 millions, en hausse de 46 millions, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des revenus.

BMO Banque privée a remporté le prix de la Meilleure banque privée au Canada décerné par le magazine *World Finance*, et ce pour la 10<sup>e</sup> année consécutive. Ce prix nous est remis en reconnaissance de notre approche centrée sur le client et de notre capacité à comprendre les tendances en évolution et à nous y adapter.

## BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 426 millions de dollars, en hausse de 112 millions, ou de 36 %, par rapport à l'an dernier, et, après ajustement, il s'est fixé à 435 millions, en hausse de 116 millions, ou 36 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La forte croissance des revenus a été contrée en partie par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Nous continuons à proposer des solutions innovantes à nos clients pendant la pandémie. Au cours du trimestre considéré, nous avons agi à titre de coteneur de livres dans le cadre d'un placement de billets garantis de premier rang d'un montant de 625 millions de dollars ayant servi à réaliser l'acquisition par emprunt de Radio Systems Corporations par un fonds gérés par Clayton, Dubilier & Rice (CD&R), comme coarrangeur chef de file et coteneur de livres dans le cadre de la syndication simultanée visant un financement renouvelable reposant sur l'actif d'un montant de 100 millions et comme conseiller financier de CD&R pour la transaction.

## Services d'entreprise

La perte nette comptable et la perte nette ajustée se sont situées à 118 millions de dollars, comparativement à 25 millions à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, du fait surtout de la baisse des revenus liés à la trésorerie et de la hausse des charges en raison de l'incidence d'un profit sur la vente d'un immeuble de bureaux au cours de l'exercice précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des résultats des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,6 % au 31 juillet 2020. Ce ratio a augmenté par rapport aux 11,0 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre, en raison de la croissance des résultats non distribués, de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques et exprimés en monnaie d'origine, du fait essentiellement d'une diminution des prêts aux entreprises et d'un recul de la charge au titre des ajustements de l'évaluation de crédit, de l'ajustement au titre des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues et d'autres facteurs dont l'incidence a été positive.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 1 054 millions de dollars, a augmenté de 748 millions par rapport à l'an dernier, la variation sur un an étant attribuable à l'incidence de la COVID-19. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 89 points de base, comparativement à 28 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 446 millions, a augmenté de 203 millions par rapport à l'an dernier en raison de la hausse des dotations enregistrées dans tous nos secteurs d'activité. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 38 points de base, contre 22 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 608 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 63 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 608 millions pour le trimestre à l'étude

reflète l'incidence de la conjoncture exceptionnelle et très incertaine sur les conditions du crédit, l'économie et les pondérations des scénarios. Il y a lieu de se reporter à la section *Méthodes comptables et principales estimations comptables* ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 juillet 2020.

### Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 25 août 2020. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2020 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019 et du rapport de gestion pour l'exercice 2019 contenus dans notre Rapport annuel pour 2019.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2019, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

<b>5</b>	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	<b>35</b>	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
<b>6</b>	Survol et perspectives économiques	<b>36</b>	Bilan
<b>7</b>	Faits saillants financiers	<b>37</b>	Transactions avec des parties liées
<b>8</b>	Mesures non conformes aux PCGR	<b>37</b>	Instruments financiers désignés et arrangements hors bilan
<b>9</b>	Change	<b>37</b>	Méthodes comptables et principales estimations comptables
<b>9</b>	Incidence de la COVID-19	<b>38</b>	Provision pour pertes sur créances
<b>12</b>	Bénéfice net	<b>40</b>	Modifications de méthodes comptables
<b>12</b>	Revenus	<b>41</b>	Modifications futures de méthodes comptables
<b>15</b>	Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>41</b>	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
<b>17</b>	Prêts douteux	<b>42</b>	Gestion des risques
<b>17</b>	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	<b>42</b>	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
<b>17</b>	Charges autres que d'intérêts	<b>43</b>	Risque de marché
<b>18</b>	Impôts sur le résultat	<b>45</b>	Risque de liquidité et de financement
<b>19</b>	Gestion du capital	<b>49</b>	Cotes de crédit
<b>24</b>	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	<b>52</b>	Expositions en Europe
<b>24</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>54</b>	États financiers consolidés intermédiaires
	(Services bancaires PE)	<b>54</b>	État consolidé des résultats
<b>25</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada	<b>55</b>	État consolidé du résultat global
	(PE Canada)	<b>56</b>	Bilan consolidé
<b>27</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis	<b>57</b>	État consolidé des variations des capitaux propres
	(PE États-Unis)	<b>58</b>	État consolidé des flux de trésorerie
<b>30</b>	BMO Gestion de patrimoine	<b>59</b>	Notes afférentes aux états financiers consolidés
<b>32</b>	BMO Marchés des capitaux	<b>83</b>	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias
<b>34</b>	Services d'entreprise		

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2020, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2020 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, nos interventions face à la pandémie de COVID-19 et l'incidence de cette dernière sur nos activités, nos résultats ainsi que notre performance et notre situation financières, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents, notre réputation et notre exposition aux activités de négociation et le potentiel de pertes lié à une augmentation des pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croire le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19, son incidence sur les économies locales, nationales ou internationales et son aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, l'incidence possible sur nos activités et notre exploitation des éclosions de maladies qui touchent les économies locales, nationales ou mondiale, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section *Risques pouvant influencer sur les résultats futurs* ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section *Gestion globale des risques*, qui commence à la page 68 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la section *Gestion des risques* figurant à la page 42 du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige.

L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans la section *Évolution de la situation économique et perspectives*, à la page 18 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et elles ont été mises à jour dans les sections *Survivabilité et perspectives économiques* et *Provision pour pertes sur créances* paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter aux sections *Survivabilité et perspectives économiques* et *Provision pour pertes sur créances*.

## Survol et perspectives économiques

Comme la plupart des autres pays, le Canada a enregistré une contraction marquée de son économie au premier semestre de 2020 en raison des fermetures d'entreprises et des mesures de confinement nécessaires pour endiguer l'épidémie de COVID-19. Toutefois, la diminution des cas d'infection et la réouverture des entreprises non essentielles, ainsi qu'un rebondissement partiel des prix du pétrole, ont permis d'amorcer une reprise de l'activité et de l'emploi au cours des derniers mois. La reprise devrait s'accélérer au deuxième semestre de l'année grâce à la satisfaction de la demande refoulée et à d'importantes mesures de soutien gouvernementales. Néanmoins, la gravité du ralentissement et la disparition permanente de certaines entreprises et des emplois connexes, ainsi que la prudence des consommateurs en l'absence d'un vaccin, laissent croire que l'économie ne reviendra probablement pas complètement à son niveau prépandémie avant la fin de 2021. Après avoir ralenti pour croître de 1,7 % en 2019, le PIB réel devrait, selon les estimations, se contracter de 6,0 % en 2020, avant de reprendre 6,0 % en 2021. Le taux de chômage, qui a atteint un sommet inégalé depuis la guerre de 13,7 % pendant la période de confinement, est redescendu à 10,9 % en juillet 2020 et devrait, selon les prévisions, s'établir à une moyenne de 8,0 % en 2021. Le taux de chômage élevé devrait maintenir l'inflation à un niveau peu élevé, tout en encourageant la Banque du Canada à maintenir le taux des fonds à un jour près de zéro jusqu'en 2023 au moins. Le dollar canadien devrait se raffermir légèrement au cours de l'année qui vient dans un contexte de hausse des prix des ressources et de diminution de la demande de dollars américains comme valeur refuge à mesure que l'économie mondiale se redresse. Les soldes du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité ont diminué en raison de la diminution des dépenses de consommation et d'importantes mesures gouvernementales de soutien aux revenus. En revanche, les soldes des prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté du fait de la faiblesse des taux hypothécaires et du redressement de la demande de logement, alimenté par les mesures de reports de paiement. La croissance du crédit aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité devrait se tempérer en raison de la baisse des investissements des entreprises cette année.

Après s'être fortement contractés au cours du premier semestre, l'économie et l'emploi aux États-Unis ont connu une solide reprise en mai 2020 par suite de la levée de la plupart des mesures de confinement. Toutefois, une récente recrudescence des cas d'infection a ralenti la reprise dans plusieurs États. Après avoir affiché une croissance de 2,2 % en 2019, l'économie américaine devrait, selon ce qui est prévu à l'heure actuelle, se contracter de 5,0 % en 2020, avant de rebondir de 4,0 % en 2021. La reprise a été alimentée par un soutien sans précédent de la politique budgétaire. Après avoir atteint un sommet à 14,7 % en avril 2020, le taux de chômage est retombé à 10,2 % en juillet 2020 et devrait, selon les prévisions, atteindre une moyenne de 7,0 % en 2021. La Réserve fédérale devrait maintenir ses taux directeurs près de zéro au moins jusqu'en 2023 pour soutenir la reprise et ramener l'inflation à la cible de 2 %. La baisse des dépenses de consommation devrait vraisemblablement ralentir la croissance du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité cette année, tandis que la demande de prêts hypothécaires à l'habitation devrait ralentir, malgré le récent raffermissement des marchés de l'habitation. La baisse des investissements des entreprises devrait freiner la croissance des prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité cette année.

La progression inconnue de la pandémie de coronavirus soumettra les perspectives économiques à un degré élevé d'incertitude et de risque jusqu'à ce qu'un vaccin ou un traitement efficace soit disponible et distribué à grande échelle. Concrètement, la possibilité d'une deuxième vague de la pandémie cet hiver pourrait entraîner de nouveau l'arrêt généralisé d'activités commerciales non essentielles, ce qui pourrait donner lieu à une autre contraction de l'économie.

La section *Évolution de la situation économique et perspectives* renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.



## Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>					
Revenus nets d'intérêts 1)	3 535	3 518	3 217	10 441	9 524
Revenus autres que d'intérêts	3 654	1 746	3 449	8 759	9 872
Revenus	7 189	5 264	6 666	19 200	19 396
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	1 189	(197)	887	1 708	2 374
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 000	5 461	5 779	17 492	17 022
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	446	413	243	1 183	520
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	608	705	63	1 338	99
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	1 054	1 118	306	2 521	619
Charges autres que d'intérêts 1)	3 444	3 516	3 491	10 629	10 643
Charge d'impôts sur le résultat	270	138	425	829	1 196
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 232	689	1 557	3 513	4 564
Bénéfice net ajusté	1 259	715	1 582	3 591	4 642
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,81	1,00	2,34	5,18	6,88
Bénéfice par action ajusté	1,85	1,04	2,38	5,30	7,00
Croissance du bénéfice par action (%)	(22,8)	(56,0)	1,0	(24,7)	22,9
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	(22,3)	(55,0)	0,8	(24,3)	4,9
Dividendes déclarés par action	1,06	1,06	1,03	3,18	3,03
Valeur comptable d'une action	76,60	77,99	70,88	76,60	70,88
Cours de clôture de l'action	73,28	70,77	98,80	73,28	98,80
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	642,8	639,6	639,0	642,8	639,0
Nombre moyen dilué	641,7	640,2	640,4	640,9	640,4
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	47,1	45,3	63,1	47,1	63,1
Rendement de l'action (%)	5,8	6,0	4,2	5,8	4,1
Ratio de distribution (%)	58,7	106,4	43,9	61,4	43,9
Ratio de distribution ajusté (%)	57,3	102,2	43,2	59,9	43,2
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>					
Rendement des capitaux propres	9,4	5,3	13,2	9,3	13,5
Rendement des capitaux propres ajustés	9,6	5,5	13,5	9,5	13,7
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	11,1	6,4	15,8	11,0	16,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	11,1	6,4	15,8	11,0	16,3
Croissance du bénéfice net	(20,9)	(53,9)	1,3	(23,0)	21,5
Croissance du bénéfice net ajusté	(20,4)	(53,0)	1,1	(22,6)	4,3
Croissance des revenus	7,8	(15,3)	15,1	(1,0)	14,0
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	3,8	(3,4)	4,6	2,8	6,1
Croissance des charges autres que d'intérêts	(1,4)	(2,2)	3,9	(0,1)	3,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	(1,5)	(2,2)	4,1	(0,1)	6,2
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI	57,4	64,4	60,4	60,8	62,5
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	56,8	63,8	59,9	60,2	61,9
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	5,2	(1,2)	0,7	2,9	2,6
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	5,3	(1,2)	0,5	2,9	(0,1)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,59	1,70	1,67	1,65	1,69
Taux d'impôt effectif	18,0	16,6	21,5	19,1	20,8
Taux d'impôt effectif ajusté	18,2	16,7	21,5	19,2	20,8
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,89	0,94	0,28	0,72	0,19
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,38	0,35	0,22	0,34	0,16
<b>Bilan</b> (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	973 508	987 067	839 180	973 508	839 180
Solde brut des prêts et acceptations	466 611	494 192	444 390	466 611	444 390
Solde net des prêts et acceptations	463 360	491 416	442 588	463 360	442 588
Dépôts	660 600	653 710	553 383	660 600	553 383
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	49 239	49 886	45 295	49 239	45 295
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	32,1	29,7	28,3	32,1	28,3
<b>Ratios des fonds propres (%)</b>					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,6	11,0	11,4	11,6	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,1	12,5	13,0	13,1	13,0
Ratio du total des fonds propres	15,8	14,7	15,3	15,8	15,3
Ratio de levier	4,7	4,6	4,3	4,7	4,3
<b>Cours de change (\$)</b>					
Dollar CA/dollar US	1,3386	1,3924	1,3198	1,3386	1,3198
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3584	1,3811	1,3270	1,3517	1,3307

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 91 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé des montants de 270 millions et de 40 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.



## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Change*, à la page 9, pour obtenir une analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats. Le bénéfice avant dotation et impôts est une mesure non conforme aux PCGR qui est calculée comme étant la différence entre les revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), et les charges autres que d'intérêts. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. De plus, ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

### Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
<b>Résultats comptables</b>					
Revenus	7 189	5 264	6 666	19 200	19 396
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(1 189)	197	(887)	(1 708)	(2 374)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 000	5 461	5 779	17 492	17 022
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(1 054)	(1 118)	(306)	(2 521)	(619)
Charges autres que d'intérêts	(3 444)	(3 516)	(3 491)	(10 629)	(10 643)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 502	827	1 982	4 342	5 760
Charge d'impôts sur le résultat	(270)	(138)	(425)	(829)	(1 196)
Bénéfice net	1 232	689	1 557	3 513	4 564
BPA (\$)	1,81	1,00	2,34	5,18	6,88
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)</b>					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(5)	(3)	(3)	(11)	(11)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(32)	(30)	(29)	(91)	(90)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(37)	(33)	(32)	(102)	(101)
<b>Éléments d'ajustement (après impôts) 1)</b>					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(4)	(2)	(2)	(8)	(8)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(23)	(24)	(23)	(70)	(70)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(27)	(26)	(25)	(78)	(78)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,12)	(0,12)
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus	7 189	5 264	6 666	19 200	19 396
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(1 189)	197	(887)	(1 708)	(2 374)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 000	5 461	5 779	17 492	17 022
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(1 054)	(1 118)	(306)	(2 521)	(619)
Charges autres que d'intérêts	(3 407)	(3 483)	(3 459)	(10 527)	(10 542)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 539	860	2 014	4 444	5 861
Charge d'impôts sur le résultat	(280)	(145)	(432)	(853)	(1 219)
Bénéfice net	1 259	715	1 582	3 591	4 642
BPA (\$)	1,85	1,04	2,38	5,30	7,00

1) Les éléments d'ajustement sont, en règle générale, imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, sont imputés aux groupes d'exploitation.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions de KGS-Alpha et de Clearpool sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Ils sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Ces montants sont imputés aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts imputés à chacun des groupes d'exploitation sont présentés aux pages 24, 25, 27, 30 et 32.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

## Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a augmenté en regard de celui du troisième trimestre de 2019 et de celui de la période de neuf mois à l'étude, et il a diminué comparativement à celui du deuxième trimestre de 2020 en raison des fluctuations du cours de change du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges et les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section *Gestion globale du capital* à la page 59 du Rapport annuel de BMO pour 2019 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2020		Cumul 2020
	c. T3-2019	c. T2-2020	c. Cumul 2019
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3584	1,3584	1,3517
Période antérieure	1,3270	1,3811	1,3307
<b>Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis</b>			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	31	(24)	63
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	19	(10)	32
Augmentation (diminution) des revenus	50	(34)	95
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	7	(5)
Diminution (augmentation) des charges	(33)	22	(64)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(3)	1	(5)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	12	(4)	21
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	0,02	(0,01)	0,03
<b>Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis</b>			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	31	(24)	63
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	19	(10)	32
Augmentation (diminution) des revenus	50	(34)	95
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	7	(5)
Diminution (augmentation) des charges	(32)	22	(63)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(4)	1	(5)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	12	(4)	22
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	0,02	(0,01)	0,03

Les résultats ajustés que renferme le présent tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Incidence de la COVID-19

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence dramatique sur l'économie et la société. Au lendemain de la récession la plus abrupte et la plus fulgurante jamais enregistrée au Canada, certains signes évidents démontrent que les économies canadienne et mondiale ont entamé les premières étapes de la reprise. L'amélioration au chapitre de l'économie a été soutenue par des mesures de relance budgétaire sans précédent et des taux d'intérêt souverains historiquement bas au Canada et aux États-Unis. Cependant, compte tenu du fait que certaines restrictions demeurent en place, que la maîtrise de la propagation du virus est inégale selon le lieu où on se trouve, que les frontières sont toujours fermées et que de nombreux Canadiens hésitent à reprendre pleinement leurs activités normales, l'atteinte d'une reprise complète sera longue. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section *Survol et perspectives économiques*.

Nous suivons de près l'évolution de la situation entourant la propagation du virus, et la sécurité de nos employés et de nos clients demeure notre priorité absolue. Nous continuons à travailler en étroite collaboration avec les autorités de santé publique pertinentes pour faire le point sur la situation et nous continuerons de suivre leurs conseils pour prendre des décisions éclairées. Dans nos succursales et nos bureaux, nous avons adopté des mesures préventives supplémentaires, notamment des protocoles de nettoyage améliorés. La quasi-totalité de nos succursales au Canada et aux États sont ouvertes et nos centres d'appels et guichets automatiques sont entièrement accessibles. Plus de 90 % de notre effectif non lié aux succursales continue de travailler à distance. Nous continuons de prendre des mesures pour évaluer et atténuer les risques liés au contrôle interne découlant de la modification de notre façon de travailler.

La pandémie s'est répercutée sur l'économie mondiale et elle a également eu une incidence défavorable sur nos résultats financiers. Au cours du trimestre considéré, les revenus des groupes sensibles au marché ont été bons. Les revenus de PE Canada et de PE États-Unis ont subi l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, illustré par les baisses de 150 points de base des taux d'intérêt mises en œuvre par la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine au deuxième trimestre. La croissance des prêts a été vigoureuse comparativement à il y a un an, mais elle a été modérée par rapport aux niveaux enregistrés au deuxième trimestre. Les soldes des prêts ont dans l'ensemble reculé par rapport à leur niveau élevé du deuxième trimestre, lequel était essentiellement attribuable à une utilisation accrue par les clients dans les portefeuilles de notre clientèle de gros. La croissance des dépôts continue d'être élevée. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 1 054 millions de dollars au troisième trimestre, ce qui représente une baisse par rapport à celle du deuxième trimestre, tout en demeurant élevé. Nous avons appliqué une méthode rigoureuse en matière de gestion des charges, les charges ajustées ayant reculé de 2 % sur un an, tout en absorbant les coûts supplémentaires attribuables à la COVID-19, notamment une indemnité journalière fixe versée à un nombre limité d'employés essentiels devant continuer à travailler sur place, des frais de nettoyage et des coûts liés aux équipements de protection individuels pour assurer la sécurité de nos clients et de notre personnel.

Nous continuons de soutenir nos clients en cette période éprouvante, travaillant en étroite collaboration avec les administrations publiques et les organismes gouvernementaux afin de mettre en œuvre des programmes visant à atténuer les difficultés financières causées par la COVID-19, y compris des reports de paiement et des facilités de prêt visant à aider les particuliers et les entreprises à traverser la crise et à se rétablir.

Le tableau qui suit présente l'utilisation des programmes de reports de paiement par région et par produit. Les chiffres sont approximatifs et sont présentés au 31 juillet 2020.

## Reports de paiement

	Au 31 juillet 2020			Au 30 avril 2020 1)		
	Nombre de comptes (en milliers)	Soldes en cours* (en milliards de dollars canadiens)	En % du portefeuille	Nombre de comptes (en milliers)	Soldes en cours* (en milliards de dollars canadiens)	En % du portefeuille
<b>Canada 2)</b>						
Prêts hypothécaires (y compris les marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement)	52,3	17,25	14 %	55,0	17,16	14 %
Cartes de crédit	38,5	0,34	5 %	37,3	0,33	5 %
Tous les autres prêts aux particuliers	84,8	2,37	7 %	89,1	2,43	7 %
Total des services de détail – Canada	175,6	19,96	12 %	181,4	19,92	13 %
Services bancaires aux entreprises (nombre de clients)	7,2	9,40	11 %	7,4	15,08	17 %
<b>États-Unis 3)</b>						
Prêts hypothécaires	1,5	0,45	8 %	2,0	0,57	10 %
Prêts automobiles indirects	8,0	0,21	4 %	14,2	0,32	6 %
Tous les autres prêts aux particuliers	4,0	0,14	3 %	5,2	0,15	3 %
Total des services de détail – États-Unis	13,5	0,80	5 %	21,4	1,04	6 %
Services bancaires aux entreprises (nombre de clients)	1,4	0,90	1 %	1,1	3,62	4 %

\* Soldes en cours des comptes / clients assujettis à des reports de paiement.

- 1) Les reports de paiement représentent les soldes en date de la clôture de la période et des reclassements mineurs visant à rendre la présentation des informations conforme à celle du troisième trimestre de 2020.
- 2) Au Canada, les reports de paiement relatifs aux prêts hypothécaires étaient disponibles pour une période allant de un à six mois. Les prêts hypothécaires aux particuliers au Canada excluent les soldes liés aux prêts hypothécaires non exclusifs, conformément à une définition du secteur en matière de présentation d'informations établie par l'Association des banquiers canadiens. Au cours des deux périodes, les soldes en cours liés aux prêts hypothécaires non exclusifs ayant été reportés se sont élevés à environ 2 milliards de dollars. Pour ce qui est des autres prêts aux particuliers et des prêts sur cartes de crédit, la possibilité de report était offerte pour une période allant de un à six mois, jusqu'au 30 juin 2020, et pour une période allant de un à trois mois à compter de juillet 2020. Les reports de paiement relatifs aux prêts aux entreprises étaient accordés pour une période de trois à six mois.
- 3) Aux États-Unis, les reports de paiement relatifs aux produits de prêts aux consommateurs étaient offerts pour une période maximale de trois mois. Les reports de paiement relatifs aux prêts aux entreprises étaient accordés pour une période de trois mois.

Les renseignements sur les reports de paiement présentés dans le tableau ci-dessus correspondent aux reports en cours au 31 juillet 2020. Les demandes de report de paiement ont considérablement diminué depuis le sommet atteint au deuxième trimestre. Au Canada, les reports de paiement relatifs aux prêts aux consommateurs ont été accordés pour une période allant jusqu'à six mois. Les soldes à la fin du troisième trimestre étaient semblables à ceux du deuxième trimestre, car 25 % des comptes, ou 4,4 milliards de dollars des soldes qui sont arrivés à échéance au cours du trimestre ont été contrebalancés par la croissance d'environ 4,3 milliards des nouveaux soldes de reports de clients en cours. Aux États-Unis, les reports de paiement relatifs aux prêts aux consommateurs ont été accordés pour une période allant jusqu'à trois mois et les soldes ont diminué depuis le deuxième trimestre. Au cours du troisième trimestre, il y a eu des expirations dans tous les portefeuilles. Tant au Canada qu'aux États-Unis, nous constatons des taux élevés de reprise des paiements chez les consommateurs dont la période de report de paiement est terminée. Les soldes des reports de paiement relatifs aux prêts aux entreprises ont diminué de manière significative depuis le deuxième trimestre tant au Canada qu'aux États-Unis. Aux États-Unis, le nombre d'entreprises clientes bénéficiant de reports s'est accru, reflétant les clients dont les soldes sont moins élevés. Dans l'ensemble, la grande majorité des entreprises clientes qui bénéficiaient auparavant d'un report de paiement ont repris leurs paiements. Les reports de paiement relatifs aux prêts aux consommateurs et aux entreprises en cours au 31 juillet 2020 arriveront à échéance pour la plupart au quatrième trimestre.

Nous collaborons dans le cadre de programmes gouvernementaux offerts tant au Canada qu'aux États-Unis dans le but d'aider les particuliers et les entreprises qui sont confrontés à des difficultés économiques en raison de la pandémie. Au Canada, nous avons rendu possible un financement de 2,6 milliards de dollars pour plus de 65 000 comptes de services bancaires aux entreprises dans le cadre du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), dont les critères d'admissibilité ont encore été élargis ce trimestre, ce qui nous permet d'aider encore plus de nos clients. Dans le cadre de ce programme, nous accordons des prêts qui sont financés par le gouvernement. Nous avons déterminé que ces prêts peuvent être décomptabilisés, étant donné que les risques et les avantages sont transférés au gouvernement, et c'est pourquoi nous ne comptabilisons pas ces prêts dans le bilan consolidé. Dans le cadre du Programme de crédit aux entreprises (PCE) du gouvernement du Canada, nous

participons également aux programmes de soutien de la Banque de développement du Canada (BDC) et d'Exportation et développement Canada (EDC) pour aider les entreprises canadiennes de toutes tailles touchées par la COVID-19 à obtenir le financement nécessaire. Au troisième trimestre 2020, la portée du programme de financement de la BDC a été élargie pour soutenir les entreprises de taille moyenne dont les revenus se situent entre 100 et 500 millions de dollars. Aux États-Unis, nous avons mis en place un financement de 4,7 milliards de dollars américains pour près de 22 000 emprunteurs dans le cadre du programme *SBA Paycheck Protection Program*. Nous avons adopté une approche personnelle et relationnelle qui tient compte des besoins uniques de chaque client et qui tire parti de notre expérience, acquise de longue date, des cycles économiques variés qui se sont succédé.

En plus d'offrir des mesures d'aide financière à nos clients, nous avons fait des dons dans le cadre de programmes d'aide communautaires afin de contribuer à la lutte contre la COVID-19 des deux côtés de la frontière. Compte tenu de son don de 300 000 \$, BMO Groupe financier est le principal donateur à l'étude CONCOR-1 de Sunnybrook dans le secteur des services financiers. BMO est, depuis près d'une décennie, un commanditaire de la marche *Faites un pas vers les jeunes* de l'organisme Jeunesse, j'écoute. Du fait de la COVID-19, la 19<sup>e</sup> marche annuelle *Faites un pas vers les jeunes* a adopté une nouvelle formule et s'est transformée en une collecte de fonds virtuelle. Le nouveau défi virtuel *Danse jamais tout seul*, propulsé par BMO, a eu lieu dans tout le Canada le 31 mai 2020, afin d'encourager la collecte de fonds et de sensibiliser le public à l'importance de soutenir les jeunes en cette période particulièrement troublante et incertaine. Aux États-Unis, la BMO Harris Bank s'est associée aux Bulls de Chicago pour transformer un surplus de vêtements des Bulls en 10 000 couvre-visages qui seront donnés à des organismes sans but lucratif locaux.

Les banques centrales du monde entier continuent d'appliquer des politiques conciliantes et de mettre à disposition des programmes de financement pour assurer le bon fonctionnement des marchés financiers. À l'instar d'autres banques, BMO a recueilli des dépôts et a obtenu des fonds dans le cadre de conventions de pension sur titres auprès de la Banque du Canada, au deuxième trimestre de 2020, lesquelles viendront à échéance d'ici le deuxième trimestre de 2021. BMO a également eu recours, mais dans une moindre mesure, à certains autres programmes de la banque centrale au deuxième trimestre 2020. Les fonds obtenus aux termes de ces autres programmes de financement de la banque centrale ont depuis été entièrement remboursés. BMO a maintenu une forte position de liquidité au troisième trimestre. La Banque a enregistré de forts afflux de dépôts de clients au troisième trimestre, en faisant fond sur les bases jetées au deuxième trimestre, tandis que les prêts aux clients ont diminué. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section *Risque de liquidité et de financement*.

Le Bureau du Surintendant des institutions financières (BSIF) a continué de mettre l'accent sur l'usage des réserves de fonds propres, encourageant les banques à continuer à octroyer des prêts et à fournir des services financiers en période de stress économique. Les modifications apportées aux exigences en matière de fonds propres que le BSIF a annoncées au deuxième trimestre de 2020 sont demeurées en vigueur au cours du trimestre considéré. Parmi les mesures clés, il y a lieu de mentionner la réserve pour stabilité intérieure de 1 %, la réduction des multiplicateurs de la valeur à risque simulée au titre du risque de marché, le traitement de certains prêts assujettis à des reports de paiement, tels les prêts productifs, et les dispositions transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances qui sont disponibles dans le cadre de Bâle. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section *Gestion du capital*.

Malgré les inquiétudes suscitées par l'accroissement des activités liées à la cybermenace et à la fraude pendant la crise, l'incidence financière sur BMO a été minime, les pertes dues à la fraude étant négligeables grâce à nos efforts de détection précoce et de recouvrement. L'Unité Crimes Financiers (UCF) demeure pleinement engagée envers divers piliers de la sécurité.

## Mise en garde

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation, nos résultats financiers et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation et le potentiel de pertes lié à une augmentation des pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché accrues, dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la sévérité et la durée de la pandémie, et des mesures prises par les instances gouvernementales et réglementaires, lesquelles pourraient varier selon les pays, et par d'autres tierces parties en réponse à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter la section *Gestion des risques*.

La présente section qui traite de l'incidence de la COVID-19 renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Bénéfice net

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 232 millions de dollars, comparativement à 1 557 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 259 millions, comparativement à 1 582 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA comptable s'est établi à 1,81 \$, alors qu'il était de 2,34 \$ un an plus tôt, et le BPA ajusté s'est établi à 1,85 \$, comparativement à 2,38 \$.

Les résultats ajustés reflètent surtout une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, soit de 748 millions de dollars avant impôt, ou 550 millions après impôts, en partie compensée par une augmentation des revenus et une réduction des charges. Le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion de patrimoine a augmenté, mais cette augmentation a été plus que compensée par une diminution de celui des Services bancaires PE, attribuable surtout à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est accrue.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 1 232 millions de dollars, en hausse de 543 millions par rapport à celui du trimestre précédent et le bénéfice net comptable s'est élevé à 1 259 millions, soit une hausse de 544 millions. Tant le BPA comptable que le BPA ajusté ont augmenté de 0,81 \$ par rapport au trimestre précédent.

Les résultats ajustés reflètent une hausse des revenus, une baisse des charges et une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion de patrimoine a progressé, mais cette augmentation a été en partie contrée par une baisse du bénéfice net des Services bancaires PE et une hausse de la perte nette des Services d'entreprise. Les résultats comprennent l'incidence des deux jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 3 513 millions de dollars, comparativement à 4 564 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 3 591 millions, par rapport à 4 642 millions. Le BPA comptable a été de 5,18 \$, contre 6,88 \$ il y a un an, alors que le BPA ajusté s'est établi à 5,30 \$, comparativement à 7,00 \$.

Le bénéfice net ajusté a reculé en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, soit de 1 902 millions de dollars avant impôt, ou 1 399 millions après impôts, en partie compensée par l'accroissement des revenus. Le bénéfice net ajusté a diminué pour l'ensemble de nos groupes d'exploitation et la perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est accrue.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

## Revenus <sup>1)</sup>

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Les revenus se sont établis à 7 189 millions de dollars, en hausse de 523 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, ou encore de 7 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus ont augmenté de 221 millions, ou de 4 % par rapport à 5 779 millions à l'exercice précédent, ou encore de 3 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Les revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux ont augmenté, du fait de la hausse des revenus de négociation attribuable à l'activité accrue des clients, les revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine ont augmenté, en raison essentiellement de l'accroissement des revenus d'assurance, et les revenus de PE États-Unis ont progressé. Les revenus inscrits par PE Canada ont reculé en raison de la diminution des revenus autres que d'intérêts, les revenus nets d'intérêts étant demeurés essentiellement inchangés, étant donné que l'accroissement des soldes a été compensé par le rétrécissement des marges. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué en regard de ceux de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une baisse des revenus liés à la trésorerie.

Les revenus nets d'intérêts se sont établis à 3 535 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 318 millions, ou de 10 %, ou encore de 9 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Déduction faite des revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont chiffrés à 2 940 millions, en baisse de 38 millions, ou de 1 %, ou encore de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison essentiellement du recul des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise, en partie compensé par la légère hausse des revenus nets d'intérêts des Services bancaires PE, l'accroissement des soldes ayant plus que contrebalancé l'incidence du rétrécissement des marges, et par l'augmentation des revenus nets d'intérêts de BMO Marchés des capitaux.

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 91 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé des montants de 270 millions et de 40 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41.

L'actif productif moyen s'est établi à 884,5 milliards de dollars, en hausse de 121,2 milliards, ou de 16 %, ou encore de 15 % compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, ce qui s'explique par la hausse de la trésorerie, la croissance des prêts et l'augmentation des valeurs mobilières. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 8 points de base en regard de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, et d'une contraction des marges des Services d'entreprise, des Services bancaires PE et de BMO Gestion de patrimoine, en partie compensées par une progression des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation. Exclusion faite des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est resserrée de 31 points de base, en raison des facteurs susmentionnés.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 2 465 millions de dollars, comparativement à 2 562 millions à l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable au recul des profits sur titres et à la baisse des revenus des activités de négociation, des revenus de change autres que de négociation et des revenus tirés des frais de services de cartes, en partie contré par la hausse des revenus d'assurance et des commissions de prise ferme et de consultation, ainsi que par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 397 millions, contre 2 447 millions pour l'exercice précédent.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 332 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, en raison principalement d'une augmentation de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude suivant les baisses plus importantes des taux d'intérêt par rapport à l'an dernier, et de l'incidence du regain des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Ces variations liées à la juste valeur des placements sont en grande partie contrebalancées par les variations des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 17. Nous analysons généralement les revenus, déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020**

Les revenus se sont chiffrés à 7 189 millions de dollars, en hausse de 1 925 millions, ou de 37 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 539 millions, ou de 10 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, ou encore de 11 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

L'augmentation des revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux s'explique principalement par la hausse des revenus de négociation et la hausse des revenus inscrite par BMO Gestion de patrimoine est essentiellement attribuable à la hausse des revenus d'assurance, à l'incidence d'une provision pour frais juridiques au trimestre précédent ainsi qu'au raffermissement des marchés mondiaux. Les revenus de PE États-Unis ont diminué en raison surtout du rétrécissement des marges des dépôts et de la baisse des revenus autres que d'intérêts, facteurs en partie contrés par l'accroissement des soldes des dépôts, alors que les revenus de PE Canada sont demeurés pratiquement inchangés. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué par rapport à ceux du trimestre précédent du fait du recul des revenus liés à la trésorerie. Le trimestre à l'étude a compté deux jours de plus.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 17 millions de dollars, demeurant pratiquement inchangés par rapport au trimestre précédent, ou de 1 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts ont baissé de 111 millions, ou de 4 %, ou encore de 3 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, du fait essentiellement du recul des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux, en partie compensé par l'augmentation des revenus nets d'intérêts de BMO Gestion de patrimoine et de PE Canada, l'accroissement des soldes et l'incidence des deux jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude pour PE Canada ayant plus que compensé le rétrécissement des marges.

L'actif productif moyen a progressé de 40,6 milliards de dollars, ou de 5 %, ou encore de 6 % exclusion faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, en raison surtout de l'augmentation de la trésorerie, de la hausse des valeurs mobilières et de l'augmentation des titres mis en pension ou prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 11 points de base, par rapport au trimestre précédent, situation qui s'explique essentiellement par l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise qui ont une plus faible marge que celle de la Banque et par le resserrement des marges des Services d'entreprise et des Services bancaires PE, facteurs en partie compensés par l'augmentation des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation. En excluant les revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 17 points de base en regard du trimestre précédent du fait des facteurs susmentionnés.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 2 465 millions de dollars, en hausse de 522 millions, ou de 27 %, par rapport au trimestre précédent, ou encore de 28 % compte non tenu de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des revenus des activités de négociation, des revenus d'assurance et des commissions de prise ferme et de consultation, à la hausse des revenus tirés des profits sur titres et à l'augmentation des revenus tirés des frais de gestion de placement et de garde de titres. Compte non tenu des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI ajustés, ont augmenté de 237 millions, ou de 11 %, ou encore de 12 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 1 487 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse de la juste valeur des placements au cours du trimestre considéré découlant de la diminution des taux d'intérêt, comparativement à une baisse de la juste valeur des placements au cours du trimestre précédent découlant de l'augmentation des taux d'intérêt, de l'accroissement des ventes de rentes et de l'incidence du regain des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 17.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

Les revenus se sont chiffrés à 19 200 millions de dollars, comparativement à 19 396 millions à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 17 492 millions, en hausse de 470 millions ou de 3 % eu égard à l'exercice précédent, ou encore de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont augmenté, du fait principalement de l'augmentation des revenus de négociation, et les revenus des Services bancaires PE ont progressé en raison essentiellement de la croissance des soldes de dépôts et de prêts, facteurs en partie compensés par le rétrécissement des marges et la diminution des revenus autres que d'intérêts. Les revenus nets de BMO Gestion de patrimoine ont diminué du fait surtout du recul des revenus d'assurance. Les revenus des Services d'entreprise ont également diminué eu égard à ceux de l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts se sont élevés à 10 441 millions de dollars, en hausse de 917 millions, ou de 10 %, ou encore de 9 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont établis à 9 022 millions, en hausse de 336 millions, ou de 4 %, ou encore de 3 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison surtout de l'augmentation des revenus nets d'intérêts des Services bancaires PE, l'accroissement des soldes ayant plus que compensé le rétrécissement des marges, et des revenus nets d'intérêts de BMO Marchés des capitaux, en partie contrés par la diminution des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise.

L'actif productif moyen a progressé de 92,0 milliards de dollars, ou de 12 %, pour atteindre 844,3 milliards, ce qui est attribuable à la croissance des prêts, à l'augmentation de la trésorerie et à l'augmentation des valeurs mobilières. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est rétrécie de 4 points de base du fait avant tout de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, du resserrement des marges des Services d'entreprise et du rétrécissement des marges de BMO Gestion de patrimoine et de PE États-Unis qui ont subi les contrecoups du contexte de baisse des taux d'intérêt, facteurs compensés en partie par la hausse des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation. Compte non tenu des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 19 points de base, du fait des facteurs susmentionnés.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 7 051 millions de dollars, comparativement à 7 498 millions à l'exercice précédent, du fait essentiellement d'une diminution des revenus autres que d'intérêts tirés des activités de négociation, du recul des profits sur titres et des diminutions des revenus tirés des frais de services de cartes, des revenus de change, autres que de négociation, et des revenus d'assurance, ce qui a été compensé en partie par une augmentation des revenus tirés des prêts et des commissions de prise ferme et de consultation.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.



## Dotation à la provision pour pertes sur créances

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 1 054 millions de dollars, a augmenté de 748 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent, la variation d'un exercice à l'autre étant attribuable à l'incidence de la COVID-19. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 89 points de base, comparativement à 28 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 446 millions, a augmenté de 203 millions par rapport à 243 millions l'an dernier, en raison de la hausse des dotations enregistrées dans tous nos secteurs d'activité. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 38 points de base, contre 22 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 608 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 63 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 608 millions pour le trimestre à l'étude reflète l'incidence de la conjoncture exceptionnelle et très incertaine sur les conditions du crédit, l'économie et les pondérations des scénarios.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 1 054 millions de dollars, en baisse de 64 millions par rapport au trimestre précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 89 points de base, comparativement à 94 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 33 millions du fait principalement de l'accroissement des dotations de PE Canada. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 38 points de base, contre 35 points de base pour le trimestre précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 608 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions pour le trimestre précédent, cette baisse étant principalement attribuable à la modification des perspectives économiques, à la diminution des soldes et à l'incidence des changements apportés aux modèles, facteurs essentiellement compensés par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit et les pondérations des scénarios.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 2 521 millions de dollars, en hausse de 1 902 millions par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 72 points de base, comparativement à un faible ratio de 19 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 1 183 millions, une progression de 663 millions par rapport à la dotation de 520 millions à l'exercice précédent, du fait principalement de l'accroissement des dotations de PE États-Unis, en partie en raison des recouvrements effectués à l'exercice précédent, ainsi que de l'augmentation des dotations à la provision de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 34 points de base, contre un faible ratio de 16 points de base à l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 1 338 millions a été enregistrée au cours de la période de neuf mois à l'étude, comparativement à une dotation de 99 millions à l'exercice précédent. L'importante augmentation pour la période des neuf premiers mois à l'étude par rapport à la période correspondante un an plus tôt est attribuable à l'incidence de la COVID-19.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
<b>T3-2020</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	257	109	366	1	79	-	446
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	313	223	536	7	58	7	608
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	570	332	902	8	137	7	1 054
<b>T2-2020</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	212	124	336	3	73	1	413
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	285	75	360	3	335	7	705
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	497	199	696	6	408	8	1 118
<b>T3-2019</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	174	61	235	-	7	1	243
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	30	37	67	(2)	3	(5)	63
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	204	98	302	(2)	10	(4)	306
<b>Cumul 2020</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	607	365	972	4	205	2	1 183
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	612	315	927	13	390	8	1 338
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 219	680	1 899	17	595	10	2 521
<b>Cumul 2019</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	410	94	504	1	20	(5)	520
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	52	33	85	(1)	20	(5)	99
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	462	127	589	-	40	(10)	619

## Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,89	0,94	0,28	0,72	0,19
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,38	0,35	0,22	0,34	0,16

## Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 4 413 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 432 millions pour l'exercice précédent, la majeure partie de l'augmentation des prêts douteux étant attribuable au secteur du commerce de détail, au secteur pétrolier et gazier ainsi qu'au secteur des services. Le SBPD a augmenté de 768 millions par rapport à 3 645 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 1 760 millions de dollars, comparativement à 679 millions un an plus tôt et à 1 396 millions pour le trimestre précédent.

### Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) <sup>1)</sup> et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
SBPD à l'ouverture de la période	<b>3 645</b>	2 822	2 335	<b>2 629</b>	1 936
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	<b>1 760</b>	1 396	679	<b>3 987</b>	1 887
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	<b>(113)</b>	(110)	(132)	<b>(424)</b>	(384)
Remboursements, montant net	<b>(409)</b>	(277)	(232)	<b>(1 005)</b>	(581)
Montants sortis du bilan	<b>(384)</b>	(262)	(138)	<b>(773)</b>	(369)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	(17)	(57)	<b>(17)</b>	(57)
Fluctuations des cours de change et autres variations	<b>(86)</b>	93	(23)	<b>16</b>	-
SBPD à la clôture de la période	<b>4 413</b>	3 645	2 432	<b>4 413</b>	2 432
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	<b>0,95</b>	0,74	0,55	<b>0,95</b>	0,55

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

## Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 1 189 millions de dollars, en hausse de 302 millions par rapport au montant de 887 millions inscrit à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation plus importante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude, laquelle est attribuable aux baisses plus importantes des taux d'intérêt en regard d'il y a un an et à l'incidence du raffermissement des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude.

Les SCVPI ont augmenté de 1 386 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, du fait surtout d'une augmentation de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude suivant la baisse des taux d'intérêt, comparativement à une diminution de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, laquelle découle des hausses des taux d'intérêt au cours du trimestre précédent, de la diminution des ventes de rentes et de l'incidence de la contraction des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des sinistres, commissions et variations de passifs au titre des indemnités sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Charges autres que d'intérêts <sup>1)</sup>

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 444 millions de dollars, en baisse de 47 millions, ou de 1 %, par rapport à l'exercice précédent et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 3 407 millions, en baisse de 52 millions, ou de 2 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Cette baisse est en grande partie attribuable à la diminution des frais de déplacement et d'expansion des affaires et à une gestion des charges rigoureuse, déduction faite de la hausse des coûts liés à l'immobilier, laquelle est en partie attribuable à un profit sur la vente d'un immeuble de bureaux il y a un an.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont été de 3 444 millions de dollars, en baisse de 72 millions ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 3 407 millions, un recul de 76 millions, ou de 2 %. Cette baisse s'explique par la diminution des charges dans la plupart des catégories de charges, y compris la diminution des frais de déplacement et d'expansion des affaires vu le contexte actuel, en partie contrée par la hausse des coûts liés au personnel. Le trimestre à l'étude a compté deux jours de plus.

Les charges autres que d'intérêts comptables des neuf premiers mois à l'étude ont été de 10 629 millions de dollars, en baisse de 14 millions par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 10 527 millions, en baisse de 15 millions, ou pratiquement inchangées, étant donné que les baisses dans la plupart des autres catégories de charges ont été en partie compensées par une augmentation des coûts liés à la technologie.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +5,2 % pour le trimestre considéré, comparativement à +0,7 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation ajusté s'est situé à +5,3 %, comparativement à +0,5 % un an plus tôt. Sur la base des revenus net, le levier d'exploitation ajusté s'est établi à +2,9 % pour la période de neuf mois à l'étude.

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 91 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé des montants de 270 millions et de 40 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41.

Le ratio d'efficience comptable s'est établi à 47,9 %, comparativement à 52,4 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 57,4 %, contre 60,4 % l'an dernier. Le ratio d'efficience ajusté s'est établi à 47,4 %, comparativement à 51,9 % pour l'exercice précédent, sur la base des revenus nets, il s'est établi à 56,8 %, comparativement à 59,9 % un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 270 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 155 millions par rapport au troisième trimestre de 2019 et une hausse de 132 millions par rapport au deuxième trimestre de 2020. Le taux d'impôt effectif a été de 18,0 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 21,5 % pour le troisième trimestre de 2019 et à 16,6 % pour le deuxième trimestre de 2020.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 280 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 152 millions par rapport au troisième trimestre de 2019 et une hausse de 135 millions comparativement au deuxième trimestre de 2020. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 18,2 % pour le trimestre à l'étude, contre 21,5 % pour le troisième trimestre de 2019 et 16,7 % au deuxième trimestre de 2020. La variation du taux d'impôt effectif ajusté et du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2020 est principalement attribuable à la composition des résultats.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre de gestion du capital décrit à la page 59 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

### Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2020

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1) de BMO s'établissait à 11,6 % au 31 juillet 2020, en hausse par rapport aux 11,0 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre, en raison de la diminution des actifs pondérés en fonction des risques et de l'accroissement des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 39,0 milliards de dollars au 31 juillet 2020, en hausse par rapport à 38,4 milliards au 30 avril 2020, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués et de l'ajustement au titre des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues, et dans une moindre mesure, d'autres facteurs dont l'incidence a été positive, y compris l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires, en partie contrés par la diminution des autres éléments du résultat global, découlant principalement de l'incidence des fluctuations de change. Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ont augmenté par rapport à 36,1 milliards au 31 octobre 2019, du fait essentiellement de l'accroissement des résultats non distribués, de l'ajustement au titre des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues et de la baisse des déductions nettes.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 337,4 milliards de dollars au 31 juillet 2020, en baisse par rapport à 348,2 milliards au 30 avril 2020, du fait essentiellement d'un recul des prêts aux entreprises par rapport aux niveaux élevés enregistrés au trimestre précédent, étant donné que les clients ont remboursé les facilités et que les prêts ont été amortis, de l'incidence des fluctuations de change et d'une baisse des ajustements au titre de la valeur du crédit, facteurs en partie compensés par des changements apportés à la qualité des actifs. Les actifs pondérés en fonction des risques ont augmenté par rapport à 317,0 milliards au 31 octobre 2019, en raison surtout des changements apportés à la qualité des actifs, de la croissance nette des actifs et des modifications réglementaires et comptables.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 se situait à 13,1 % au 31 juillet 2020, comparativement à 12,5 % au 30 avril 2020 et à 13,0 % au 31 octobre 2019. Au 31 juillet 2020, le ratio du total des fonds propres s'établissait à 15,8 %, comparativement à 14,7 % au 30 avril 2020 et à 15,2 % au 31 octobre 2019. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres ont augmenté par rapport à ceux des périodes précédentes, en raison surtout des facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et sur les actifs pondérés en fonction des risques, comme il en a été fait mention ci-dessus. Le ratio du total des fonds propres a également augmenté en regard de ceux des périodes précédentes du fait de l'émission de billets subordonnés.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur comptable et sur son rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO se situait à 4,7 % au 31 juillet 2020, en hausse par rapport à 4,6 % au 30 avril 2020, du fait de l'augmentation des fonds propres de catégorie 1 et de la baisse des expositions aux fins du ratio de levier. Le ratio de levier a augmenté par rapport à 4,3 % au 31 octobre 2019, du fait surtout de l'exclusion temporaire des réserves de la banque centrale et des titres émis par des emprunteurs souverains qui sont admissibles à titre d'actifs liquides de haute qualité aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, et de l'accroissement des fonds propres de catégorie 1.

Il y a lieu de se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

### Évolution de la réglementation

Le 15 juillet 2020, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a affirmé son soutien aux récentes déclarations publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et le Conseil de stabilité financière soutenant l'usage des réserves de fonds propres des banques. Le BSIF exige que les banques accumulent, en période de prospérité des réserves de fonds propres sur lesquelles elles pourront compter en cas de crise. Les réserves de fonds propres permettent aux banques non seulement d'absorber les pertes, mais aussi de poursuivre l'octroi de prêts et la prestation de services financiers en période de tension économique. Un tel recours aux réserves de fonds propres pour absorber les pertes et soutenir l'octroi de prêts atteste du bon fonctionnement du régime de solvabilité, et correspond à la conception et au fonctionnement voulu du dispositif de Bâle III, accord international visant à renforcer la réglementation, le contrôle et la gestion des risques des banques.

Le 13 juillet 2020, le BSIF a annoncé son intention de reprendre progressivement ses travaux d'élaboration de politiques à l'automne 2020, à mesure que le Canada entame une reprise économique. Des précisions supplémentaires seront fournies tout au long du reste de l'exercice 2020, notamment sur le contenu et le rythme des travaux d'élaboration des politiques afin de tenir compte du nouvel environnement économique et opérationnel. Le BSIF a déclaré qu'il sollicitera les commentaires des secteurs sous sa supervision afin d'apporter les ajustements nécessaires.

Le 23 juin 2020, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure (RSI) sera maintenue à 1,0 %, soit le même taux qu'il avait établi le 13 mars 2020. Cette décision donne suite à l'évaluation du BSIF selon laquelle le niveau actuel de la RSI actuellement en vigueur continue de contribuer efficacement à la résilience du système bancaire canadien et de l'économie dans son ensemble.

## Faits récents liés à la COVID-19

Dans le cadre d'un effort concerté des organismes fédéraux visant à faire face à la perturbation des marchés causée par la COVID-19, le BSIF a annoncé diverses modifications des exigences en matière de fonds propres, avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2020, lesquelles accordent aux institutions plus de souplesse dans les conditions actuelles, tout en continuant à contribuer à la résilience et à la stabilité financière. Ces modifications, qui demeurent en vigueur pour le trimestre considéré, sont résumées ci-dessous. En ce qui concerne les ajustements de nature temporaire, le BSIF fournira des consignes en temps opportun.

### Réserve pour stabilité intérieure

Le 13 mars 2020, le BSIF a diminué la RSI, la faisant passer de 2,25 % à 1,0 %, ce qui a eu pour effet de réduire les exigences du BSIF au titre du ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, lequel est passé de 10,25 % à 9,0 %, avec prise d'effet immédiate. Le ratio cible de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC), fondé sur le risque, a diminué pour se situer à 22,5 % des actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio cible de levier TLAC demeure à 6,75 %. Le BSIF continue de s'attendre à ce que les banques d'importance systémique intérieure (BIS<sup>i</sup>) satisfassent pleinement aux exigences en matière de TLAC d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2021. Constituée à même les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, la réserve pour stabilité intérieure peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF s'est engagé à ce que toute augmentation de la réserve ne prenne pas effet avant 18 mois au moins.

Cette mesure du BSIF vise à augmenter la capacité des BIS<sup>i</sup> à offrir du crédit à l'économie alors qu'une période de perturbation est attendue en lien avec la propagation de la COVID-19 et la conjoncture du marché. Le BSIF s'attend à ce que les BIS<sup>i</sup> misent sur cette capacité accrue d'octroi de prêt pour soutenir les entreprises et les ménages canadiens et non pour augmenter les distributions aux actionnaires ou aux employés ou pour procéder à une offre publique de rachat d'actions. En compatibilité avec cette visée, le BSIF indique qu'il s'attend à ce que toutes les institutions financières fédérales interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions.

### Reports de paiement sur les prêts

Le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé que, dans les cas où des reports de paiement hypothécaire sont accordés par des institutions de dépôt (ID), les prêts continueront d'être traités comme des prêts productifs conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres*, ce qui signifie que ces prêts ne seront pas assujettis à une pondération de risque différente selon l'approche standard (AS) pour mesurer le risque de crédit et ne seront pas considérés comme des prêts en souffrance pour déterminer la probabilité de défaut selon l'approche fondée sur les notations internes (NI), à la suite de ces reports de paiement. Les banques devraient continuer d'évaluer la qualité du crédit de ces emprunteurs et de suivre de saines pratiques de gestion du risque de crédit. D'autres types de prêts (par exemple, les prêts aux petites entreprises, les prêts aux particuliers, y compris les prêts sur cartes de crédit et les prêts aux entreprises de moyenne taille) qui bénéficieront d'un report de paiement similaire de la part des banques auront droit au même régime en regard des exigences de fonds propres que celui décrit ci-dessus. À la fin de la période de report de paiement (jusqu'à un maximum de six mois à partir de la date à laquelle le report de paiement est accordé), les règles habituelles de désignation d'un prêt comme non productif s'appliquent. Compte tenu de l'état actuel des choses, nous ne prévoyons pas que l'arrivée à échéance des ententes de report de paiement aura une incidence importante sur nos exigences en matière de fonds propres.

### Mesures transitoires relatives au traitement en termes de fonds propres du provisionnement des pertes sur créances attendues

Le 27 mars 2020, à l'instar d'autres juridictions, le BSIF a introduit des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues qui sont disponibles dans le cadre de Bâle. Il en résulte qu'une partie de l'augmentation des provisions, par rapport au niveau de référence, qui serait autrement incluse dans les fonds propres de catégorie 2, sera plutôt incluse dans les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Le niveau de référence s'entend du montant des provisions pour les phases 1 et 2 au 31 janvier 2020 pour les ID dont l'exercice prend fin en octobre. Ce montant majoré est ajusté en fonction des effets fiscaux et soumis à un facteur scalaire, qui est fixé à 70 % pour l'exercice 2020, à 50 % pour l'exercice 2021 et à 25 % pour l'exercice 2022.

Pour les expositions traitées selon l'AS, les ID doivent comparer les provisions des phases 1 et 2 affectées à l'approche standard à la fin de ce trimestre au montant de référence et multiplier l'augmentation des provisions par 100 % moins le taux d'imposition de l'ID, et multiplier le résultat par le facteur scalaire pour la période de déclaration (70 % pour l'exercice 2020). Le montant ainsi obtenu doit être ajouté aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de l'ID.

Pour les expositions traitées selon l'approche fondée sur les NI, chaque trimestre, les ID doivent comparer les provisions des phases 1 et 2 affectées aux portefeuilles NI à la fin de ce trimestre au montant de référence. Cette augmentation doit être multipliée par 100 % moins le taux d'imposition de l'ID et ensuite multipliée par le facteur scalaire pour la période de déclaration (70 % pour l'exercice 2020). Les ID doivent ensuite ajouter le moindre de i) ce résultat et ii) les provisions excédentaires pouvant être incluses dans les fonds propres de catégorie 2, et ajouter ce montant aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

### Réduction des multiplicateurs de la valeur à risque simulée au titre du risque de marché

Le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé qu'il réduisait temporairement les multiplicateurs de la valeur à risque simulée au titre du risque de marché. Les institutions assujetties aux exigences de fonds propres au titre du risque de marché et qui utilisent des modèles internes étaient autorisées à réduire le multiplicateur de la valeur à risque simulée qui s'appliquait à la clôture du premier trimestre de l'exercice 2020, lequel passait d'une valeur minimale de trois à un. Le BSIF continuera de surveiller les rapports au titre de la valeur à risque et de valeur à risque simulée des institutions et envisagera de supprimer la réduction temporaire des multiplicateurs de la valeur à risque simulée lorsqu'il estimera que les conditions en vigueur sur le marché sont revenues à des niveaux normaux et que la volatilité accrue présente dans les périodes d'observation minimales historiques utilisées pour le calcul de la valeur à risque réglementaire s'est atténuée, ce qui ne devrait pas se produire avant avril 2021.

### **Suppression des couvertures aux fins du rajustement de la valeur de financement (RVF) au titre du risque de marché**

Le 27 mars 2020, le BSIF a avisé les institutions qu'elles devaient éliminer les couvertures aux fins du RVF du calcul des fonds propres au titre du risque de marché afin de corriger une asymétrie dans la règle actuelle selon laquelle les couvertures aux fins du RVF sont prises en compte dans le calcul alors que les expositions sous-jacentes au RVF ne le sont pas.

### **Mise en œuvre nationale des réformes de Bâle III**

Le 27 mars 2020, conformément à la décision du Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire, soit le comité chargé de superviser le comité de Bâle, le BSIF a annoncé le report de la mise en œuvre nationale des mesures restantes de la norme internationale sur les fonds propres de Bâle III afin de fournir une capacité opérationnelle supplémentaire aux banques pour répondre aux priorités immédiates en matière de stabilité financière résultant de la COVID-19. La date de mise en œuvre des révisions de l'approche standardisée et de l'approche fondée sur les notations internes (NI) au titre du risque de crédit, du cadre de risque opérationnel, du dispositif de ratio de levier financier, de même que de l'introduction d'un plancher de fonds propres plus sensible aux risques, a été reportée du premier trimestre de 2022 jusqu'au premier trimestre de 2023. La date de mise en œuvre des dernières révisions du cadre du risque de marché (connues sous le nom d'« examen fondamental du portefeuille de négociation » ou « EFPN ») publiées en janvier 2019, a été reportée du premier trimestre 2022 au premier trimestre 2024. La date de mise en œuvre par le BSIF du cadre révisé de gestion des risques liés au rajustement de la valeur du crédit a également été reportée du premier trimestre 2022 jusqu'au premier trimestre de 2024.

### **Ratio de levier**

De façon similaire aux ratios de fonds propres fondés sur les risques, les ID sont tenues de maintenir des réserves d'exploitation supérieures au ratio de levier réglementaire minimal. Ces réserves sont maintenues en temps normal pour aider les institutions à avoir une plus grande marge de manœuvre en période de crise. Dans son annonce du 27 mars 2020, le BSIF encourage les ID à utiliser les réserves d'exploitation qui dépassent leur ratio de levier autorisé.

Le 9 avril 2020, le BSIF a annoncé que les ID peuvent temporairement exclure certaines expositions de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier, notamment les réserves des banques centrales et les titres émis par des emprunteurs souverains qui sont admissibles à titre d'actifs liquides de haute qualité en vertu de la ligne directrice *Normes de liquidité*. Le traitement est entré en vigueur immédiatement et demeurera en place jusqu'au 30 avril 2021.

### **Plancher de fonds propres**

Pour aider les ID à continuer d'accorder des prêts dans le contexte actuel, le 9 avril 2020, le BSIF a annoncé qu'il abaissait de 75 % à 70 %, le coefficient de plancher s'appliquant aux institutions qui utilisent l'approche fondée sur les NI pour le risque de crédit, coefficient qui entre en vigueur immédiatement. Le coefficient de plancher de 70 % demeurera en place jusqu'à la mise en œuvre nationale du plancher de fonds propres de Bâle III au premier trimestre de 2023.

### **Faits nouveaux en matière de fonds propres liés à BMO Financial Corp. (BFC)**

En tant que société de portefeuille bancaire américaine détenant un total d'actifs consolidés de moins de 250 milliards de dollars américains, notre filiale BFC demeure assujettie au processus d'analyse et d'examen complet du capital du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (CRF), ainsi qu'aux exigences de simulation de crise prévues en vertu de la loi Dodd-Frank. Elle devra se soumettre au processus tous les deux ans à compter de 2020. Le processus d'analyse et d'examen complet du capital est un exercice que le CRF mène afin de s'assurer que les grandes sociétés de portefeuille bancaire et les organisations bancaires étrangères exerçant des activités aux États-Unis disposent de capitaux suffisants pour poursuivre leurs opérations en périodes de difficultés économiques et financières, et qu'elles ont mis en place des processus prospectifs rigoureux de planification du capital pour faire face aux risques particuliers auxquels elles sont exposées. Réalisée en complément au processus d'analyse et d'examen complet du capital, la simulation de crise prévue en vertu de la loi Dodd-Frank est un exercice prospectif mené par le CRF en vue de déterminer si les sociétés financières qu'il supervise disposent de capitaux suffisants pour absorber les pertes et poursuivre leurs activités en périodes de difficultés économiques.

Le 25 juin 2020, le CRF a publié les résultats pour 2020 de son processus d'analyse et d'examen complet du capital et de simulation de crise prévue en vertu de la loi Dodd-Frank, et le 10 août 2020, il a publié les exigences de fonds propres individuelles des grandes banques, lesquelles entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020. L'exigence en matière de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BFC, fixée par le CRF, est de 10,5 %, y compris un ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires minimal de 4,5 % et une réserve de fonds propres en période de tension de 6 %. BFC a demandé un réexamen de la réserve de fonds propres en période de tension qui lui a été assigné, tout comme l'ont fait plusieurs autres banques, mais le CRF a refusé tout ajustement. BFC est bien capitalisée, affichant un excellent ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, soit 12,1 % au 30 juin 2020.



## Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section *Gestion globale du capital*, aux pages 59 à 65 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 juillet 2020
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,0 %	9,0 %	11,6 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,0 %	10,5 %	13,1 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,0 %	12,5 %	15,8 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,7 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux BIS de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au troisième trimestre de 2020). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établit actuellement à 1,0 %. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

## Fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2020	T2-2020	T4-2019
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	49 239	49 886	45 728
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(10 255)	(11 461)	(9 657)
<b>Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires</b>	<b>38 984</b>	<b>38 425</b>	<b>36 071</b>
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 348	5 348	5 348
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(86)	(81)	(218)
<b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	<b>5 262</b>	<b>5 267</b>	<b>5 130</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b>	<b>44 246</b>	<b>43 692</b>	<b>41 201</b>
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	8 953	7 582	7 189
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(66)	(50)
<b>Fonds propres de catégorie 2</b>	<b>8 903</b>	<b>7 516</b>	<b>7 139</b>
<b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>	<b>53 149</b>	<b>51 208</b>	<b>48 340</b>
Actifs pondérés en fonction des risques 4)	337 377	348 167	317 029
Exposition aux fins du ratio de levier	937 266	945 468	956 493
<b>Ratios des fonds propres (%)</b>			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,6	11,0	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,1	12,5	13,0
Ratio du total des fonds propres	15,8	14,7	15,2
Ratio de levier	4,7	4,6	4,3

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre certaines provisions pour pertes sur prêts.
- 4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

## Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 3 364 008 actions ordinaires ont été émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions.

Le 13 août 2020, BMO a annoncé les résultats de la conversion de ses actions privilégiées de catégorie B, série 33, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif (actions privilégiées de série 33). Pendant la période de conversion, soit du 27 juillet 2020 au 10 août 2020, 118 563 actions privilégiées de série 33 ont été déposées aux fins de conversion en actions privilégiées de catégorie B, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif (actions privilégiées de série 34), ce nombre étant inférieur au minimum de 1 000 000 requis pour donner effet à la conversion, aux termes du supplément du prospectus visant les actions privilégiées de série 33 daté du 29 mai 2015. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 34 n'a été émise; les titulaires des actions privilégiées de série 33 ont conservé leurs actions. Le taux de dividende pour les actions privilégiées de série 33 s'établit à 3,054 % pour la période de cinq ans débutant le 25 août 2020 et se terminant le 24 août 2025.

Le 25 février 2020, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 12 millions d'actions ordinaires pendant une période de 12 mois à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. Comme il en a déjà été fait mention et à la lumière de l'annonce faite par le BSIF le 13 mars 2020, à l'effet que les tous les rachats d'actions devaient être suspendus pour le moment, nous avons mis le processus en suspens. Nous procéderons à la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités en nous appuyant sur les futures directives du BSIF. Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente est arrivée à échéance le 2 juin 2020.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), nos instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,46 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires <sup>1)</sup>

Au 31 juillet 2020	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
<b>Actions ordinaires 2)</b>	642,8
<b>Actions privilégiées de catégorie B</b>	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27*	500 \$
Série 29*	400 \$
Série 31*	300 \$
Série 33*	200 \$
Série 35*	150 \$
Série 36*	600 \$
Série 38*	600 \$
Série 40*	500 \$
Série 42*	400 \$
Série 44*	400 \$
Série 46*	350 \$
<b>Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires*	500 \$ US
<b>Billets à moyen terme*</b>	
Série H – tranche 2	1 000 \$
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Série J – tranche 2	1 250 \$
<b>Options sur actions</b>	
Droits acquis	3,7
Droits non acquis	2,9

\*Convertible en actions ordinaires

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 176 du Rapport annuel de BMO pour 2019. La note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 177 du Rapport annuel de BMO pour 2019, traitent en détail du capital social et des billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires.
- 2) Le nombre d'actions ordinaires est présenté déduction faite des 206 527 actions propres.

## Dividendes

Le 25 août 2020, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,06 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,03 \$ par action, ou 3 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende doit être versé le 26 novembre 2020 aux actionnaires inscrits le 2 novembre 2020. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le « régime »). Avec prise d'effet le 13 mars 2020, le BSIF a interdit aux institutions financières fédérales de hausser leur dividende sur les actions ordinaires. Le BSIF fournira au moment opportun des consignes quant à l'allègement de cette directive.

Le 25 août 2020, nous avons annoncé qu'à compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, et par la suite jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires aux fins du régime seront achetées sur le marché libre, sans application d'un escompte.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

## Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2020. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), comptabilisant l'effet cumulatif de l'adoption dans les résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des exercices antérieurs. Aux termes de l'IFRS 16, la Banque, à titre de preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Nous avons comptabilisé la dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation dans les charges autres que d'intérêts et les intérêts sur l'obligation locative dans les charges d'intérêts. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 616	2 624	2 566	7 848	7 502
Revenus autres que d'intérêts	745	780	841	2 355	2 422
Total des revenus (bic)	3 361	3 404	3 407	10 203	9 924
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	366	336	235	972	504
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	536	360	67	927	85
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	902	696	302	1 899	589
Charges autres que d'intérêts	1 712	1 793	1 765	5 252	5 206
Bénéfice avant impôts sur le résultat	747	915	1 340	3 052	4 129
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	164	215	322	718	997
Bénéfice net comptable	583	700	1 018	2 334	3 132
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	10	11	12	31	34
Bénéfice net ajusté	593	711	1 030	2 365	3 166
Croissance du bénéfice net (%)	(42,8)	(31,4)	1,3	(25,5)	8,0
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(42,4)	(31,1)	1,2	(25,3)	7,8
Croissance des revenus (%)	(1,4)	5,4	6,4	2,8	6,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(3,0)	4,3	4,0	0,9	5,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(2,9)	4,4	4,0	1,0	5,3
Rendement des capitaux propres (%)	8,5	10,5	16,4	11,7	17,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	8,7	10,7	16,6	11,9	17,6
Levier d'exploitation (bic) (%)	1,6	1,1	2,4	1,9	1,5
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	1,5	1,0	2,4	1,8	1,4
Ratio d'efficacité (bic) (%)	51,0	52,7	51,8	51,5	52,5
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	50,6	52,3	51,4	51,1	52,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,82	2,86	2,94	2,86	2,96
Actif productif moyen	369 298	372 526	346 045	366 050	338 334
Solde moyen brut des prêts et acceptations	377 828	381 807	355 222	375 398	346 430
Solde moyen net des prêts et acceptations	375 420	379 838	353 617	373 355	344 850
Solde moyen des dépôts	357 162	326 411	283 924	329 935	277 773

1) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 13 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2020, de 15 millions à la fois pour le deuxième trimestre de 2020 et le troisième trimestre de 2019, de 41 millions pour les neuf premiers mois de 2020 et de 44 millions pour les neuf premiers mois de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 583 millions de dollars, comparativement à 1 018 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est quant à lui établi à 593 millions, contre 1 030 millions à l'exercice précédent, et il ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont été touchés par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, lesquelles ont augmenté de 600 millions avant impôt, ou de 441 millions après impôt, par rapport à l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts	<b>1 509</b>	1 495	1 500	<b>4 561</b>	4 342
Revenus autres que d'intérêts	<b>453</b>	465	543	<b>1 443</b>	1 564
Total des revenus	<b>1 962</b>	1 960	2 043	<b>6 004</b>	5 906
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	<b>257</b>	212	174	<b>607</b>	410
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	<b>313</b>	285	30	<b>612</b>	52
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>570</b>	497	204	<b>1 219</b>	462
Charges autres que d'intérêts	<b>960</b>	976	961	<b>2 922</b>	2 860
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>432</b>	487	878	<b>1 863</b>	2 584
Charge d'impôts sur le résultat	<b>112</b>	126	228	<b>482</b>	670
Bénéfice net comptable	<b>320</b>	361	650	<b>1 381</b>	1 914
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	1	1	<b>1</b>	2
Bénéfice net ajusté	<b>320</b>	362	651	<b>1 382</b>	1 916
Revenus des services bancaires aux particuliers	<b>1 213</b>	1 218	1 272	<b>3 718</b>	3 701
Revenus des services bancaires aux entreprises	<b>749</b>	742	771	<b>2 286</b>	2 205
Croissance du bénéfice net (%)	<b>(50,8)</b>	(41,4)	1,1	<b>(27,8)</b>	1,9
Croissance des revenus (%)	<b>(4,0)</b>	2,4	5,9	<b>1,6</b>	4,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	<b>0,0</b>	3,4	4,0	<b>2,2</b>	3,8
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	<b>0,0</b>	3,4	4,0	<b>2,2</b>	3,8
Rendement des capitaux propres (%)	<b>11,0</b>	13,0	26,4	<b>16,6</b>	26,9
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	<b>11,1</b>	13,0	26,4	<b>16,6</b>	27,0
Levier d'exploitation (%)	<b>(4,0)</b>	(1,0)	1,9	<b>(0,6)</b>	0,8
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>(4,0)</b>	(1,0)	1,9	<b>(0,6)</b>	0,8
Ratio d'efficience (%)	<b>49,0</b>	49,8	47,1	<b>48,7</b>	48,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	<b>2,54</b>	2,58	2,66	<b>2,60</b>	2,63
Actif productif moyen	<b>236 143</b>	235 852	223 817	<b>234 417</b>	220 620
Solde moyen brut des prêts et acceptations	<b>251 028</b>	251 426	239 054	<b>249 949</b>	234 696
Solde moyen net des prêts et acceptations	<b>249 628</b>	250 328	238 178	<b>248 794</b>	233 824
Solde moyen des dépôts	<b>213 086</b>	197 122	177 093	<b>200 582</b>	172 142

1) Les montants avant impôts de néant pour le troisième trimestre de 2020, de 1 million de dollars à la fois pour le deuxième trimestre de 2020 et le troisième trimestre de 2019, de 1 million pour les neuf premiers mois de 2020 et de 2 millions pour les neuf premiers mois de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada se sont tous deux élevés à 320 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 650 millions il y a un an et à un bénéfice net ajusté de 651 millions. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net a diminué en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la baisse des revenus.

Les revenus se sont établis à 1 962 millions de dollars, contre 2 043 millions l'an dernier, en raison de la diminution des revenus autres que d'intérêts, les revenus nets d'intérêts étant demeurés relativement inchangés étant donné que l'accroissement des soldes de la plupart des produits a été atténué par la compression des marges. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,54 %, a diminué de 12 points de base, du fait de la compression des marges sur les prêts et les dépôts, en partie compensée par l'avantage découlant de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 59 millions de dollars, ou de 5 %, en raison du rétrécissement des marges et de la baisse des revenus autres que d'intérêts, en partie contrebalancés par la croissance des soldes. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont reculé de 22 millions, ou de 3 %, en raison surtout d'une baisse des revenus autres que d'intérêts et de la compression des marges, ce qui a été compensé en partie par une hausse des soldes de la plupart des produits.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 366 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour s'établir à 570 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 257 millions, en hausse de 83 millions, ce qui s'explique essentiellement par une hausse des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 313 millions au cours du trimestre considéré, contre une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 30 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 960 millions de dollars, sont demeurées relativement inchangées par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement des charges de retraite et des coûts liés aux technologies, contrebalancé par la baisse des frais liés au personnel et des charges discrétionnaires.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 12,0 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 251,0 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 4 %. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 9 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 36,0 milliards, ou de 20 %, et s'est chiffré à 213,1 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont progressé de 14 % tandis que les soldes des dépôts des entreprises ont augmenté de 31 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 31 juillet 2020 a augmenté de 8,9 milliards de dollars, ou de 4 %, sur un an, pour s'établir à 250,6 milliards, les volumes des prêts aux particuliers (exclusion faite des cartes de particuliers) ayant crû de 3 % et les volumes des prêts aux entreprises (exclusion faite des cartes d'entreprise) ayant crû de 6 %. Les dépôts au 31 juillet 2020 ont augmenté de 37,4 milliards, ou de 21 %, pour s'établir à 217,4 milliards, avec un accroissement des volumes des dépôts des particuliers de 13 % et des volumes de dépôts des entreprises de 33 %, ce qui traduit les liquidités plus élevées détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux fixés à 320 millions de dollars, en comparaison d'un bénéfice net comptable de 361 millions et d'un bénéfice net ajusté de 362 millions pour le trimestre précédent, du fait surtout de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des charges et la hausse des revenus.

Les revenus se sont établis à 1 962 millions de dollars, en hausse de 2 millions par rapport au trimestre précédent, en raison d'une hausse des soldes de la plupart des produits et des deux jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, en partie contrebalancés par un amenuisement des marges et une baisse des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 4 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2,54 %, en raison de la compression des marges sur les dépôts, ce qui reflète le contexte récent de faiblesse des taux d'intérêt, en partie compensée par l'avantage découlant de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 5 millions de dollars, en raison du rétrécissement des marges, ce qui a été contrebalancé en partie par le fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours et par l'augmentation des soldes. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 7 millions, ou de 1 %, en raison surtout d'une hausse des soldes des dépôts et du fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours, facteurs neutralisés en partie par le rétrécissement des marges et la diminution des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui s'est élevé à 570 millions de dollars, a augmenté de 73 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 45 millions, à cause surtout de l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 313 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 285 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 960 millions de dollars, en baisse de 16 millions, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des frais liés au personnel et des dépenses discrétionnaires, ce qui reflète l'importance que nous accordons à la gestion des dépenses dans le contexte actuel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 0,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, tandis que le solde moyen des dépôts a progressé de 16,0 milliards, ou de 8 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 31 juillet 2020 a diminué de 2,3 milliards de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison du recul de 4 % des prêts aux entreprises (exclusion faite des cartes d'entreprise). Les dépôts au 31 juillet 2020 ont progressé de 10,4 milliards, ou de 5 %, les soldes des dépôts des particuliers s'étant accrus de 3 % et les soldes des dépôts des entreprises, de 8 %.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 1 381 millions de dollars, en comparaison de 1 914 millions l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 1 382 millions, en comparaison de 1 916 millions. Cette baisse découle en grande partie de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, les revenus plus élevés ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des charges.

Les revenus se sont établis à 6 004 millions de dollars, soit une hausse de 98 millions, ou de 2 % par rapport à l'an dernier, du fait de la progression des soldes de la plupart des produits, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par l'amenuisement des marges et la diminution des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,60 %, a diminué de 3 points par rapport à l'an dernier, sous l'effet de la compression des marges sur les prêts et sur les dépôts, en partie compensée par l'avantage découlant de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 17 millions de dollars, en raison surtout de l'augmentation des soldes de tous les produits, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par l'amenuisement des marges et la diminution des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 81 millions, ou de 4 %, en raison essentiellement d'une hausse des soldes de la plupart des produits, annulée en partie par la diminution des revenus autres que d'intérêts et le rétrécissement des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 1 219 millions de dollars, en hausse de 757 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 197 millions, grâce essentiellement à l'accroissement des dotations à la provision pour prêts aux entreprises. Au cours de l'exercice à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 612 millions a été enregistrée, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 52 millions a été comptabilisée pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 922 millions de dollars, soit une hausse de 62 millions, ou de 2 % par rapport à l'an dernier, ce qui est attribuable essentiellement aux charges de retraite et aux coûts liés aux technologies plus élevés.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 15,3 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'an dernier, pour se situer à 249,9 milliards, et le solde moyen des dépôts a progressé de 28,4 milliards, ou de 17 %, pour s'établir à 200,6 milliards.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	815	818	804	2 431	2 375
Revenus autres que d'intérêts	215	228	225	675	645
Total des revenus (bic)	1 030	1 046	1 029	3 106	3 020
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	81	89	45	270	70
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	166	54	28	233	25
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	247	143	73	503	95
Charges autres que d'intérêts	553	592	606	1 723	1 763
Bénéfice avant impôts sur le résultat	230	311	350	880	1 162
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	38	65	72	175	247
Bénéfice net comptable	192	246	278	705	915
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	7	7	8	22	24
Bénéfice net ajusté	199	253	286	727	939
Revenus des services bancaires aux particuliers	330	315	348	973	1 023
Revenus des services bancaires aux entreprises	700	731	681	2 133	1 997
Croissance du bénéfice net (%)	(30,9)	(19,4)	(0,3)	(23,0)	14,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(30,3)	(19,1)	(0,5)	(22,6)	13,9
Croissance des revenus (%)	0,2	5,7	5,3	2,9	6,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(8,7)	1,5	2,1	(2,3)	3,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(8,7)	1,7	2,3	(2,2)	3,4
Rendement des capitaux propres (%)	6,6	8,7	9,8	8,2	11,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	6,8	9,0	10,1	8,4	11,5
Levier d'exploitation (bic) (%)	8,9	4,2	3,2	5,2	2,9
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	8,9	4,0	3,0	5,1	2,7
Ratio d'efficience (bic) (%)	53,7	56,5	58,9	55,5	58,4
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	52,8	55,6	57,9	54,5	57,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,31	3,36	3,46	3,34	3,59
Actif productif moyen	97 997	98 919	92 116	97 332	88 469
Solde moyen brut des prêts et acceptations	93 317	94 366	87 549	92 758	83 975
Solde moyen net des prêts et acceptations	92 575	93 736	87 000	92 102	83 442
Solde moyen des dépôts	106 068	93 523	80 520	95 597	79 383

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 107	1 129	1 066	3 287	3 160
Revenus autres que d'intérêts	292	315	298	912	858
Total des revenus (bic)	1 399	1 444	1 364	4 199	4 018
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	109	124	61	365	94
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	223	75	37	315	33
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	332	199	98	680	127
Charges autres que d'intérêts	752	817	804	2 330	2 346
Bénéfice avant impôts sur le résultat	315	428	462	1 189	1 545
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	52	89	94	236	327
Bénéfice net comptable	263	339	368	953	1 218
Bénéfice net ajusté	273	349	379	983	1 250
Croissance du bénéfice net (%)	(28,7)	(16,3)	1,5	(21,8)	19,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(28,1)	(16,0)	1,3	(21,4)	18,4
Croissance des revenus (%)	2,6	9,8	7,2	4,5	10,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(6,5)	5,4	3,9	(0,7)	7,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(6,4)	5,6	4,1	(0,6)	7,3
Actif productif moyen	133 155	136 674	122 228	131 633	117 714
Solde moyen brut des prêts et acceptations	126 800	130 381	116 168	125 449	111 734
Solde moyen net des prêts et acceptations	125 792	129 510	115 439	124 561	111 026
Solde moyen des dépôts	144 076	129 289	106 831	129 353	105 631

1) Les montants avant impôts de 9 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2020, de 10 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2020, de 11 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2019, de 29 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2020 et de 32 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 263 millions de dollars, comparativement à 368 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 273 millions, comparativement à 379 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 192 millions de dollars, comparativement à 278 millions l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 199 millions, par rapport à 286 millions, ce qui est surtout attribuable à l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, atténuée par la baisse des charges.

Les revenus ont augmenté de 1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 030 millions, ce qui est essentiellement imputable à la croissance des soldes des dépôts et des prêts et à la hausse des marges sur les prêts, contrebalancées en partie par la baisse des marges sur les produits de dépôt et des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 15 points de base, pour s'établir à 3,31 %, principalement du fait de la compression des marges sur les produits de dépôt occasionnée par l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, contrebalancée en partie par l'effet de la croissance plus rapide des dépôts par rapport à celle des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 18 millions de dollars, ou de 5 %, ce qui s'explique en grande partie par le recul des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 19 millions, ou de 3 %, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes des dépôts et des prêts, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges sur les produits de dépôt.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 247 millions de dollars, ayant augmenté de 174 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 81 millions, en hausse de 36 millions, en raison des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers plus élevées. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 166 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 28 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 553 millions de dollars, ont diminué de 53 millions, ou de 9 %, par rapport à l'an dernier, et les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 544 millions, ont diminué de 51 millions, ou de 9 %, du fait surtout de la baisse des frais liés à la technologie, au personnel et à la publicité de même que de l'accent continu sur la gestion des charges.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 5,8 milliards de dollars, ou de 7 %, sur un an, pour s'établir à 93,3 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises et des prêts aux particuliers de 7 % et de 6 %, respectivement. Le solde moyen des dépôts a progressé de 25,5 milliards, ou de 32 %, sur un an, pour s'établir à 106,1 milliards, les soldes des dépôts des entreprises s'étant accrus de 60 % et les soldes des dépôts des particuliers s'étant accrus de 10 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 31 juillet 2020 a augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à il y a un an, pour se chiffrer à 90,9 milliards, du fait surtout de la croissance de 4 % des prêts aux entreprises et de 2 % des prêts aux particuliers, qui est attribuable dans les deux cas à la croissance observée dans les programmes de prêts gouvernementaux en raison de l'incidence de la COVID-19. Les dépôts au 31 juillet 2020 ont progressé de 23,2 milliards, ou de 28 %, pour se chiffrer à 105,6 milliards, les soldes des dépôts des entreprises s'étant accrus de 53 % et les soldes des dépôts des particuliers s'étant accrus de 9 %, ce qui traduit les liquidités plus importantes détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020**

Le bénéfice net comptable s'est établi à 263 millions de dollars, comparativement à 339 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 273 millions, par rapport à 349 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 192 millions de dollars, comparativement à 246 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 199 millions, contre 253 millions, en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la baisse des revenus, compensées par la baisse des charges.

Les revenus se sont fixés à 1 030 millions de dollars, contre 1 046 millions au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la compression des marges sur les produits de dépôt et la baisse des revenus autres que d'intérêts, facteurs annulés en partie par la hausse des soldes des dépôts et l'incidence des deux jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré. La marge nette d'intérêts a atteint 3,31 %, en baisse de 5 points de base, principalement du fait de la compression des marges sur les produits de dépôt occasionnée par l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, annulée en partie par la hausse des soldes de dépôts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 5 %, ce qui est attribuable à l'accroissement des revenus tirés du financement hypothécaire et à l'incidence des jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré, compensés en partie par la baisse des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont diminué de 31 millions, ou de 4 %, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des revenus tirés des dépôts et des prêts, contrebalancée par les jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est fixé à 247 millions de dollars, en hausse de 104 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 81 millions, en baisse de 8 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par une baisse des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 166 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 54 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 553 millions de dollars, en baisse de 39 millions, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont élevées à 544 millions, en baisse de 38 millions, ou de 6 %, en raison essentiellement de la baisse des frais liés à la technologie et au personnel et des autres dépenses discrétionnaires, ce qui reflète l'importance que nous accordons à la gestion des dépenses dans le contexte actuel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 1,0 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Le solde moyen des dépôts a progressé de 12,5 milliards, ou de 13 %, la croissance des soldes des dépôts des entreprises s'étant chiffrée à 22 % et celle des soldes des dépôts des particuliers à 5 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 31 juillet 2020 a diminué de 7,4 milliards de dollars, ou de 8 % par rapport au trimestre précédent, du fait surtout du recul des volumes de prêts aux entreprises de 9 %. Au 31 juillet 2020, les dépôts ont progressé de 2,0 milliards, ou de 2 %.



## Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 953 millions de dollars, en comparaison de 1 218 millions l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 983 millions, en comparaison de 1 250 millions. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 705 millions de dollars, en comparaison de 915 millions l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 727 millions, en comparaison de 939 millions, cette augmentation étant attribuable surtout à un accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle a été annulée en partie par une hausse des revenus et une baisse des charges.

Les revenus ont augmenté de 86 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 3 106 millions, ce qui est essentiellement imputable à la croissance des soldes des dépôts et des prêts ainsi qu'à la hausse des revenus autres que d'intérêts, contrebalancées en partie par la compression des marges sur les produits de dépôt découlant de l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt. La marge nette d'intérêts a reculé de 25 points de base pour s'établir à 3,34 %, principalement du fait de la compression des marges sur les produits de dépôt attribuable au contexte de faiblesse des taux d'intérêt, contrebalancée en partie par la croissance plus rapide des dépôts par rapport à celle des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 50 millions de dollars, ou de 5 %, en raison du recul des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 136 millions, ou de 7 %, du fait de l'augmentation des soldes de dépôts et de prêts ainsi que de la hausse des revenus autres que d'intérêts, contrées en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 503 millions de dollars, en hausse de 408 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 200 millions en raison des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises et aux particuliers plus élevées. De plus, l'exercice précédent a profité des recouvrements non récurrents sur les dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 233 millions pour l'exercice à l'étude, comparativement à une dotation de 25 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 40 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à il y a un an, pour se fixer à 1 723 millions, et les charges autres que d'intérêts après ajustement ont diminué de 37 millions, ou de 2 %, pour se chiffrer à 1 694 millions, en raison de la baisse des frais liés à la technologie, au personnel et à la publicité, ce qui reflète l'accent continu sur la gestion des charges.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 8,8 milliards de dollars, ou de 10 %, sur un an pour s'établir à 92,8 milliards, stimulé par l'accroissement de 11 % des prêts aux entreprises et l'augmentation de 8 % des volumes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 16,2 milliards, ou de 20 %, sur un an, pour s'établir à 95,6 milliards, les volumes de dépôts des entreprises s'étant accrus de 36 % et les volumes des dépôts des particuliers, de 9 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts	229	212	237	672	699
Revenus autres que d'intérêts	2 255	678	1 876	4 727	5 396
Total des revenus	2 484	890	2 113	5 399	6 095
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	1 189	(197)	887	1 708	2 374
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 295	1 087	1 226	3 691	3 721
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	3	–	4	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	7	3	(2)	13	(1)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	8	6	(2)	17	–
Charges autres que d'intérêts	837	888	885	2 637	2 663
Bénéfice avant impôts sur le résultat	450	193	343	1 037	1 058
Charge d'impôts sur le résultat	109	49	93	261	265
Bénéfice net comptable	341	144	250	776	793
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	8	9	8	26	28
Bénéfice net ajusté	349	153	258	802	821
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	271	160	226	640	625
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	279	169	234	666	653
Bénéfice net (perte nette) comptable des activités d'assurance	70	(16)	24	136	168
Bénéfice net (perte nette) ajusté des activités d'assurance	70	(16)	24	136	168
Croissance du bénéfice net (%)	36,9	(52,8)	(14,4)	(2,1)	(7,1)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	35,5	(51,5)	(14,4)	(2,3)	(7,1)
Croissance des revenus (%)	17,6	(51,8)	37,2	(11,4)	28,9
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	5,7	(15,2)	(3,6)	(0,8)	(1,3)
SCVPI ajustés	1 189	(197)	887	1 708	2 374
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI ajustés (%)	5,7	(15,2)	(3,6)	(0,8)	(1,3)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(5,4)	0,7	1,0	(1,0)	1,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(5,4)	0,8	1,2	(0,9)	1,2
Rendement des capitaux propres (%)	21,1	8,9	15,3	16,1	16,7
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	21,6	9,5	15,9	16,7	17,3
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	11,1	(15,9)	(4,6)	0,2	(2,4)
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	11,1	(16,0)	(4,8)	0,1	(2,5)
Ratio d'efficacité comptable (%)	33,7	99,9	41,9	48,8	43,7
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	64,6	81,8	72,2	71,4	71,6
Ratio d'efficacité ajusté (%)	33,3	98,6	41,4	48,2	43,1
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	63,7	80,7	71,3	70,5	70,6
Actifs sous gestion	498 020	464 166	464 711	498 020	464 711
Actifs sous administration 2)	411 122	400 649	391 622	411 122	391 622
Actif moyen	46 308	45 175	41 891	45 234	40 345
Solde moyen brut des prêts et acceptations	26 999	26 564	24 068	26 331	23 135
Solde moyen net des prêts et acceptations	26 959	26 528	24 036	26 295	23 103
Solde moyen des dépôts	45 345	43 011	36 190	42 586	35 844

1) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars pour à la fois le troisième trimestre de 2020, le deuxième trimestre de 2020 et le troisième trimestre de 2019, de 33 millions pour les neuf premiers mois de 2020 et de 36 millions pour les neuf premiers mois de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 341 millions de dollars, en hausse de 91 millions, ou de 37 %, comparativement à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 349 millions, en hausse de 91 millions, ou de 35 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 271 millions, en hausse de 45 millions, ou de 20 %, et, après ajustement, il a atteint 279 millions, en hausse de 45 millions, ou de 19 %, en raison surtout de la baisse des charges, y compris les avantages découlant des programmes de compression des coûts et le raffermissement des marchés boursiers mondiaux, facteurs neutralisés en partie par des revenus nets d'intérêts légèrement inférieurs, le rétrécissement des marges ayant été neutralisé principalement par l'avantage découlant de la croissance des prêts et des dépôts et la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 70 millions, en hausse de 46 millions, ce qui s'explique essentiellement par les résultats liés à la réassurance anormalement faibles et l'effet défavorable des variations des marchés au cours de l'exercice précédent, alors que pour l'exercice considéré, les variations des marchés ont eu un effet favorable.

Les revenus se sont établis à 2 484 millions de dollars, en hausse de 371 millions, ou de 18 %. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 1 295 millions, en hausse de 69 millions, ou de 6 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 176 millions, ayant augmenté de 23 millions, ou de 2 %, du fait surtout du raffermissement des marchés boursiers mondiaux dont bénéficient nos activités diversifiées et de la croissance des revenus de courtage en ligne, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des revenus nets d'intérêts. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 46 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés liés au bénéfice net.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 837 millions de dollars, ont diminué de 48 millions, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier. Après ajustement, elles ont totalisé 826 millions, présentant ainsi une baisse de 48 millions, ou de 5 %, ou encore de 6 % si l'on exclut l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison surtout de l'avantage découlant des programmes de compression de coûts.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 33,3 milliards de dollars, ou de 7 %, et les actifs sous administration ont augmenté de 19,5 milliards, ou de 5 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers mondiaux, des fluctuations favorables des cours de change et de l'accroissement des actifs des clients. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 12 % et de 25 %.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020**

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 341 millions de dollars, en hausse de 197 millions, ou de 137 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 349 millions, en hausse de 196 millions, ou de 128 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est fixé à 271 millions, en hausse de 111 millions, ou de 70 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 279 millions, en hausse de 110 millions, ou de 66 %, en raison surtout de l'incidence d'une provision pour frais juridiques au trimestre précédent, de la diminution des charges, y compris les avantages découlant des programmes de compression de coûts, et des revenus plus élevés. Le bénéfice net comptable des activités d'assurance s'est fixé à 70 millions, en hausse de 86 millions, ce qui s'explique essentiellement par l'effet défavorable des variations des marchés et la baisse des résultats des activités sous-jacentes au trimestre précédent, alors qu'au trimestre considéré, les variations des marchés ont eu un effet favorable.

Déduction faite des SCVPI, les revenus se sont chiffrés à 1 295 millions de dollars, en hausse de 208 millions, ou de 19 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont établis à 1 176 millions, en hausse de 102 millions, ou de 10 %, en raison surtout de l'incidence d'une provision pour frais juridiques et du regain des marchés à l'échelle mondiale. Les revenus nets d'assurance, qui se sont fixés à 119 millions, ont augmenté de 106 millions, en raison principalement des facteurs susmentionnés liés au bénéfice net.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 837 millions de dollars, ont diminué de 51 millions, ou de 6 % par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont fixées à 826 millions, en baisse de 51 millions, ou de 6 %, profitant des programmes de compression de coûts et des effets de la conjoncture actuelle.

Les actifs sous gestion ont progressé de 33,9 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent et les actifs sous administration ont augmenté de 10,5 milliards, ou de 3 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers mondiaux et de l'accroissement des actifs des clients, contrebalancés en partie par le taux de change défavorable. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont progressé de 2 % et de 5 %, respectivement.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019**

Le bénéfice net comptable s'est établi à 776 millions de dollars, comparativement à 793 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 802 millions, comparativement à 821 millions l'an dernier. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 640 millions, en hausse de 15 millions, ou de 3 %, et, après ajustement, il a atteint 666 millions, en hausse de 13 millions, ou de 2 %, sous l'effet surtout de la baisse des charges, y compris les avantages découlant des programmes de compression de coûts, contrebalancée en partie par la provision pour frais juridiques comptabilisée au cours de l'exercice à l'étude. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 136 millions, contre 168 millions il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par le recul des résultats des activités sous-jacentes.

Les revenus se sont établis à 5 399 millions de dollars, contre 6 095 millions il y a un an. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 3 691 millions, contre 3 721 millions l'an dernier. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 3 411 millions, ayant augmenté de 11 millions, sous l'effet principalement du regain moyen des marchés à l'échelle mondiale et de la croissance des revenus de courtage en ligne, facteurs contrebalancés en partie par une provision pour frais juridiques comptabilisée au cours de l'exercice à l'étude. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 280 millions, en baisse de 41 millions en regard de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable aux facteurs précités liés au bénéfice net.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 2 637 millions de dollars, ont diminué de 26 millions, ou de 1 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 2 604 millions, ont diminué de 23 millions, ou de 1 %, en raison des avantages découlant des programmes de compression de coûts, neutralisés en partie par les charges liées aux revenus plus élevées.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	952	855	537	2 503	1 695
Revenus autres que d'intérêts	576	196	670	1 445	1 885
Total des revenus (bic)	1 528	1 051	1 207	3 948	3 580
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	79	73	7	205	20
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	58	335	3	390	20
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	137	408	10	595	40
Charges autres que d'intérêts	825	758	799	2 435	2 487
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	566	(115)	398	918	1 053
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	140	(41)	84	210	233
Bénéfice net (perte nette) comptable	426	(74)	314	708	820
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	4	2	2	8	8
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	5	4	3	13	8
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	435	(68)	319	729	836
Revenus du secteur Marchés mondiaux	981	564	667	2 368	2 018
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	547	487	540	1 580	1 562
Croissance du bénéfice net (%)	35,7	(129,5)	4,1	(13,7)	(4,6)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	36,2	(126,5)	5,1	(12,9)	(3,0)
Croissance des revenus (%)	26,6	(14,9)	8,7	10,3	10,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,2	(15,0)	13,2	(2,1)	17,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,5	(15,3)	12,7	(2,4)	17,1
Rendement des capitaux propres (%)	13,6	(3,0)	11,3	8,0	9,9
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	13,9	(2,8)	11,5	8,2	10,1
Levier d'exploitation (bic) (%)	23,4	0,1	(4,5)	12,4	(7,7)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	24,1	0,4	(4,0)	12,7	(6,9)
Ratio d'efficience (bic) (%)	54,0	72,1	66,2	61,7	69,5
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	53,1	71,4	65,6	61,0	68,9
Actif moyen	379 131	380 856	343 292	370 363	342 829
Solde moyen brut des prêts et acceptations	71 346	70 871	61 127	68 148	59 371
Solde moyen net des prêts et acceptations	70 810	70 574	61 028	67 817	59 290

1) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha et de Clearpool avant impôts de 5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2020, de 3 millions à la fois pour le deuxième trimestre de 2020 et le troisième trimestre de 2019 et de 11 millions pour à la fois les neuf premiers mois de 2020 et les neuf premiers mois de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 8 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2020, de 4 millions pour le deuxième trimestre de 2020, de 3 millions pour le troisième trimestre de 2019, de 17 millions pour les neuf premiers mois de 2020 et de 10 millions pour les neuf premiers mois de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 426 millions de dollars, en hausse de 112 millions, ou de 36 %, par rapport à l'an dernier, et, après ajustement, il s'est fixé à 435 millions, en hausse de 116 millions, ou 36 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La forte croissance des revenus a été contrée en partie par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Les revenus se sont établis à 1 528 millions de dollars, en hausse de 321 millions, ou de 27 %, en regard de l'exercice précédent, ou encore de 25 % si l'on exclut l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté, du fait surtout de l'intensification des activités menées pour les clients dans les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et de contrats sur produits de base, en partie contrebalancée par la baisse des activités de négociation de contrats sur titres de participation. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés, qui a été plus que contrebalancée par la baisse des commissions de prise ferme et de consultation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 137 millions de dollars, une hausse de 127 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 79 millions, en hausse de 72 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 58 millions pour le trimestre à l'étude, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions a été inscrite un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 825 millions de dollars, soit une hausse de 26 millions, ou de 3 % par rapport à l'an dernier et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 812 millions, soit une hausse de 19 millions, ou de 3 %, ou encore de 1 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Cette hausse découle surtout de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, largement compensée par la baisse des frais liés aux déplacements et à l'expansion des affaires et des autres coûts liés au personnel, ce qui reflète l'importance que nous accordons à la gestion des dépenses.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 71,3 milliards de dollars, en hausse de 10,2 milliards, ou de 17 %, ou encore de 15 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport à il y a un an. Le solde brut des prêts et acceptations au 31 juillet 2020 a augmenté de 4,8 milliards, ou de 8 %, ou encore de 7 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 67,2 milliards.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 426 millions de dollars, en hausse de 500 millions en comparaison de la perte nette enregistrée pour le trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 435 millions, en hausse de 503 millions.

Les revenus se sont établis à 1 528 millions de dollars, en hausse de 477 millions, ou de 45 %, par rapport au trimestre précédent, ou encore de 47 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté, sous l'effet essentiellement d'une augmentation des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, qui s'explique par l'intensification des activités menées pour les clients, et de la hausse des activités de négociation de contrats sur titres de participation, ce qui a été contrebalancé par le recul des revenus de négociation de contrats de change. Le trimestre précédent tenait compte de l'incidence négative des activités relatives aux billets liés à des titres de participation et de l'élargissement des écarts de crédit et de financement sur les ajustements de l'évaluation des produits dérivés. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des commissions de prise ferme et de consultation, compensé en partie par la diminution des revenus du secteur Banque d'affaires découlant du fléchissement des profits nets sur les titres. Le trimestre précédent tenait également compte de réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 137 millions de dollars, en baisse de 271 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 6 millions au cours du trimestre à l'étude. La dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs s'est chiffrée à 58 millions pour le trimestre à l'étude, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 335 millions avait été inscrite pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 825 millions de dollars, en hausse de 67 millions, ou de 9 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 812 millions, en hausse de 61 millions, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, ou encore de 9 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse découle surtout de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, largement compensée par la baisse des frais liés aux déplacements et à l'expansion des affaires et des autres coûts liés au personnel, ce qui reflète l'importance que nous accordons à la gestion des dépenses.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou de 1 %, ou encore de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, par rapport au trimestre précédent. Le solde brut des prêts et acceptations au 31 juillet 2020 a diminué de 10,4 milliards, ou de 13 %, ou encore de 11 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, par rapport au dernier trimestre, ce qui reflète les taux d'utilisation des prêts plus faibles, par rapport à des taux particulièrement élevés au trimestre précédent.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 708 millions de dollars, comparativement à 820 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 729 millions, comparativement à 836 millions, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, contrebalancée en partie par la progression des revenus et la baisse des charges.

Les revenus se sont établis à 3 948 millions de dollars, soit une progression de 368 millions, ou de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients liées à la négociation de contrats de taux d'intérêt, de contrats sur produits de base et de contrats de change, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des revenus de négociation de contrats sur titres de participation. L'exercice à l'étude tient compte de l'incidence de la volatilité des marchés au deuxième trimestre, comme il est mentionné précédemment. L'exercice précédent tenait compte de l'avantage découlant de l'ajustement positif de la juste valeur des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, en partie contrebalancé par l'ajustement négatif de la juste valeur des activités de négociation de contrats sur titres de participation. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés ayant été en grande partie compensée par les réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente au cours de l'exercice à l'étude ainsi que par le recul des revenus des activités de commissions de prise ferme et de consultation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 595 millions de dollars, en hausse de 555 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 205 millions, en hausse de 185 millions par rapport à l'an dernier. Au cours de l'exercice à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 390 millions a été enregistrée, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 20 millions avait été comptabilisée pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 2 435 millions de dollars et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 2 407 millions, en baisse de 59 millions, ou de 2 % par rapport à l'exercice précédent, ou encore de 3 % si l'on ne tient pas compte de l'incidence du raffermissement du dollar américain. La baisse découle surtout d'une charge liée aux indemnités de départ à l'exercice précédent ainsi que de la baisse des frais liés aux déplacements et à l'expansion des affaires, contrebalancées en partie par la hausse des coûts liés aux technologies et des coûts liés aux transactions de même que des autres frais liés au personnel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 68,1 milliards de dollars, en hausse de 8,8 milliards, ou de 15 %, ou encore de 14 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2020	T2-2020	T3-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(161)	(95)	(49)	(325)	(153)
Compensation sur une bic des groupes	(101)	(78)	(74)	(257)	(219)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(262)	(173)	(123)	(582)	(372)
Revenus autres que d'intérêts	78	92	62	232	169
Total des revenus (bic)	(184)	(81)	(61)	(350)	(203)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	-	1	1	2	(5)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	7	7	(5)	8	(5)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	7	8	(4)	10	(10)
Charges autres que d'intérêts	70	77	42	305	287
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(261)	(166)	(99)	(665)	(480)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(143)	(85)	(74)	(360)	(299)
Perte nette comptable	(118)	(81)	(25)	(305)	(181)
Perte nette ajustée	(118)	(81)	(25)	(305)	(181)
Charges autres que d'intérêts ajustées	70	77	42	305	287

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise pour le trimestre à l'étude se sont situées à 118 millions de dollars, comparativement à 25 millions à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, du fait surtout de la baisse des revenus liés à la trésorerie, ce qui reflète la hausse des dépôts excédentaires, et de l'accroissement des charges en raison de l'incidence d'un profit sur la vente d'un immeuble de bureaux au cours de l'exercice précédent.

### Comparaison du troisième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2020

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont chiffrées à 118 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comptable et d'une perte nette ajustée de 81 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ont diminué, en raison surtout de la baisse des revenus liés à la trésorerie, ce qui reflète la hausse des dépôts excédentaires, compensée en partie par l'incidence d'un taux d'impôt défavorable pour le trimestre précédent et la baisse des charges pour le trimestre à l'étude.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et des neuf premiers mois de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée se sont situées à 305 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable et à une perte nette ajustée de 181 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont diminué, en raison principalement de la baisse des revenus liés à la trésorerie, ce qui reflète la hausse des dépôts excédentaires, de l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour l'exercice à l'étude, de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de l'incidence d'un profit sur la vente d'un immeuble de bureaux au cours de l'exercice précédent, facteurs compensés en partie par le recul des autres charges.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018
Revenus 1) 2)	7 189	5 264	6 747	6 087	6 666	6 213	6 517	5 893
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	1 189	(197)	716	335	887	561	926	390
Revenus, déduction faite des SCVPI 1) 2)	6 000	5 461	6 031	5 752	5 779	5 652	5 591	5 503
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	446	413	324	231	243	150	127	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	608	705	25	22	63	26	10	(2)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	1 054	1 118	349	253	306	176	137	175
Charges autres que d'intérêts 1) 2)	3 444	3 516	3 669	3 987	3 491	3 595	3 557	3 193
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 502	827	2 013	1 512	1 982	1 881	1 897	2 135
Charge d'impôts sur le résultat	270	138	421	318	425	384	387	438
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 232	689	1 592	1 194	1 557	1 497	1 510	1 697
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	4	2	2	2	2	2	4	13
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	23	24	23	29	23	23	24	24
Coûts de restructuration 5)	-	-	-	357	-	-	-	-
Ajustement lié à la réassurance 6)	-	-	-	25	-	-	-	-
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 7)	-	-	-	-	-	-	-	(203)
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 259	715	1 617	1 607	1 582	1 522	1 538	1 531
Bénéfice de base par action (\$)	1,81	1,00	2,38	1,79	2,34	2,27	2,28	2,58
Bénéfice dilué par action (\$)	1,81	1,00	2,37	1,78	2,34	2,26	2,28	2,58
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,85	1,04	2,41	2,43	2,38	2,30	2,32	2,32

- 1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 91 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé des montants de 270 millions et de 40 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41.
- 2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- 5) La charge de restructuration s'est élevée à 357 millions de dollars après impôts pour le quatrième trimestre de 2019 (484 millions avant impôts). Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 6) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. L'ajustement lié à la réassurance figure dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.
- 7) Les résultats du quatrième trimestre de 2018 tiennent compte d'un avantage après impôts de 203 millions de dollars (277 millions avant impôts) découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés qui a été annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 52 et 53 de son Rapport annuel pour 2019. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de l'exercice 2018 et le troisième trimestre de l'exercice 2020.

### Tendances relatives au bénéfice

Les résultats qu'a enregistrés BMO au cours des deux plus récents trimestres reflètent l'incidence de la pandémie de COVID-19, comme en témoigne l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances enregistrées dans nos Services bancaires PE et dans BMO Marchés des capitaux, le fait que les groupes sensibles aux marchés boursiers subissent l'effet des conditions de marché, et l'incidence de la baisse des taux d'intérêt. Le rendement au chapitre des revenus de nos groupes sensibles aux marchés boursiers s'est amélioré par rapport au trimestre précédent. Nos Services bancaires PE ont enregistré une croissance équilibrée sur un an, mais ont subi l'incidence de la compression des marges en raison du contexte de faiblesse des taux d'intérêt. Les résultats sous-jacents de BMO ont, en général, affiché des tendances à la hausse avant les deux derniers trimestres.

Une charge de restructuration et un ajustement lié à la réassurance, tous deux comptabilisés au quatrième trimestre de 2019, ainsi qu'un avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations futures au quatrième trimestre de 2018 ont eu des répercussions sur les résultats comptables au cours des huit derniers trimestres.

PE Canada a réalisé une croissance sur un an des prêts et dépôts et a assuré une gestion rigoureuse des charges. Le contexte de faiblesse des taux a nui aux revenus des deuxième et troisième trimestres de 2020. Au cours des huit derniers trimestres, PE États-Unis a réalisé une croissance des revenus sur un an conjuguée à une augmentation des soldes des prêts et des dépôts sur un an, ainsi qu'à une gestion continue des dépenses. Les résultats des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont généralement affiché des hausses modérées. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte de l'amélioration des marchés boursiers, tandis que ceux du deuxième trimestre de 2020 tiennent compte de l'incidence du repli des



marchés boursiers et d'une provision pour frais juridiques. Les résultats liés à l'assurance fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance. Le rendement dégagé par BMO Marchés des capitaux au cours des huit derniers trimestres témoigne des revenus élevés, ce qui s'explique par la solide performance aux États-Unis et l'incidence positive découlant de nos activités diversifiées, à l'exception des résultats du deuxième trimestre de 2020, qui ont subi les contrecoups de la conjoncture des marchés touchée par la pandémie de COVID-19. Les résultats du deuxième trimestre de 2019 comprennent une charge liée aux indemnités de départ. Les résultats comptables des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Les résultats de la Banque reflètent l'incidence de l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qu'elle a adopté au premier trimestre de 2020 et de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qu'elle a adopté de manière rétrospective au premier trimestre de 2019. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41 ainsi qu'aux pages 142 à 146 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Exprimé en pourcentage du solde net des prêts et acceptations, le total des dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO se situe dans une fourchette allant de 13 points de base à 31 points de base entre le quatrième trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2020. Depuis que l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré le 11 mars 2020 que la COVID-19 était une pandémie mondiale, la Banque a comptabilisé des pertes sur créances importantes. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 94 points de base au deuxième trimestre de 2020 et à 89 points de base pour le troisième trimestre de 2020.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

## Bilan

Au 31 juillet 2020, le total des actifs atteignait 973,5 milliards de dollars, ayant augmenté de 121,3 milliards en regard du 31 octobre 2019. L'appréciation du dollar américain à la clôture du trimestre a conduit à une augmentation des actifs de 6,9 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés. L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 10,7 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 9,3 milliards, les soldes ayant crû pour tous les groupes d'exploitation, et ils tiennent compte de l'aide gouvernementale offerte liée à l'incidence de la COVID-19. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont augmenté de 1,2 milliard découlant de la croissance de nos Services bancaires PE, ce qui reflète l'aide gouvernementale offerte liée à l'incidence de la COVID-19, et de BMO Gestion de patrimoine. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont monté de 1,6 milliard du fait de la croissance enregistrée par PE Canada, compensée en partie par des soldes moins élevés de PE États-Unis.

Les titres ont augmenté de 36,8 milliards de dollars, ce qui s'explique essentiellement par la croissance soutenue des dépôts de clients supérieure à celle des prêts de même que par l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 27,2 milliards, en raison de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales, par suite essentiellement de la forte croissance des dépôts de clients supérieure à la croissance des prêts. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 13,7 milliards, grâce à l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont augmenté de 9,4 milliards, ce qui s'explique en partie par le resserrement des exigences concernant la sûreté en trésorerie afférente aux transactions sur dérivés hors cote et par l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui a entraîné la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative au bilan.

Les passifs se sont alourdis de 117,8 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2019. L'appréciation du dollar américain les a fait augmenter de 6,2 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés. L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain.

Les dépôts se sont accrus de 87,8 milliards de dollars. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 51,4 milliards, ce qui reflète essentiellement la croissance des soldes des dépôts des particuliers dans l'ensemble des groupes d'exploitation, en partie du fait que nos clients conservent une part plus grande de liquidité à cause de l'incidence de la COVID-19. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 18,6 milliards, en raison de la croissance des Services bancaires PE et de BMO Gestion de patrimoine. Les dépôts de banques ont augmenté de 17,8 milliards, résultant surtout de la participation dans un mécanisme de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 12,2 milliards de dollars, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux et de la participation dans un mécanisme garanti de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada. Les titres vendus à découvert ont augmenté de 4,2 milliards par suite des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont reculé de 5,6 milliards, en raison du moins grand nombre d'acceptations bancaires émises sur le marché. La dette subordonnée a augmenté de 1,5 milliard à cause essentiellement d'une émission effectuée au cours du trimestre. Tous les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont diminué de 4,8 milliards, ce qui est essentiellement imputable à la diminution du financement garanti, contrebalancée en partie par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Les actifs financiers dérivés ont progressé de 16,7 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 16,3 milliards, compte tenu de l'incidence des fluctuations du dollar américain, ce qui est attribuable à la hausse de la valeur des instruments dérivés de négociation des clients de BMO Marchés des capitaux. L'augmentation est attribuable essentiellement à l'incidence de la faiblesse des taux d'intérêt, au raffermissement du dollar américain, à la volatilité des marchés boursiers et à la tension exercée sur les prix du pétrole.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3,5 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2019. Le cumul des autres éléments du résultat global a grimpé de 2,1 milliards en raison surtout des taux d'intérêt moins élevés eu égard aux couvertures de flux de trésorerie et de l'incidence de l'appréciation du dollar américain sur la conversion d'investissements nets. Les résultats non distribués ont augmenté de 1,2 milliard par suite du bénéfice net gagné pendant l'exercice à l'étude, ce qui a été atténué par les dividendes, les distributions sur les autres instruments de capitaux propres ainsi que par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, sur le solde d'ouverture.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 50 du Rapport aux actionnaires.

Se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

## Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2019 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 204 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

## Instruments financiers désignés et arrangements hors bilan

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (Enhanced Disclosure Task Force (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant à la page 66 de notre Rapport annuel pour 2019.

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons également un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 67 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2019, si ce n'est notre participation à certains programmes gouvernementaux mis en place au deuxième trimestre de 2020.

Le gouvernement a lancé ces programmes pour soutenir les entreprises aux prises avec des difficultés économiques découlant de la pandémie, dont le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) aux termes duquel nous accordons des prêts qui sont financés par le gouvernement. Nous avons évalué si la quasi-totalité des risques et des avantages ont été transférés au gouvernement et nous avons déterminé que ces transferts remplissent les conditions de décomptabilisation. Par conséquent, nous ne comptabilisons pas ces prêts au bilan.

## Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2019 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 107 à 111 et aux pages 142 à 146 du Rapport annuel de BMO pour 2019 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes. Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations comprennent la provision pour pertes sur créances, les instruments financiers évalués à la juste valeur, les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel, les montants de dépréciation des valeurs mobilières, les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé, l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles, les passifs liés à l'assurance et les provisions. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

À l'heure actuelle, l'ampleur de toutes les répercussions, tant de la COVID-19 que des mesures gouvernementales et/ou réglementaires prises face à l'épidémie, qui se feront sentir sur les économies canadiennes et américaines et sur les activités de la Banque demeure incertaine et difficile à prévoir. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états

financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 juillet 2020.

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. L'augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Dans le cas des emprunteurs ayant choisi de participer aux programmes de report de versements qu'offre la Banque en raison de la pandémie de COVID-19, les versements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et n'exposent pas la Banque à un risque de crédit accru. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Au troisième trimestre de 2020, nous avons exercé un jugement de crédit expérimenté pour tenir compte de l'incidence du contexte extraordinaire et très incertain sur les conditions de crédit et l'économie. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 107 et 108 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels audités, aux pages 151 à 158 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, à la page 64.

Au 31 juillet 2020, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 707 millions de dollars (2 094 millions au 31 octobre 2019), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 976 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 731 millions (1 609 millions et 485 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). La provision liée aux prêts productifs a augmenté de 1 367 millions par rapport au quatrième trimestre de 2019, du fait principalement de la migration du portefeuille selon une perspective macroéconomique et des modifications apportées à la pondération des scénarios.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés anticipées, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques, sur la base de nos perspectives à la fin du trimestre, conformément aux principes des IFRS.

Au 31 juillet 2020, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne se contractera et que le PIB réel chutera de 6,0 % en 2020 en raison du fort repli au cours du premier semestre de l'exercice. Cette contraction s'explique en grande partie par les profonds bouleversements en cours causés par la COVID-19. Toutefois, il est prévu que l'économie rebondira de 6,0 % en 2021 à mesure que l'épidémie est maîtrisée. Selon les prévisions, le taux de chômage au Canada devrait augmenter à 9,5 %, en moyenne, en 2020, alors qu'il se situait à 5,7 % en 2019, pour ensuite reculer à 8,0 %, en moyenne, en 2021. Quant à l'économie américaine, elle suivra une trajectoire similaire; le PIB réel dans ce pays, selon les prévisions, devrait reculer de 5,5 % en 2020 avant de croître de 5,0 % en 2021. Le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter à 8,9 %, en moyenne, en 2020, selon les prévisions, comparativement à 3,7 % en 2019, avant de redescendre à 7,0 %, en moyenne, en 2021. Ceci fait contraste à notre scénario de référence publié au 31 octobre 2019 selon lequel l'économie canadienne et américaine connaîtrait une croissance modérée au cours de la période visée par les prévisions. En outre, les perspectives de l'économie et des marchés du travail sont légèrement plus faibles par rapport aux attentes pour le deuxième trimestre de 2020. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 725 millions de dollars au 31 juillet 2020 (1 325 millions au 31 octobre 2019), contre 2 976 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Au 31 juillet 2020, les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font également état d'une contraction de l'économie au Canada, le PIB réel devant reculer de 7,6 % en 2020 et remonter de 3,7 % en 2021. Selon notre scénario défavorable, les profonds bouleversements causés par la COVID-19 seront plus importants et persisteront plus longtemps, comparativement aux prévisions énoncées dans notre scénario de référence. Le taux de chômage au Canada se situera en moyenne à 10,9 % en 2020 et à 10,0 % en 2021. Le PIB réel aux États-Unis reculera de 7,1 % en 2020 pour rebondir de 2,5 % en 2021. Le taux de chômage aux États-Unis se situera en moyenne à 10,3 % en 2020 et baissera pour s'établir à un taux moyen de 8,9 % en 2021. Ce scénario est très différent du scénario défavorable au 31 octobre 2019 selon lequel les prévisions faisaient état d'une récession typique qui se traduirait par une contraction de l'économie de 3 % la première année suivie d'une reprise constante qui se poursuivrait jusqu'à la fin de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 550 millions de dollars au 31 juillet 2020 (2 800 millions au 31 octobre 2019), contre 2 976 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Le tableau suivant présente les principales variables économiques que nous avons utilisées pour estimer notre provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. D'ordinaire, ce tableau est publié une fois par année. Toutefois, en raison d'importants changements apportés à l'information prospective depuis la fin de 2019, les informations fournies constituent une mise à jour de l'information contenue dans le Rapport annuel de BMO pour 2019. Les valeurs indiquées représentent les valeurs moyennes nationales de l'année civile 2020 et de l'année civile 2021. Le scénario de référence reflète notre point de vue quant au résultat le plus probable. Nos prévisions pour le troisième trimestre de 2020 sont légèrement inférieures à notre estimation initiale des conséquences de la pandémie pour 2020, avec une contraction prévue du PIB réel de 5,5 % aux États-Unis, qui reflète le récent ralentissement économique, et une prévision du PIB réel du Canada qui reste constante depuis le dernier trimestre. Nous prévoyons toujours que l'économie se redressera pendant le reste de l'année 2020 dans les trois scénarios, et jusqu'en 2021, grâce à d'importantes mesures de relance. Les taux de chômage sont plus élevés dans les trois scénarios en raison de la récession initiale, par rapport à la fois au 31 octobre 2019 et au 30 avril 2020. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents lorsque cela est jugé approprié, et nous prenons en compte divers facteurs ayant une incidence sur certains secteurs.

Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes	Scénario favorable				Scénario de référence				Scénario défavorable 1)			
	2020		2021		2020		2021		2020		2021	
	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019
<b>Produit intérieur brut réel 2)</b>												
Canada	(4,6)%	2,9 %	8,9 %	2,5 %	(6,0)%	1,7 %	6,0 %	1,6 %	(7,6)%	(2,3)%	3,7 %	0,5 %
États-Unis	(4,1)%	2,4 %	7,8 %	2,4 %	(5,5)%	1,8 %	5,0 %	1,9 %	(7,1)%	(2,0)%	2,5 %	0,6 %
<b>Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB</b>												
Canada	2,1 %	2,0 %	1,9 %	2,1 %	2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,8 %	4,5 %	3,1 %	4,1 %
États-Unis	2,2 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	2,5 %	2,3 %	2,4 %	2,4 %	3,0 %	4,1 %	3,2 %	3,6 %
<b>Taux de chômage</b>												
Canada	8,5 %	5,1 %	6,5 %	5,0 %	9,5 %	5,7 %	8,0 %	5,9 %	10,9 %	8,5 %	10,0 %	9,0 %
États-Unis	7,5 %	3,3 %	5,4 %	3,2 %	8,9 %	3,7 %	7,0 %	3,8 %	10,3 %	6,1 %	8,9 %	6,8 %
<b>Prix des habitations (HPI) 2)</b>												
Canada 3)	5,3 %	3,7 %	5,4 %	3,7 %	3,5 %	2,0 %	0,0 %	2,5 %	0,8 %	(12,3)%	(7,5)%	(4,7)%
États-Unis 4)	2,4 %	4,4 %	4,6 %	4,2 %	1,0 %	3,0 %	1,6 %	2,7 %	(0,4)%	(5,7)%	(1,9)%	(2,2)%

1) Au quatrième trimestre de 2019, le scénario défavorable faisait état d'une récession typique qui s'étend sur quatre trimestres. Toutefois, à compter du deuxième trimestre de 2020, le scénario défavorable utilisé faisait état d'un résultat plus défavorable par rapport aux prévisions de notre scénario de référence.

2) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des logements sont des taux de croissance annuel.

3) Au Canada, nous utilisons l'indice composé des prix des habitations HPI.

4) Aux États-Unis, nous utilisons l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le PIB réel agit comme déterminant important de bon nombre des autres principales variables économiques et variables du marché dans nos modèles de pertes sur créances attendues, même si la provision n'est pas sensible qu'à cette variable. Le tableau suivant illustre l'évolution des prévisions du taux de croissance sur un an du PIB réel pour le scénario de base au Canada et aux États-Unis par trimestre civil, lequel fait état d'un ralentissement net immédiat et d'une reprise par la suite. En outre, le tableau montre le niveau du PIB réel exprimé en pourcentage par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019.

Trimestres civils clos les	30 juin 2020	30 septembre 2020	31 décembre 2020	31 mars 2021	30 juin 2021	30 septembre 2021	31 décembre 2021	31 mars 2022
<b>Taux de croissance annuel du produit intérieur brut réel</b>								
Canada	(13,5)%	(5,8)%	(3,7)%	0,1 %	14,9 %	5,9 %	4,1 %	2,8 %
États-Unis	(12,2)%	(5,7)%	(4,6)%	(1,9)%	12,8 %	5,5 %	4,6 %	3,8 %
<b>Évolution du PIB réel par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019</b>								
Canada	86,2 %	94,1 %	96,3 %	98,0 %	99,0 %	99,6 %	100,2 %	100,7 %
États-Unis	86,9 %	93,8 %	95,4 %	96,8 %	98,1 %	99,0 %	99,8 %	100,5 %

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs se situerait à environ 2 300 millions de dollars (1 050 millions au 31 octobre 2019), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 976 millions (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020 se trouvent à la page 15 du présent rapport de gestion.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

### Transferts d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers, dont le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) qu'a lancé le gouvernement du Canada au cours du deuxième trimestre en tant que mesure annoncée dans le contexte de la COVID-19. Nous évaluons si la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux prêts ont été transférés pour déterminer si les transferts remplissent les conditions de décomptabilisation. Puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de ces prêts hypothécaires titrisés, les transferts ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti à notre bilan consolidé.

### Instruments financiers évalués à la juste valeur

Nous comptabilisons les actifs et les passifs de négociation, les actifs et les passifs désignés à la juste valeur, les instruments dérivés, certains titres de participation et titres de créance et titres vendus à découvert à la juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif, dans le cadre d'une transaction normale entre parties consentantes à la date d'évaluation. Les montants de juste valeur indiqués représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans des périodes ultérieures en raison de l'évolution des conditions du marché ou d'autres facteurs. Certains instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Lorsqu'il n'y a pas de cours de marché, nous déterminons la juste valeur au moyen des meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de techniques d'évaluation et d'hypothèses. Cependant, comme elles comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des actifs ou des passifs. Dans le cas des instruments évalués au moyen de modèles, nous prenons en compte tous les renseignements raisonnables disponibles et nous optimisons l'utilisation des informations de marché observables. Lorsque nous déterminons que les estimations du modèle ne reflètent pas la juste valeur, nous effectuons certains ajustements pour établir les justes valeurs. Ces ajustements de la juste valeur tiennent compte de l'incidence estimative du risque de crédit, du risque de liquidité et d'autres éléments, y compris les frais de clôture, la volatilité du marché et les écarts cours acheteur-cours vendeur. Par exemple, l'ajustement d'évaluation lié au risque de crédit des instruments financiers dérivés englobe le risque de crédit dans notre évaluation des justes valeurs en prenant en compte des facteurs comme la cote de crédit de la contrepartie, la durée de l'instrument et les variations des écarts de taux. De plus, en ce qui a trait aux positions dérivées hors cote, nous tenons également compte d'une estimation des coûts de financement implicites assumés par BMO (ajustement d'évaluation lié au financement).

Nous avons pris en compte les conditions actuelles du marché attribuable à la COVID-19 et leur incidence sur la détermination de la juste valeur, en ayant recours à notre jugement dans le choix des données d'entrée, le cas échéant.

### Mise en garde

La section Méthodes comptables et principales estimations comptables renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Modifications de méthodes comptables

### IFRS 16, Contrats de location

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs sont tenus de comptabiliser un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location et enregistreront un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. L'incidence sur nos activités de Financement d'équipement et de Financement de matériel de transport est minime. L'incidence la plus importante pour la Banque est la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. Auparavant, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers étaient classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous avons comptabilisé les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'a été comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. À l'adoption de l'IFRS 16, nous avons choisi d'exclure les immobilisations incorporelles du champ d'application de la comptabilisation des contrats de location.

À la transition, nous avons choisi de comptabiliser l'effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 16 dans les résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des périodes antérieures.

### Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté de manière anticipée, le 1<sup>er</sup> novembre 2019, la phase 1 des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui prévoient une mesure d'allègement à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Ces modifications changent certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture, en supposant que le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'élément couvert et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne sont pas modifiés à la suite de la réforme des TIO, ce qui nous permet toujours d'appliquer la comptabilité de couverture. Les modifications prévoient également une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture si une relation de couverture ne satisfait pas aux exigences d'efficacité visées par la réforme des TIO.

L'application obligatoire des modifications prend fin au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture, selon la première occurrence.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons également adopté l'interprétation 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23), de l'IFRS Interpretations Committee, laquelle n'a eu aucune incidence sur nos états financiers au moment de l'adoption.

La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de l'adoption de l'IFRIC 23 et des autres nouvelles normes, y compris l'IFRS 16 et la réforme des TIO.

## Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la page 111 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant à la page 146 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 58.

### IFRS 17, Contrats d'assurance

En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (IFRS 17). Les modifications comprennent le report de la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17, la nouvelle date d'adoption pour la Banque étant le 1<sup>er</sup> novembre 2023 au lieu du 1<sup>er</sup> novembre 2022. Les modifications portent également sur des changements visant à simplifier et à réviser certaines exigences, ainsi que sur l'octroi d'un allègement transitoire supplémentaire. Nous continuons d'évaluer l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme sur nos résultats financiers futurs. D'autres renseignements sur ces modifications sont présentés à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, à la page 59.

## Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections *Gestion globale du capital*, *Risques pouvant influencer sur les résultats futurs*, *Risque de liquidité et de financement* et *Risque juridique et réglementaire* qui débutent respectivement aux pages 59, 68, 91 et 103 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.



## Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler les risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section *Gestion globale des risques* aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

### Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 68 à 71 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2019.

#### Risques liés à la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que la COVID-19 était une pandémie mondiale. La pandémie de COVID-19 a eu, et continuera, selon toutes probabilités, d'avoir une incidence négative sur l'économie et les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment dans les territoires où nous sommes présents, donnant lieu à une baisse de la performance économique, à une hausse des niveaux de chômage et à un repli des taux d'intérêt. Les mesures gouvernementales et réglementaires mises en œuvre, telles que la fermeture temporaire d'entreprises, l'instauration d'exigences en matière de distanciation sociale et d'autres mesures ont été allégées dans certains territoires où nous sommes présents. Toutefois, d'autres territoires ont rétabli des mesures en raison d'une recrudescence des cas d'infection à la COVID-19. Les mesures prises par les gouvernements, les autorités monétaires et les organismes de réglementation pour soutenir l'économie et le système financier, notamment des mesures budgétaires et monétaires visant à accroître la liquidité et soutenir les revenus ainsi que des mesures réglementaires visant les institutions financières, sont dans l'ensemble demeurées en place, bien qu'il existe une incertitude quant à la durée restante de ces actions et mesures.

La pandémie a eu des répercussions négatives sur le bénéfice de la Banque pour le trimestre considéré et le trimestre précédent, y compris une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et aux prêts productifs et une compression de la marge nette d'intérêts. BMO continue de surveiller les effets de la pandémie de COVID-19 sur son portefeuille de prêts. La pandémie de COVID-19 a entraîné une migration négative dans l'ensemble du portefeuille, en particulier dans certains secteurs considérés comme plus vulnérables à la pandémie. Afin d'aider nos clients, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les administrations publiques et les organismes gouvernementaux afin de mettre en œuvre des programmes visant à atténuer les difficultés financières causées par la COVID-19, notamment en offrant des reports de paiements et des facilités de prêt visant à aider les particuliers et les entreprises à traverser la crise et à se rétablir. Au cours du trimestre considéré, les soldes au titre des paiements reportés visant les entreprises ont reculé, les soldes en cours représentant environ la moitié de ceux comptabilisés au deuxième trimestre de 2020. Dans l'ensemble, la vaste majorité de ces clients ont recommencé à faire leurs paiements et seul un faible pourcentage a obtenu un prolongement de l'allègement relatif aux paiements. La quasi-totalité des ententes de report de paiement initiales restantes visant nos entreprises clientes devraient arriver à échéance au quatrième trimestre 2020. En ce qui concerne les particuliers bénéficiant d'une entente de report de paiement, un fort pourcentage d'entre eux ont recommencé à faire leurs paiements lorsque leur entente est arrivée à échéance au cours du trimestre. La majorité des ententes de report de paiement visant les particuliers viendront à échéance au quatrième trimestre 2020 et la situation au moment de l'échéance sera étroitement surveillée et activement gérée.

Si la pandémie de COVID-19 se prolonge, les répercussions négatives sur l'économie mondiale pourrait s'aggraver. Elle pourrait continuer à perturber les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, à faire baisser les évaluations boursières et les taux d'intérêt, à créer une volatilité importante et à perturber les marchés financiers, à aggraver davantage le chômage ainsi que le nombre de faillites d'entreprises. Les revenus nets d'intérêts de la Banque seraient susceptibles d'être touchés si les taux d'intérêt baissaient par rapport à leurs niveaux actuels déjà très faibles et la demande pour nos produits et services pourrait être fortement réduite. Si la pandémie de COVID-19 se prolonge, la Banque pourrait s'attendre à continuer de comptabiliser des pertes sur créances élevées dans ses portefeuilles de prêts, y compris dans les secteurs directement touchés par la pandémie et dans nos portefeuilles de prêts aux particuliers du fait des taux de chômage élevés. Nous pourrions également subir des pertes évaluées à la valeur du marché visant nos activités de négociation, et ce, pour plusieurs raisons, notamment une volatilité accrue du marché et une détérioration de la situation financière des contreparties et des autres parties visées par nos activités. En raison de l'évolution des conditions économiques et du marché, nous pourrions être amenés à constater des pertes de valeur dans les périodes à venir sur les valeurs mobilières ou les autres actifs que nous détenons, ainsi que des baisses des autres éléments du résultat global. Par ailleurs, pour certaines activités y compris notre activité faisant intervenir des billets liés à des titres de participation aux termes de laquelle nous vendons des produits de placement dont les rendements sont liés à des titres de participation, nous sommes exposés aux politiques en matière de dividendes des sociétés qui émettent ces titres de participation sous-jacents. Nos activités commerciales pourraient également être perturbées si nos principaux fournisseurs de biens et de services étaient touchés ou si une partie importante de notre effectif était incapable de travailler efficacement, notamment pour cause de maladie, de quarantaine, de mesures gouvernementales ou d'autres restrictions liées à la pandémie. La pandémie pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à accéder aux marchés financiers, sur notre situation en matière de liquidité et de capital, ou pourrait entraîner un abaissement de nos cotes de crédit. La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation, et pourrait entraîner d'autres augmentations, de certains des risques décrits dans la section *Gestion globale des risques* aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de BMO pour 2019, y compris les principaux risques et les risques émergents, les risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié à la technologie et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de BMO. Nous pourrions également être confrontés à un risque accru de litiges et de contrôles gouvernementaux et



réglementaires en raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur la conjoncture du marché et la situation économique, et des mesures prises par les instances gouvernementales en réponse à ces conditions.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 continuera d'avoir une incidence sur nos activités ainsi que sur nos résultats financiers et notre situation financière dépendra de l'évolution de la situation, qui est très incertaine et ne peut être prévue, notamment de l'ampleur, de la sévérité et de la durée de la pandémie et des mesures prises par les instances gouvernementales et réglementaires, lesquelles pourraient varier selon les pays, et par d'autres tierces parties pour faire face à la pandémie.

Il y a lieu de se reporter à la section *Incidence de la COVID-19*, à la page 9, pour une analyse plus détaillée sur la pandémie.

### Perspectives du secteur pétrolier et gazier

Bien que les prix du pétrole se soient améliorés par rapport à leurs faibles niveaux du trimestre précédent, ils demeurent inférieurs aux prix pratiqués avant la pandémie. Notre exposition à ce secteur est relativement modérée en regard du total de notre portefeuille de prêts, le solde brut des prêts et acceptations du secteur pétrolier et gazier, soit 14 milliards de dollars, représentant 3 % du total des prêts. Nous continuons à suivre de près toutes les composantes de ce secteur.

### Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 86 à 90 de son Rapport annuel pour 2019.

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2020				Au 31 octobre 2019				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76 590	-	76 590	-	48 803	-	48 803	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 364	99	8 265	-	7 987	242	7 745	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	227 905	89 089	138 816	-	189 438	85 739	103 699	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	118 713	-	118 713	-	104 004	-	104 004	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	445 328	-	445 328	-	426 094	-	426 094	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	38 796	33 379	5 417	-	22 144	19 508	2 636	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	18 032	-	18 032	-	23 593	-	23 593	-	Taux d'intérêt
Actifs divers 3)	39 780	4 716	17 697	17 367	30 132	1 719	13 698	14 715	Taux d'intérêt
Total des actifs	973 508	127 283	828 858	17 367	852 195	107 208	730 272	14 715	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>									
Dépôts	660 600	17 467	643 133	-	568 143	15 829	552 314	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	39 859	35 297	4 562	-	23 598	20 094	3 504	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	18 032	-	18 032	-	23 593	-	23 593	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	30 579	30 579	-	-	26 253	26 253	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	99 854	-	99 854	-	86 656	-	86 656	-	Taux d'intérêt
Passifs divers 3)	61 484	-	61 345	139	65 881	-	65 766	115	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	8 513	-	8 513	-	6 995	-	6 995	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	918 921	83 343	835 439	139	801 119	62 176	738 828	115	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16). Au 31 juillet 2020, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation totalisant 1 931 millions de dollars dans les autres actifs et une obligation locative correspondante de 2 112 millions dans les autres passifs. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 41, pour obtenir de plus amples détails.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours

## Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté d'un trimestre à l'autre, étant donné que le trimestre à l'étude a constitué le premier trimestre complet à tenir compte de la volatilité de marché historique attribuable à la crise de la COVID-19, laquelle a commencé à être observée au milieu du trimestre précédent. L'incidence de ce phénomène a contrebalancé une réduction de notre position en actions et en titres de capitaux propres au cours du trimestre. La diminution d'un trimestre à l'autre de la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension reflète la diminution des positions en actions et en titres à revenu fixe exposées au risque, étant donné qu'elle reflète un niveau de volatilité de marché plus constant. Durant le trimestre à l'étude, la période utilisée pour calculer la VaR en période de tension est passée de la période de crise financière de 2008 à la période de crise de la COVID-19 de 2020.

## Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension <sup>1) 2) 3)</sup>

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020				30 avril 2020	31 juillet 2019
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	4,2	2,8	4,2	1,9	1,7	1,3
VaR liée aux actions	23,1	20,6	34,5	14,6	17,5	3,9
VaR liée au change	3,6	4,2	6,4	2,9	3,2	0,4
VaR liée aux taux d'intérêt 4)	39,1	28,3	39,6	22,6	16,4	7,8
Risque propre à la dette	4,5	5,7	7,6	4,0	2,5	1,5
Diversification	(29,5)	(23,8)	n. s.	n. s.	(12,1)	(7,2)
Total de la VaR – Négociation	45,0	37,8	53,3	25,8	29,2	7,7
Total de la VaR en période de tension – Négociation	45,0	53,4	67,8	29,2	62,7	24,2

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) Au premier trimestre de 2020, une nouvelle méthode de calcul a été utilisée à l'égard de la VaR et de la VaR en période de tension, laquelle a pour effet de scinder la VaR liée au crédit présentée antérieurement en deux, soit la VaR liée aux taux d'intérêt, pour ce qui est du risque d'écart de crédit général, d'une part, et le risque propre à la dette, d'autre part. Les résultats des trimestres précédents ont été fournis à des fins de comparaison. Par ailleurs, le total de VaR liée aux activités de négociation et de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ne tient plus compte des avantages en matière de diversification découlant du risque propre à la dette.

4) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

## Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt est demeurée relativement inchangée en regard du 30 avril 2020. L'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt a diminué par rapport au 30 avril 2020, puisque les taux d'intérêt peuvent maintenant chuter de manière moins importante. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt a diminué par rapport au 30 avril 2020, étant donné qu'il est prévu qu'un plus petit nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des douze prochains mois. La sensibilité du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt a diminué par rapport au 30 avril 2020, étant donné qu'il est prévu qu'un plus petit nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des douze prochains mois et que les taux d'intérêt peuvent maintenant chuter de manière moins importante.

## Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt <sup>1) 2) 3)</sup>

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois		
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019
Hausse de 100 points de base	(984,4)	(908,7)	(886,5)	131,9	180,6	42,1
Baisse de 25/100 points de base	45,9	114,9	(39,9)	(51,1)	(72,1)	(126,3)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Du fait du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, à partir du 30 avril 2020, la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité du résultat aux baisses de taux d'intérêt sont évaluées en fonction d'une baisse de 25 points de base, comparativement à une baisse de 100 points de base pour les périodes précédentes.

3) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2020 donnerait lieu à une augmentation de 49 millions de dollars du résultat avant impôts (42 millions au 30 avril 2020 et 27 millions au 31 octobre 2019). Une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2020 donnerait lieu à une diminution de 12 millions du résultat avant impôts (11 millions au 30 avril 2020 compte tenu d'une baisse de 25 points de base, et 25 millions au 31 octobre 2019 compte tenu d'une baisse de 100 points de base). Sans couverture, une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2020 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 65 millions (56 millions au 30 avril 2020 et 57 millions au 31 octobre 2019). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2020 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 66 millions (57 millions au 30 avril 2020 et 54 millions au 31 octobre 2019). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours de l'exercice 2020. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur de nos passifs au titre des indemnités étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau ci-dessus.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Ce cadre permet à BMO de gérer efficacement l'incidence sur la liquidité et le financement de la pandémie de COVID-19 qui a débuté au deuxième trimestre de 2020.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au troisième trimestre. La Banque a enregistré un fort afflux de dépôts de clients au troisième trimestre, dans le prolongement de la dynamique observée au deuxième trimestre, tandis que les prêts aux clients ont reculé. Le financement de gros a diminué, la Banque ayant remboursé le financement de gros à terme qui est venu à échéance au cours du trimestre considéré. Les banques centrales du monde entier ont continué d'offrir bon nombre de programmes qui ont été mis en place au deuxième trimestre de 2020 et qui visaient à soutenir les marchés financiers et le financement et à fournir des fonds aux clients touchés par la pandémie. BMO a alors eu recours à ces programmes à l'instar d'autres banques compte tenu des perturbations. BMO n'a pas eu recours à ces programmes au troisième trimestre et elle a remboursé les fonds prévus par ces programmes lorsque les emprunts sont venus à échéance. Ces programmes devraient continuer d'être disponibles au besoin et, dans certains cas, pendant une période prolongée. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 314,2 milliards de dollars au 31 juillet 2020, comparativement à 289,2 milliards au 30 avril 2020. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes de trésorerie et des valeurs mobilières, laquelle découle de la croissance nette des dépôts de clients et des activités des clients du secteur Marchés mondiaux. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés, à la page 46.

## Actifs liquides

	Au 31 juillet 2020					Au 30 avril 2020
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76 590	-	76 590	95	76 495	71 524
Dépôts à d'autres banques	8 364	-	8 364	-	8 364	7 687
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	118 642	102 630	221 272	115 454	105 818	107 173
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	42 412	9 547	51 959	20 793	31 166	30 587
Titres de créance d'entreprises et autres	23 546	18 097	41 643	7 315	34 328	29 840
Titres de participation d'entreprises	43 305	45 866	89 171	52 291	36 880	21 244
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	227 905	176 140	404 045	195 853	208 192	188 844
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3)	24 672	-	24 672	3 534	21 138	21 131
Total des actifs liquides	337 531	176 140	513 671	199 482	314 189	289 186
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 4)	102 783	-	102 783	5 152	97 631	104 140
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	440 314	176 140	616 454	204 634	411 820	393 326

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

4) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts de la Banque qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

## Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens) Au 31 juillet 2020	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	84 954	-	95	-	84 859
Valeurs mobilières 5)	428 717	164 691	34 696	13 186	216 144
Prêts et acceptations	420 656	65 613	5 152	252 260	97 631
Autres actifs					
Instruments dérivés	38 796	-	-	38 796	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	18 032	-	-	18 032	-
Bureaux et matériel	3 881	-	-	3 881	-
Écart d'acquisition	6 566	-	-	6 566	-
Immobilisations incorporelles	2 470	-	-	2 470	-
Actifs d'impôt exigible	1 717	-	-	1 717	-
Actifs d'impôt différé	1 456	-	-	1 456	-
Actifs divers	23 690	7 619	-	16 071	-
Total des autres actifs	96 608	7 619	-	88 989	-
Total des actifs	1 030 935	237 923	39 943	354 435	398 634

(en millions de dollars canadiens) Au 30 avril 2020	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	79 280	-	69	-	79 211
Valeurs mobilières 5)	425 348	181 637	33 736	12 363	197 612
Prêts et acceptations	443 757	75 053	5 319	259 245	104 140
Autres actifs					
Instruments dérivés	41 150	-	-	41 150	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	22 473	-	-	22 473	-
Bureaux et matériel	3 973	-	-	3 973	-
Écart d'acquisition	6 785	-	-	6 785	-
Immobilisations incorporelles	2 526	-	-	2 526	-
Actifs d'impôt exigible	1 898	-	-	1 898	-
Actifs d'impôt différé	1 391	-	-	1 391	-
Actifs divers	25 682	10 943	-	14 739	-
Total des autres actifs	105 878	10 943	-	94 935	-
Total des actifs	1 054 263	267 633	39 124	366 543	380 963

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 13,2 milliards de dollars au 31 juillet 2020, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

## Ratio de liquidité à court terme

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, le ratio de liquidité à court terme (RLCT) moyen quotidien a été de 147 %, demeurant inchangé par rapport à celui du trimestre précédent. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. L'incidence de la hausse des actifs liquides de haute qualité a été neutralisée par une augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 45.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 91 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Il y a également lieu de se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Le tableau ci-après présente les composantes du RLCT de BMO.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	206,5
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	220,0	15,5
Dépôts stables	106,1	3,2
Dépôts moins stables	113,9	12,3
Financement de gros non garanti, dont :	216,8	106,7
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	102,4	25,6
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	88,4	55,1
Dettes non garanties	26,0	26,0
Financement de gros garanti	*	24,2
Exigences supplémentaires, dont :	169,2	34,1
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	18,6	4,5
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3,1	3,1
Facilités de crédit et de liquidité	147,5	26,5
Autres obligations de financement contractuelles	0,8	-
Autres obligations de financement conditionnelles	430,6	8,2
Total des sorties de trésorerie	*	188,7
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	154,5	34,7
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	9,9	5,4
Autres entrées de trésorerie	6,9	6,9
Total des entrées de trésorerie	171,3	47,0
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		206,5
Total des sorties nettes de trésorerie		141,7
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		147
Trimestre clos le 30 avril 2020		
Total des actifs liquides de haute qualité		187,5
Total des sorties nettes de trésorerie		127,9
Ratio de liquidité à court terme (%)		147

\* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 64 jours ouvrables au troisième trimestre de 2020.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

## Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à court terme réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 461,5 milliards de dollars au 31 juillet 2020, en hausse par rapport à 449,1 milliards au 30 avril 2020. Tant les dépôts des entreprises que les dépôts des particuliers ont augmenté de façon importante, étant donné que les clients ont conservé leurs liquidités afin de répondre à d'éventuels besoins de financement dans le contexte actuel. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 juillet 2020, ces dépôts se chiffraient à 31,9 milliards, en hausse par rapport à 24,0 milliards au 30 avril 2020.

Au 31 juillet 2020, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 189,8 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 58,2 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 131,6 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a diminué en regard de celui de 206,1 milliards au 30 avril 2020 en raison principalement des échéances nettes du financement de gros. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 50. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 314,2 milliards au 31 juillet 2020 et qui, tel qu'il est décrit à la page 45, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne), qui est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2021. La Banque continue d'être en bonne position pour respecter les exigences relatives à la TLAC lorsqu'elles entreront en vigueur. Pour de plus amples renseignements sur le régime de capitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la TLAC, il y a lieu de se reporter à la section *Évolution de la réglementation* sous *Gestion du capital*, à la page 19.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

## Échéances du financement de gros <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2020								Au 30 avril 2020	
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total	Total
Dépôts d'autres banques	5 742	402	5	295	6 444	–	9	6 453	3 381	3 381
Certificats de dépôt et papier commercial	13 387	21 034	10 111	7 378	51 910	–	–	51 910	56 262	56 262
Billets de dépôt au porteur	765	288	22	–	1 075	–	–	1 075	666	666
Papier commercial adossé à des actifs	796	1 133	1 604	–	3 533	–	–	3 533	3 750	3 750
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	2 091	695	6 438	9 224	19 109	31 337	59 670	69 038	69 038
Billets structurés non garantis de premier rang <sup>2)</sup>	11	5	–	–	16	22	3 699	3 737	3 938	3 938
Obligations couvertes et titrisations										
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	863	717	2 297	3 877	2 554	14 318	20 749	19 906	19 906
Obligations couvertes	2 367	–	–	4 375	6 742	4 685	15 887	27 314	28 363	28 363
Autres titrisations adossées à des actifs <sup>3)</sup>	–	–	96	15	111	2 712	3 818	6 641	7 867	7 867
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	8 709	8 709	7 526	7 526
Autres <sup>4)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	5 423	5 423
<b>Total</b>	<b>23 068</b>	<b>25 816</b>	<b>13 250</b>	<b>20 798</b>	<b>82 932</b>	<b>29 082</b>	<b>77 777</b>	<b>189 791</b>	<b>206 120</b>	<b>206 120</b>
Composé de ce qui suit :										
Financement garanti	3 163	1 996	2 417	6 687	14 263	9 951	34 023	58 237	65 309	65 309
Financement non garanti	19 905	23 820	10 833	14 111	68 669	19 131	43 754	131 554	140 811	140 811
<b>Total <sup>5)</sup></b>	<b>23 068</b>	<b>25 816</b>	<b>13 250</b>	<b>20 798</b>	<b>82 932</b>	<b>29 082</b>	<b>77 777</b>	<b>189 791</b>	<b>206 120</b>	<b>206 120</b>

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des dépôts et des obligations couvertes émises pour accéder aux programmes de la banque centrale, des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 50, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Avances des FHLB.

5) Le total du financement de gros était constitué de 54,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 135,0 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 juillet 2020.

## Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le BSIF a procédé à la mise en œuvre définitive à l'échelle nationale du RSLLT au deuxième trimestre de 2019. En vertu de ces directives, les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de rendre public leur RSLLT avec prise d'effet pour le trimestre prenant fin le 31 janvier 2021. Le RSLLT de BMO excédait le seuil réglementaire minimal au 31 juillet 2020.

## Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 162 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P) et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 31 juillet 2020

Agence de notation	Dettes à court terme	Dettes de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dettes subordonnées - (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2020, si les cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 216 millions de dollars, 532 millions et 877 millions, respectivement.



## Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2020									Total
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75 560	-	-	-	-	-	-	-	1 030	76 590
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 594	1 637	1 388	602	1 143	-	-	-	-	8 364
Valeurs mobilières	4 582	5 668	7 569	8 692	6 355	19 973	50 266	81 496	43 304	227 905
Titres pris en pension ou empruntés	85 294	24 189	5 059	3 091	772	308	-	-	-	118 713
<b>Prêts</b>										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 609	3 624	4 660	4 654	6 152	19 583	76 410	7 789	-	125 481
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	751	983	1 197	1 279	1 361	5 020	23 977	12 100	22 500	69 168
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 947	7 947
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	19 252	5 501	5 888	6 718	7 372	23 938	82 288	45 155	49 871	245 983
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 251)	(3 251)
Total des prêts, déduction faite de la provision	22 612	10 108	11 745	12 651	14 885	48 541	182 675	65 044	77 067	445 328
<b>Autres actifs</b>										
Instruments dérivés	2 498	2 602	3 306	1 913	1 085	4 198	10 748	12 446	-	38 796
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 533	4 343	141	15	-	-	-	-	-	18 032
Divers	1 668	371	334	26	21	18	4	4 566	32 772	39 780
Total des autres actifs	17 699	7 316	3 781	1 954	1 106	4 216	10 752	17 012	32 772	96 608
Total des actifs	209 341	48 918	29 542	26 990	24 261	73 038	243 693	163 552	154 173	973 508

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2020									Total
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
<b>Dépôts 1)</b>										
Banques	14 863	6 628	1 804	11 910	326	7	27	76	6 258	41 899
Entreprises et administrations publiques	32 377	32 224	16 814	19 865	8 528	25 846	48 273	11 509	202 269	397 705
Particuliers	5 039	13 756	15 278	13 152	10 183	7 747	13 319	2 059	140 463	220 996
Total des dépôts	52 279	52 608	33 896	44 927	19 037	33 600	61 619	13 644	348 990	660 600
<b>Autres passifs</b>										
Instruments dérivés	3 391	3 124	4 217	1 845	1 438	4 796	10 504	10 544	-	39 859
Acceptations	13 533	4 343	141	15	-	-	-	-	-	18 032
Titres vendus à découvert	30 579	-	-	-	-	-	-	-	-	30 579
Titres mis en pension ou prêtés	82 704	8 345	1 193	6 764	391	457	-	-	-	99 854
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	18	1 005	1 526	312	2 980	5 418	13 309	2 893	-	27 461
Divers	9 021	308	513	109	150	722	1 301	3 502	18 397	34 023
Total des autres passifs	139 246	17 125	7 590	9 045	4 959	11 393	25 114	16 939	18 397	249 808
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	8 513	-	8 513
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	54 587	54 587
Total des passifs et des capitaux propres	191 525	69 733	41 486	53 972	23 996	44 993	86 733	39 096	421 974	973 508

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2020									Total
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	
<b>Engagements hors bilan</b>										
<b>Crédits fermes 1)</b>										
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 277	-	-	-	5 277
Contrats de location	-	5	8	11	12	50	192	916	-	1 194
Prêt de titres	4 552	-	-	-	-	-	-	-	-	4 552
Obligations d'achat	46	92	34	29	28	131	186	84	-	630

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2019	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 844	–	–	–	–	–	–	–	959	48 803
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 088	1 893	1 081	714	211	–	–	–	–	7 987
Valeurs mobilières	2 680	3 420	2 797	3 508	4 670	15 001	46 687	66 005	44 670	189 438
Titres pris en pension ou empruntés	74 972	22 091	5 254	859	518	–	310	–	–	104 004
<b>Prêts</b>										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 691	2 059	5 285	6 818	7 138	22 309	68 143	10 297	–	123 740
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	645	519	991	1 272	1 502	4 823	22 391	11 947	23 646	67 736
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	8 859	8 859
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 490	7 072	6 168	7 760	6 547	24 687	87 486	20 331	55 068	227 609
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 850)	(1 850)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 826	9 650	12 444	15 850	15 187	51 819	178 020	42 575	85 723	426 094
<b>Autres actifs</b>										
Instruments dérivés	1 209	1 867	877	830	911	2 375	5 095	8 980	–	22 144
Engagements de clients aux termes d'acceptations	20 694	2 562	173	159	5	–	–	–	–	23 593
Divers	1 951	593	245	12	5	7	5	4 475	22 839	30 132
Total des autres actifs	23 854	5 022	1 295	1 001	921	2 382	5 100	13 455	22 839	75 869
Total des actifs	168 264	42 076	22 871	21 932	21 507	69 202	230 117	122 035	154 191	852 195

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2019	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
<b>Dépôts 1)</b>										
Banques	12 177	4 187	1 215	319	1 174	–	–	201	4 543	23 816
Entreprises et administrations publiques	21 088	28 511	21 209	22 334	18 023	22 983	49 292	11 759	147 958	343 157
Particuliers	3 607	8 932	12 080	13 390	15 706	11 418	13 257	2 031	120 749	201 170
Total des dépôts	36 872	41 630	34 504	36 043	34 903	34 401	62 549	13 991	273 250	568 143
<b>Autres passifs</b>										
Instruments dérivés	1 329	2 574	1 240	970	1 032	2 985	6 798	6 670	–	23 598
Acceptations	20 694	2 562	173	159	5	–	–	–	–	23 593
Titres vendus à découvert	26 253	–	–	–	–	–	–	–	–	26 253
Titres mis en pension ou prêtés	74 501	7 697	760	1 107	–	2 285	306	–	–	86 656
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1	1 655	1 340	1 033	1 038	5 350	13 779	2 963	–	27 159
Divers	12 325	3 188	33	29	74	537	3 596	2 406	16 534	38 722
Total des autres passifs	135 103	17 676	3 546	3 298	2 149	11 157	24 479	12 039	16 534	225 981
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	–	6 995	–	6 995
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	51 076	51 076
Total des passifs et des capitaux propres	171 975	59 306	38 050	39 341	37 052	45 558	87 028	33 025	340 860	852 195

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2019	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)	1 868	3 777	5 698	8 832	12 511	21 574	102 113	5 643	–	162 016
Concours de trésorerie	–	–	–	–	–	–	5 550	–	–	5 550
Contrats de location	32	66	98	97	96	361	931	2 119	–	3 800
Prêt de titres	4 102	–	–	–	–	–	–	–	–	4 102
Obligations d'achat	53	98	138	133	137	111	187	69	–	926

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

## Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 83 et 84 de son Rapport annuel pour 2019. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2020 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

### Expositions en Europe par pays et par contrepartie <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens) Au 31 juillet 2020		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	466	-	-	-	-	-	2	597	-	599
Italie	14	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	170	53	2	-	-	55	1	-	2	3
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>650</b>	<b>53</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>55</b>	<b>4</b>	<b>597</b>	<b>2</b>	<b>603</b>	<b>1 308</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
France	246	41	-	77	118	24	30	8	62	426
Allemagne	389	596	54	366	1 016	111	5	4	120	1 525
Luxembourg	333	-	-	-	-	8	79	-	87	420
Pays-Bas	338	494	-	-	494	23	225	-	248	1 080
Autres 8)	12	-	2	227	229	2	-	1	3	244
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>1 318</b>	<b>1 131</b>	<b>56</b>	<b>670</b>	<b>1 857</b>	<b>168</b>	<b>339</b>	<b>13</b>	<b>520</b>	<b>3 695</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	14	172	-	138	310	3	-	-	3	327
Norvège	703	60	1	-	61	-	10	4	14	778
Suède	16	328	-	297	625	5	-	-	5	646
Suisse	174	-	-	-	-	36	147	-	183	357
Royaume-Uni	1 871	1	674	8 690	9 365	489	352	117	958	12 194
Autres 8)	54	-	-	-	-	-	1	-	1	55
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>2 832</b>	<b>561</b>	<b>675</b>	<b>9 125</b>	<b>10 361</b>	<b>533</b>	<b>510</b>	<b>121</b>	<b>1 164</b>	<b>14 357</b>
<b>Total – Europe 9)</b>	<b>4 800</b>	<b>1 745</b>	<b>733</b>	<b>9 795</b>	<b>12 273</b>	<b>705</b>	<b>1 446</b>	<b>136</b>	<b>2 287</b>	<b>19 360</b>

Au 30 avril 2020		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>560</b>	<b>61</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>61</b>	<b>4</b>	<b>195</b>	<b>11</b>	<b>210</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
	<b>1 493</b>	<b>1 096</b>	<b>50</b>	<b>825</b>	<b>1 971</b>	<b>378</b>	<b>198</b>	<b>38</b>	<b>614</b>	<b>4 078</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>3 267</b>	<b>705</b>	<b>646</b>	<b>9 014</b>	<b>10 365</b>	<b>470</b>	<b>275</b>	<b>807</b>	<b>1 552</b>	<b>15 184</b>
<b>Total – Europe 9)</b>	<b>5 320</b>	<b>1 862</b>	<b>696</b>	<b>9 839</b>	<b>12 397</b>	<b>852</b>	<b>668</b>	<b>856</b>	<b>2 376</b>	<b>20 093</b>

Se reporter aux notes du tableau ci-après.

## Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens) Pays	Tranche financée au 31 juillet 2020			Prêts 2)		Au 30 avril 2020	
	Banques	Sociétés	États souverains	Au 31 juillet 2020		Engagements	Tranche financée
				Engagements	Tranche financée		
<b>Pays GIPE</b>							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	2	464	-	599	466	364	351
Italie	14	-	-	14	14	15	15
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	151	19	-	244	170	249	194
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>167</b>	<b>483</b>	<b>-</b>	<b>857</b>	<b>650</b>	<b>628</b>	<b>560</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>							
France	187	59	-	393	246	376	235
Allemagne	235	154	-	608	389	634	428
Luxembourg	94	127	112	572	333	610	416
Pays-Bas	55	283	-	395	338	447	402
Autres 8)	12	-	-	12	12	12	12
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>583</b>	<b>623</b>	<b>112</b>	<b>1 980</b>	<b>1 318</b>	<b>2 079</b>	<b>1 493</b>
<b>Reste de l'Europe</b>							
Danemark	-	14	-	14	14	14	14
Norvège	30	673	-	1 161	703	1 218	656
Suède	8	8	-	112	16	90	42
Suisse	12	163	-	250	175	242	167
Royaume-Uni	8	1 862	-	3 531	1 870	3 525	2 332
Autres 8)	-	54	-	87	54	91	56
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>58</b>	<b>2 774</b>	<b>-</b>	<b>5 155</b>	<b>2 832</b>	<b>5 180</b>	<b>3 267</b>
<b>Total – Europe 9)</b>	<b>808</b>	<b>3 880</b>	<b>112</b>	<b>7 992</b>	<b>4 800</b>	<b>7 887</b>	<b>5 320</b>

- 1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2020 : Une sûreté de 1,0 milliard d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (144 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie payée de 21 millions d'euros; des garanties de 13,9 milliards de dollars (228 millions de dollars dans les pays GIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts.
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 178 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique\* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2020 (\*inclut une position nette de 139 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 13 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (37 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2020).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 83 millions de dollars au 31 juillet 2020 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 4 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 2 pays.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 93 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

## Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

# État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>					
Prêts	4 204 \$	4 689 \$	5 120 \$	13 856 \$	14 752 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 249	1 363	1 407	3 971	4 126
Dépôts à d'autres banques	49	101	187	343	592
	<b>5 502</b>	<b>6 153</b>	<b>6 714</b>	<b>18 170</b>	<b>19 470</b>
<b>Charges d'intérêts</b>					
Dépôts	1 292	1 738	2 224	5 157	6 413
Dette subordonnée	65	66	69	201	208
Autres passifs (note 1)	610	831	1 204	2 371	3 325
	<b>1 967</b>	<b>2 635</b>	<b>3 497</b>	<b>7 729</b>	<b>9 946</b>
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	<b>3 535</b>	<b>3 518</b>	<b>3 217</b>	<b>10 441</b>	<b>9 524</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>					
Commissions et droits sur titres	260	277	259	789	761
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	299	313	309	916	890
Revenus (pertes) de négociation	68	(217)	115	(8)	319
Commissions sur prêts	309	322	314	956	879
Frais de services de cartes	85	80	109	264	330
Frais de gestion de placements et de garde de titres	455	430	444	1 341	1 298
Revenus tirés de fonds d'investissement	348	348	357	1 062	1 060
Commissions de prise ferme et de consultation	287	239	260	811	754
Profits (pertes) sur titres, autres que de négociation	31	(11)	90	84	181
Profits de change, autres que de négociation	21	21	48	89	137
Revenus (pertes) d'assurance	1 321	(166)	989	2 035	2 748
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	52	34	31	112	112
Autres	118	76	124	308	403
	<b>3 654</b>	<b>1 746</b>	<b>3 449</b>	<b>8 759</b>	<b>9 872</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>7 189</b>	<b>5 264</b>	<b>6 666</b>	<b>19 200</b>	<b>19 396</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)</b>	<b>1 054</b>	<b>1 118</b>	<b>306</b>	<b>2 521</b>	<b>619</b>
<b>Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités</b>	<b>1 189</b>	<b>(197)</b>	<b>887</b>	<b>1 708</b>	<b>2 374</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>					
Rémunération du personnel	1 964	1 902	1 960	5 994	6 042
Bureaux et matériel (note 1)	785	806	734	2 348	2 229
Amortissement des immobilisations incorporelles	154	156	135	461	406
Déplacements et expansion des affaires	57	118	142	296	411
Communications	71	83	72	233	224
Honoraires	135	128	141	396	403
Autres	278	323	307	901	928
	<b>3 444</b>	<b>3 516</b>	<b>3 491</b>	<b>10 629</b>	<b>10 643</b>
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>1 502</b>	<b>827</b>	<b>1 982</b>	<b>4 342</b>	<b>5 760</b>
Charge d'impôts sur le résultat (note 11)	270	138	425	829	1 196
<b>Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque</b>	<b>1 232 \$</b>	<b>689 \$</b>	<b>1 557 \$</b>	<b>3 513 \$</b>	<b>4 564 \$</b>
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 10)</b>					
De base	1,81 \$	1,00 \$	2,34 \$	5,18 \$	6,90 \$
Dilué	1,81	1,00	2,34	5,18	6,88
Dividendes par action ordinaire	1,06	1,06	1,03	3,18	3,03

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 232 \$</b>	689 \$	1 557 \$	<b>3 513 \$</b>	4 564 \$
<b>Autres éléments du résultat global, après impôts</b>					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	141	170	112	421	345
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(18)	(36)	(14)	(74)	(43)
	123	134	98	347	302
Variation nette des profits latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	83	1 380	290	1 673	1 480
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	(37)	21	36	8	122
	46	1 401	326	1 681	1 602
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 180)	1 487	(577)	516	(46)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	206	(304)	94	(145)	4
	(974)	1 183	(483)	371	(42)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(189)	73	(233)	(244)	(383)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(330)	351	31	(49)	12
	(519)	424	(202)	(293)	(371)
<b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts</b>	<b>(1 324)</b>	3 142	(261)	<b>2 106</b>	1 491
<b>Total du résultat global (de la perte globale) attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque</b>	<b>(92)\$</b>	3 831 \$	1 296 \$	<b>5 619 \$</b>	6 055 \$

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (47) millions de dollars, de (62) millions et de (39) millions pour le trimestre et de (147) millions et de (117) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 millions de dollars, de 10 millions et de 5 millions pour le trimestre et de 23 millions et de 15 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (27) millions de dollars, de (497) millions et de (106) millions pour le trimestre et de (600) millions et de (536) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 13 millions de dollars, de (7) millions et de (13) millions pour le trimestre et de (3) millions et de (44) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (74) millions de dollars, de 110 millions et de (35) millions pour le trimestre et de 53 millions et de (2) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 65 millions de dollars, de (26) millions et de 83 millions pour le trimestre et de 85 millions et de 138 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 120 millions de dollars, de (127) millions et de (11) millions pour le trimestre et de 18 millions et de (4) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 octobre 2019
<b>Actifs</b>			
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>76 590 \$</b>	<b>71 593 \$</b>	<b>48 803 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>8 364</b>	<b>7 687</b>	<b>7 987</b>
<b>Valeurs mobilières (note 2)</b>			
Titres de négociation	89 207	83 362	85 903
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	14 053	13 572	13 704
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	78 493	74 476	64 515
Titres de créance au coût amorti	45 229	41 592	24 472
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	923	906	844
	<b>227 905</b>	<b>213 908</b>	<b>189 438</b>
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>118 713</b>	<b>119 058</b>	<b>104 004</b>
<b>Prêts</b>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	125 481	125 534	123 740
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	69 168	69 818	67 736
Prêts sur cartes de crédit	7 947	7 672	8 859
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	245 983	268 695	227 609
	<b>448 579</b>	<b>471 719</b>	<b>427 944</b>
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(3 251)	(2 776)	(1 850)
	<b>445 328</b>	<b>468 943</b>	<b>426 094</b>
<b>Autres actifs</b>			
Instruments dérivés	38 796	41 150	22 144
Engagements de clients aux termes d'acceptations	18 032	22 473	23 593
Bureaux et matériel (note 1)	3 881	3 973	2 055
Écart d'acquisition	6 566	6 785	6 340
Immobilisations incorporelles	2 470	2 526	2 424
Actifs d'impôt exigible	1 717	1 898	1 165
Actifs d'impôt différé	1 456	1 391	1 568
Actifs divers	23 690	25 682	16 580
	<b>96 608</b>	<b>105 878</b>	<b>75 869</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>973 508 \$</b>	<b>987 067 \$</b>	<b>852 195 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>			
<b>Dépôts (note 5)</b>	<b>660 600 \$</b>	<b>653 710 \$</b>	<b>568 143 \$</b>
<b>Autres passifs</b>			
Instruments dérivés	39 859	45 909	23 598
Acceptations	18 032	22 473	23 593
Titres vendus à découvert	30 579	30 212	26 253
Titres mis en pension ou prêtés	99 854	105 943	86 656
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	27 461	27 888	27 159
Passifs d'impôt exigible	56	88	55
Passifs d'impôt différé	82	65	60
Passifs divers (note 1)	33 885	38 201	38 607
	<b>249 808</b>	<b>270 779</b>	<b>225 981</b>
<b>Dettes subordonnées (note 5)</b>	<b>8 513</b>	<b>7 344</b>	<b>6 995</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 6)	5 348	5 348	5 348
Actions ordinaires (note 6)	13 200	13 000	12 971
Surplus d'apport	302	301	303
Résultats non distribués (note 1)	29 902	29 426	28 725
Cumul des autres éléments du résultat global	5 835	7 159	3 729
	<b>54 587</b>	<b>55 234</b>	<b>51 076</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>54 587</b>	<b>55 234</b>	<b>51 076</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>973 508 \$</b>	<b>987 067 \$</b>	<b>852 195 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.



# État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
<b>Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 6)</b>				
Solde à l'ouverture de la période	5 348 \$	4 690 \$	5 348 \$	4 340 \$
Émises au cours de la période	-	658	-	1 008
Solde à la clôture de la période	5 348	5 348	5 348	5 348
<b>Actions ordinaires (note 6)</b>				
Solde à l'ouverture de la période	13 000	12 939	12 971	12 929
Émises en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	214	-	214	-
Émises en vertu du régime d'options sur actions	1	19	30	49
Rachetées aux fins d'annulation ou d'actions propres	(15)	-	(15)	(20)
Solde à la clôture de la période	13 200	12 958	13 200	12 958
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde à l'ouverture de la période	301	307	303	300
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	1	(3)	(1)	1
Autres	-	(1)	-	2
Solde à la clôture de la période	302	303	302	303
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde à l'ouverture de la période	29 426	27 405	28 725	25 850
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 (note 1)	-	s. o.	(59)	s. o.
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 232	1 557	3 513	4 564
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(73)	(59)	(195)	(159)
Dividendes sur les actions ordinaires	(682)	(658)	(2 038)	(1 936)
Frais d'émission d'actions	-	(4)	-	(8)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	-	-	-	(70)
Escompte net à la vente d'actions propres	(1)	-	(44)	-
Solde à la clôture de la période	29 902	28 241	29 902	28 241
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	250	(111)	26	(315)
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	141	112	421	345
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	(18)	(14)	(74)	(43)
Solde à la clôture de la période	373	(13)	373	(13)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	2 148	202	513	(1 074)
Profits sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	83	290	1 673	1 480
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	(37)	36	8	122
Solde à la clôture de la période	2 194	528	2 194	528
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	5 048	4 168	3 703	3 727
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 180)	(577)	516	(46)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	206	94	(145)	4
Solde à la clôture de la période	4 074	3 685	4 074	3 685
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(438)	19	(383)	169
(Pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	(189)	(233)	(244)	(383)
Solde à la clôture de la période	(627)	(214)	(627)	(214)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	151	(224)	(130)	(205)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	(330)	31	(49)	12
Solde à la clôture de la période	(179)	(193)	(179)	(193)
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	5 835	3 793	5 835	3 793
<b>Total des capitaux propres</b>	54 587 \$	50 643 \$	54 587 \$	50 643 \$

s. o. - sans objet du fait de l'adoption de l'IFRS 16.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le Pour les périodes de neuf mois closes le

	31 juillet 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 232 \$	1 557 \$	3 513 \$	4 564 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation à la provision relative aux titres, autres que de négociation	1	1	2	2
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(32)	(91)	(86)	(183)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(7 319)	5 290	(1 624)	4 814
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	1 054	306	2 521	619
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	5 863	(196)	(14 158)	5 348
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	(6 918)	350	15 342	(2 595)
Amortissement des bureaux et du matériel	198	110	598	326
Amortissement d'autres actifs	48	56	152	163
Amortissement des immobilisations incorporelles	154	135	461	406
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	(90)	84	132	386
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	16	5	(1)	2
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	90	11	(492)	257
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(19)	(6)	(9)	(17)
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	242	80	319	(117)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	14	131	(198)	303
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(334)	(1 934)	(6 870)	(2 232)
Augmentation nette des dépôts	19 630	9 149	88 368	33 047
(Augmentation) diminution nette des prêts	14 938	(7 568)	(19 327)	(34 470)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	724	(4 445)	4 081	(1 430)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(3 645)	3 772	11 616	23 561
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(1 979)	2 528	(13 514)	(22 086)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(101)	18	191	483
<b>Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation</b>	<b>23 767</b>	<b>9 343</b>	<b>71 017</b>	<b>11 151</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	(5 326)	81	(8 113)	(1 267)
Produit de l'émission des obligations couvertes	–	2 290	4 425	4 168
Remboursement/rachats d'obligations couvertes	(1 371)	(1 511)	(6 868)	(3 765)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 5)	1 250	–	1 250	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (note 6)	–	658	–	1 008
Frais d'émission d'actions	–	(4)	–	(8)
Produit net de l'émission (du rachat) d'actions ordinaires ou d'actions propres (note 6)	(15)	17	(48)	43
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	–	–	–	(90)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(516)	(687)	(1 974)	(2 035)
Remboursement des obligations locatives 1)	(82)	–	(250)	–
<b>Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>(6 060)</b>	<b>844</b>	<b>(11 578)</b>	<b>(1 946)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(950)	508	(280)	1 420
Achats de titres, autres que de négociation	(20 449)	(16 754)	(73 897)	(43 019)
Échéances de titres, autres que de négociation	5 050	2 749	12 539	10 538
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 223	7 710	30 556	20 033
Bureaux et matériel – (achats) nets	(74)	(117)	(273)	(303)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(125)	(153)	(490)	(457)
Acquisitions	–	–	(186)	–
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(11 325)	(6 057)	(32 031)	(11 788)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 385)	(1 031)	379	(621)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 997	3 099	27 787	(3 204)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	71 593	35 839	48 803	42 142
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>76 590 \$</b>	<b>38 938 \$</b>	<b>76 590 \$</b>	<b>38 938 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période	1 974 \$	3 382 \$	7 905 \$	9 648 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	140 \$	432 \$	1 732 \$	1 145 \$
Intérêts reçus au cours de la période	5 241 \$	6 339 \$	16 988 \$	17 979 \$
Dividendes reçus au cours de la période	466 \$	431 \$	1 289 \$	1 274 \$

1) Avant l'adoption de l'IFRS 16, les remboursements d'obligations découlant de contrats de location-financement étaient pris en compte dans les « Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ».

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2020 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, de l'interprétation 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23), de l'IFRS Interpretations Committee, et des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39) et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), du fait de la réforme des taux d'intérêt de référence, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019, qui figurent aux pages 142 à 207 de notre Rapport annuel pour 2019. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 25 août 2020.

## Changements de méthodes comptables

### Contrats de location

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs sont tenus de comptabiliser un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location, et d'enregistrer un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. Les changements touchant la comptabilisation du point de vue du bailleur sont minimes.

L'incidence la plus importante pour la Banque est la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. Auparavant, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers étaient classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous avons comptabilisé les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'a été comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. À l'adoption de l'IFRS 16, nous avons choisi d'exclure les immobilisations incorporelles du champ d'application de la comptabilisation des contrats de location.

Nous avons recalculé l'actif au titre du droit d'utilisation pour une sélection de contrats de location, comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée, et pour les contrats de location restants, nous avons établi l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative. Nous continuerons de comptabiliser les contrats de location de faible valeur à titre de contrats à exécuter, les charges liées aux contrats de location étant comptabilisées sur la durée du contrat de location, sans actif au titre du droit d'utilisation ni obligation locative correspondants. En outre, nous avons combiné les composantes locatives et non locatives (les coûts liés à l'entretien et aux services publics dont les paiements sont fixes, par exemple) dans le calcul des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, le cas échéant.

À la transition, nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de l'adoption de la norme dans les résultats non distribués d'ouverture au 1<sup>er</sup> novembre 2019, sans retraiter les chiffres des périodes antérieures. L'incidence sur le bilan consolidé au 1<sup>er</sup> novembre 2019 a représenté une hausse au titre des bureaux et du matériel de 1 965 millions de dollars, une augmentation des autres passifs de 2 024 millions et une baisse des résultats non distribués de 80 millions (59 millions après impôts).

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos engagements locatifs pour des contrats de location simple, présenté en vertu de l'IAS 17, *Contrats de location*, au 31 octobre 2019, ce rapprochement ayant servi au calcul des obligations locatives en date du 1<sup>er</sup> novembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)	1 <sup>er</sup> novembre 2019
Engagement au titre d'un contrat de location simple au 31 octobre 2019, tel que présenté dans nos états financiers consolidés	3 800
Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal au 1 <sup>er</sup> novembre 2019	(310)
Obligations découlant de contrats de location-financement comptabilisées au 31 octobre 2019	41
Exemption relative à la comptabilisation des contrats de location de faible valeur	(13)
Options de prorogation et de résiliation dont la certitude de les exercer est raisonnable	37
Frais accessoires non inclus dans l'obligation locative	(166)
Baux signés, mais non encore en vigueur	(1 222)
Obligations locatives comptabilisées au 1 <sup>er</sup> novembre 2019	2 167

Dans le cadre de l'évaluation des obligations locatives, nous avons déterminé la valeur actualisée des paiements liés aux contrats de location à l'aide de notre taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> novembre 2019. Le taux moyen pondéré qui a été appliqué était de 2,52 %.

Lorsque nous concluons de nouvelles ententes en tant que preneur, nous comptabilisons un actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative en nous fondant sur la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location calculés à l'aide de notre taux d'emprunt marginal sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location correspond au temps pour lequel le contrat de location est non résiliable auquel s'ajoute toute option de prolongation ou de résiliation que nous avons la certitude raisonnable d'exercer.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité de l'actif sous-jacent ou de la durée du contrat de location, selon la plus rapprochée des deux dates. Nous ajustons l'actif pour tenir compte de toutes pertes de valeur, s'il y a lieu.

L'obligation locative fait l'objet d'un accroissement au titre des intérêts qui sont pris en compte dans le poste autres passifs sous les charges d'intérêts, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des contrats de location. L'obligation locative est réévaluée lorsque des décisions sont prises d'exercer les options aux termes des contrats de location ou que la certitude raisonnable qu'a le preneur d'exercer une option en vertu du contrat change.

Les montants afférents aux contrats de location de faible valeur sont passés en charges au moment où ils sont comptabilisés dans les bureaux et matériel sous les charges autres que d'intérêts.

### ***Incertitude relative aux traitements fiscaux***

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons adopté l'IFRIC 23. Cette interprétation apporte des éclaircissements sur les exigences en matière de comptabilisation et d'évaluation de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers au moment de l'adoption.

### ***Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)***

Nous avons adopté par anticipation, le 1<sup>er</sup> novembre 2019, la phase 1 des modifications de l'IAS 39 et de l'IFRS 7, publiées par l'IASB, qui prévoient une mesure d'allègement liée à la comptabilité de couverture exposée à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Ces modifications changent certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture, en supposant que le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'élément couvert et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne sont pas modifiés à la suite de la réforme des TIO, ce qui nous permet toujours d'appliquer la comptabilité de couverture. Les modifications prévoient également une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture si une relation de couverture ne satisfait pas aux exigences d'efficacité visées par la réforme des TIO.

L'application obligatoire des modifications prend fin au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture, selon la première occurrence.

En vertu de la réforme des TIO, certains taux de référence pourraient être discontinués, des changements pourraient être apportés à la méthodologie, les liquidités pourraient faire l'objet d'une volatilité accrue ou d'une baisse au cours de la transition des TIO aux taux de remplacement. Les banques cesseront de recourir au taux de soumission pour calculer les taux interbancaires offerts à Londres après le 31 décembre 2021.

Dans le but d'assurer la transition des TIO aux taux de remplacement, notre Bureau de transition du TIO évalue les répercussions des changements éventuels de l'infrastructure du marché sur notre gestion du risque, nos modèles, systèmes et processus et il examine les documents juridiques pour s'assurer que la Banque est prête avant que l'application des TIO ne prenne fin. Nous ferons preuve de jugement au moment d'évaluer la nécessité d'établir de nouvelles relations de couverture ou de les réviser. Toutefois, compte tenu du climat d'incertitude des marchés, l'évaluation de l'impact de la transition sur les relations de couverture de la Banque et sur ses stratégies d'atténuation n'en est qu'à ses débuts. Au 1<sup>er</sup> novembre 2019, le montant nominal de référence des instruments dérivés susceptibles d'être visés par la réforme des TIO, désignés comme des instruments de couverture et échéant après le 31 décembre 2021, se chiffrait à 85 727 millions de dollars selon le TIOL en dollars américains et à 1 560 millions selon les autres TIO susceptibles d'être visés.

### **Changements futurs des IFRS**

#### ***Contrats d'assurance***

En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui comprenaient le report de la date d'entrée en vigueur, de sorte que la nouvelle date d'adoption de la banque est le 1<sup>er</sup> novembre 2023 au lieu du 1<sup>er</sup> novembre 2022. Les modifications simplifient également certaines dispositions, notamment l'exclusion de certaines cartes de crédit du champ d'application de l'IFRS 17 et un choix de méthode visant l'exclusion de certains contrats de prêt de l'IFRS 17, nous permettant de continuer à les comptabiliser comme nous le faisons aujourd'hui. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence de la norme sur nos résultats financiers futurs.

### **Utilisation d'estimations et recours à des jugements**

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes. Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions ainsi que les transferts d'actifs financiers et la consolidation d'entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

À l'heure actuelle, l'ampleur de toutes les répercussions, tant de la COVID-19 que des mesures gouvernementales et/ou réglementaires prises face à l'épidémie, qui se feront sentir sur les économies canadiennes et américaines et sur les activités de la Banque demeure incertaine et difficile à prévoir. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 juillet 2020.

### **Provision pour pertes sur créances**

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, à la page 144 de notre Rapport annuel, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte par les modèles de pertes sur créances attendues en s'appuyant sur les résultats produits par les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire. Dans les cas où les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement que nous avons offerts à la suite de la pandémie de COVID-19, les paiements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et, à eux seuls, ne constituent pas une augmentation importante du risque de crédit.

Parmi les jugements que nous posons pour déterminer la provision pour pertes sur créances on compte l'évolution de la situation pouvant faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

### **Instruments financiers évalués à la juste valeur**

Nous n'avons apporté aucun changement à nos techniques d'évaluation de la juste valeur par rapport à celles énoncées à la note 17 des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019 aux pages 180 et 181 de notre Rapport annuel. D'autres renseignements sur la juste valeur des instruments financiers figurent à la note 7.

### **Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé**

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement lorsqu'il est probable que le bénéfice imposable des futures périodes sera suffisamment élevé pour permettre d'utiliser les différences temporaires déductibles ou les pertes fiscales et les crédits d'impôt non utilisés. Selon les éléments probants disponibles, dont les projections de la direction au sujet des revenus, nous sommes d'avis qu'il est probable que nos activités commerciales généreront suffisamment de bénéfice imposable pour comptabiliser ces actifs d'impôt différé.

D'autres renseignements sur les impôts sur le résultat figurent à la note 11.

### ***Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles***

En raison des répercussions de la conjoncture économique actuelle sur le rendement de notre organisation causées par la pandémie de COVID-19, nous avons passé en revue la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition relativement à certaines unités génératrices de trésorerie (UGT) en mettant à jour les hypothèses clés, dont celles sur les estimations afférentes au coût en capital, aux taux d'actualisation et à la performance réelle et future des activités des UGT. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont également fait l'objet d'un test de dépréciation. Nous sommes arrivés à la conclusion que la juste valeur diminuée des coûts de la vente est encore supérieure à la valeur comptable de ces UGT et immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. De ce fait, aucune réduction de valeur pour dépréciation n'a été comptabilisée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020.

### ***Provisions***

Une provision, y compris pour la restructuration, est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Banque a une obligation juridique ou implicite actuelle dont elle peut estimer le montant de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour acquitter cette obligation. Des provisions sont comptabilisées selon la meilleure estimation des montants qui seraient nécessaires pour régler toute obligation à la date du bilan, compte tenu des risques et incertitudes connexes. La direction ainsi que des experts externes participent à l'estimation des provisions, le cas échéant. Les coûts réels de la résolution de certaines obligations pourraient être considérablement plus élevés ou moins élevés que les montants des provisions.

On trouvera d'autres renseignements sur les poursuites judiciaires à la note 13.

### ***Transferts d'actifs et consolidation d'entités structurées***

Nous concluons des transactions visant le transfert d'actifs avec une entité structurée ou un tiers afin d'avoir accès à d'autres sources de financement. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ou le contrôle ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés. Puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques de remboursement anticipé, de taux d'intérêt ou de crédit associés aux prêts titrisés, les transferts ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti à notre bilan consolidé.

D'autres renseignements sont donnés à la note 3 sur notre appréciation de certains programmes mis en œuvre par le gouvernement en réaction à l'incidence de la COVID-19 eu égard aux conditions de décomptabilisation.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 14 053 millions de dollars (13 704 millions au 31 octobre 2019), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 361 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 11 692 millions (2 899 millions et 10 805 millions, respectivement, au 31 octobre 2019).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 78 493 millions de dollars (64 515 millions au 31 octobre 2019), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 4 millions (2 millions au 31 octobre 2019).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 45 229 millions de dollars (24 472 millions au 31 octobre 2019), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2019).

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	27 329	253	–	27 582	11 876	72	4	11 944
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 585	140	–	4 725	5 907	106	1	6 012
l'administration fédérale américaine	17 646	1 039	6	18 679	15 363	617	5	15 975
des municipalités, agences et États américains	5 196	169	2	5 363	4 091	74	4	4 161
d'autres administrations publiques	6 949	205	4	7 150	7 179	158	2	7 335
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	1 614	51	2	1 663	1 953	18	1	1 970
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	9 543	336	4	9 875	11 966	106	42	12 030
Titres de créance d'entreprises	3 241	129	1	3 369	4 899	110	2	5 007
Titres de participation d'entreprises	85	2	–	87	79	2	–	81
<b>Total</b>	<b>76 188</b>	<b>2 324</b>	<b>19</b>	<b>78 493</b>	<b>63 313</b>	<b>1 263</b>	<b>61</b>	<b>64 515</b>

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

### Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
– titres de créance	185	403	823	1 202
Au coût amorti	144	75	455	163
<b>Total</b>	<b>329</b>	<b>478</b>	<b>1 278</b>	<b>1 365</b>



## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Exceptionnellement faible	1	-	-	1	-	-	-	-
Très faible	79 472	278	-	79 750	79 011	242	-	79 253
Bas	22 654	2 765	-	25 419	20 853	2 821	-	23 674
Moyen	11 594	6 560	-	18 154	13 651	4 578	-	18 229
Haut	91	362	-	453	124	397	-	521
Non coté	1 082	192	-	1 274	1 531	118	-	1 649
Douteux	-	-	430	430	-	-	414	414
Provision pour pertes sur créances	65	58	17	140	15	32	17	64
Valeur comptable	114 829	10 099	413	125 341	115 155	8 124	397	123 676
<b>Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers</b>								
Exceptionnellement faible	1 584	33	-	1 617	21 023	25	-	21 048
Très faible	25 827	43	-	25 870	16 491	194	-	16 685
Bas	20 281	873	-	21 154	9 894	346	-	10 240
Moyen	9 921	4 856	-	14 777	10 510	4 264	-	14 774
Haut	367	1 493	-	1 860	397	1 423	-	1 820
Non coté	3 349	108	-	3 457	2 594	107	-	2 701
Douteux	-	-	433	433	-	-	468	468
Provision pour pertes sur créances	115	420	127	662	82	318	136	536
Valeur comptable	61 214	6 986	306	68 506	60 827	6 041	332	67 200
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Exceptionnellement faible	2 155	-	-	2 155	2 418	-	-	2 418
Très faible	1 076	16	-	1 092	1 214	16	-	1 230
Bas	904	164	-	1 068	970	158	-	1 128
Moyen	1 700	965	-	2 665	2 020	876	-	2 896
Haut	49	388	-	437	140	440	-	580
Non coté	530	-	-	530	606	1	-	607
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	60	270	-	330	43	193	-	236
Valeur comptable	6 354	1 263	-	7 617	7 325	1 298	-	8 623
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)</b>								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	124 728	6 757	-	131 485	134 587	1 028	-	135 615
Catégorie spéculative	93 201	27 697	-	120 898	96 731	11 553	-	108 284
Liste de surveillance	-	8 082	-	8 082	-	5 556	-	5 556
Douteux	-	-	3 550	3 550	-	-	1 747	1 747
Provision pour pertes sur créances	573	971	575	2 119	263	441	310	1 014
Valeur comptable	217 356	41 565	2 975	261 896	231 055	17 696	1 437	250 188
<b>Engagements de prêt et contrats de garantie financière</b>								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	132 838	1 491	-	134 329	134 920	884	-	135 804
Catégorie spéculative	42 765	17 614	-	60 379	45 178	6 435	-	51 613
Liste de surveillance	-	3 419	-	3 419	-	2 133	-	2 133
Douteux	-	-	1 164	1 164	-	-	324	324
Provision pour pertes sur créances	212	232	12	456	119	103	22	244
Valeur comptable 2)	175 391	22 292	1 152	198 835	179 979	9 349	302	189 630

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 juillet 2020, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 707 millions de dollars (2 094 millions au 31 octobre 2019), dont une tranche de 3 251 millions (1 850 millions au 31 octobre 2019) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 456 millions (244 millions au 31 octobre 2019), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 juillet 2020				31 juillet 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Solde à l'ouverture de la période	29	37	27	93	16	37	44	97
Transfert à l'étape 1	8	(7)	(1)	-	7	(6)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	4	(3)	-	(1)	2	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(1)	1	-	-	(3)	3	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	27	30	10	67	(9)	6	-	(3)
Montages des prêts	4	-	-	4	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	-	(2)	-	(2)	(1)	(1)	-	(2)
Changements apportés à un modèle	(1)	(3)	-	(4)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	37	21	7	65	(2)	(2)	1	(3)
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(3)	(3)	-	-	(6)	(6)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2	-	-	7	7
Change et autres	(1)	-	(6)	(7)	-	-	(8)	(8)
Solde à la clôture de la période	65	58	27	150	14	35	38	87
<b>Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers</b>								
Solde à l'ouverture de la période	116	407	125	648	86	324	128	538
Transfert à l'étape 1	59	(57)	(2)	-	44	(42)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(10)	21	(11)	-	(4)	18	(14)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(27)	28	-	(1)	(32)	33	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(50)	103	56	109	(40)	66	52	78
Montages des prêts	9	-	-	9	12	-	-	12
Décomptabilisations et échéances	(4)	(9)	-	(13)	(4)	(13)	-	(17)
Changements apportés à un modèle	11	8	-	19	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	14	39	71	124	7	(3)	69	73
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(81)	(81)	-	-	(80)	(80)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	22	22	-	-	25	25
Change et autres	(3)	(3)	(10)	(16)	(1)	(1)	(7)	(9)
Solde à la clôture de la période	127	443	127	697	92	320	135	547
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde à l'ouverture de la période	115	319	-	434	77	231	-	308
Transfert à l'étape 1	50	(50)	-	-	28	(28)	-	-
Transfert à l'étape 2	(9)	9	-	-	(5)	5	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(48)	48	-	(1)	(46)	47	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(44)	105	20	81	(24)	79	24	79
Montages des prêts	5	-	-	5	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(7)	-	(8)	(1)	(6)	-	(7)
Changements apportés à un modèle	(1)	(10)	-	(11)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	-	(1)	68	67	2	4	71	77
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(80)	(80)	-	-	(91)	(91)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	19	19	-	-	20	20
Change et autres	(3)	(1)	(7)	(11)	-	1	-	1
Solde à la clôture de la période	112	317	-	429	79	236	-	315
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>								
Solde à l'ouverture de la période	580	795	586	1 961	336	423	260	1 019
Transfert à l'étape 1	45	(45)	-	-	31	(30)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(65)	66	(1)	-	(16)	17	(1)	-
Transfert à l'étape 3	(4)	(163)	167	-	(1)	(14)	15	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	145	510	134	789	(23)	91	89	157
Montages des prêts	53	-	-	53	53	-	-	53
Décomptabilisations et échéances	(21)	(36)	-	(57)	(28)	(22)	-	(50)
Changements apportés à un modèle	(7)	(4)	-	(11)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	146	328	300	774	16	42	102	160
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(300)	(300)	-	-	(52)	(52)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	37	37	-	-	2	2
Change et autres	(5)	10	(46)	(41)	(1)	(4)	(15)	(20)
Solde à la clôture de la période	721	1 133	577	2 431	351	461	297	1 109
Total à la clôture de la période	1 025	1 951	731	3 707	536	1 052	470	2 058
Composition : Prêts	813	1 719	719	3 251	409	946	447	1 802
Autres instruments de crédit 3)	212	232	12	456	127	106	23	256

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 24 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 ((1) million pour le trimestre clos le 31 juillet 2019).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le

	31 juillet 2020				31 juillet 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Solde à l'ouverture de la période	15	33	38	86	20	38	44	102
Transfert à l'étape 1	19	(17)	(2)	-	21	(19)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(2)	7	(5)	-	(2)	5	(3)	-
Transfert à l'étape 3	-	(4)	4	-	-	(7)	7	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	29	47	17	93	(29)	21	7	(1)
Montages des prêts	8	-	-	8	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(4)	-	(5)	(1)	(3)	-	(4)
Changements apportés à un modèle	(3)	(5)	-	(8)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	50	24	14	88	(6)	(3)	9	-
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(9)	(9)	-	-	(13)	(13)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	6	6	-	-	12	12
Change et autres	-	1	(22)	(21)	-	-	(14)	(14)
Solde à la clôture de la période	65	58	27	150	14	35	38	87
<b>Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers</b>								
Solde à l'ouverture de la période	89	333	136	558	90	326	144	560
Transfert à l'étape 1	138	(131)	(7)	-	131	(122)	(9)	-
Transfert à l'étape 2	(20)	66	(46)	-	(13)	62	(49)	-
Transfert à l'étape 3	(3)	(79)	82	-	(4)	(84)	88	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(112)	247	162	297	(134)	168	112	146
Montages des prêts	32	-	-	32	35	-	-	35
Décomptabilisations et échéances	(12)	(27)	-	(39)	(12)	(30)	-	(42)
Changements apportés à un modèle	16	33	-	49	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	39	109	191	339	3	(6)	142	139
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(248)	(248)	-	-	(233)	(233)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	64	64	-	-	97	97
Change et autres	(1)	1	(16)	(16)	(1)	-	(15)	(16)
Solde à la clôture de la période	127	443	127	697	92	320	135	547
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde à l'ouverture de la période	80	225	-	305	74	219	-	293
Transfert à l'étape 1	107	(107)	-	-	78	(78)	-	-
Transfert à l'étape 2	(25)	25	-	-	(16)	16	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(129)	130	-	(1)	(125)	126	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(57)	332	68	343	(68)	221	58	211
Montages des prêts	13	-	-	13	15	-	-	15
Décomptabilisations et échéances	(3)	(19)	-	(22)	(3)	(18)	-	(21)
Changements apportés à un modèle	(1)	(10)	-	(11)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	33	92	198	323	5	16	184	205
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(257)	(257)	-	-	(250)	(250)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	66	66	-	-	66	66
Change et autres	(1)	-	(7)	(8)	-	1	-	1
Solde à la clôture de la période	112	317	-	429	79	236	-	315
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>								
Solde à l'ouverture de la période	338	496	311	1 145	298	408	209	915
Transfert à l'étape 1	109	(102)	(7)	-	139	(135)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(118)	121	(3)	-	(41)	53	(12)	-
Transfert à l'étape 3	(6)	(226)	232	-	(1)	(41)	42	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	321	883	558	1 762	(141)	230	159	248
Montages des prêts	153	-	-	153	163	-	-	163
Décomptabilisations et échéances	(63)	(86)	-	(149)	(75)	(57)	-	(132)
Changements apportés à un modèle	(30)	8	-	(22)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	366	598	780	1 744	44	50	185	279
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(516)	(516)	-	-	(123)	(123)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	60	60	-	-	61	61
Change et autres	17	39	(58)	(2)	9	3	(35)	(23)
Solde à la clôture de la période	721	1 133	577	2 431	351	461	297	1 109
Total à la clôture de la période	1 025	1 951	731	3 707	536	1 052	470	2 058
Composition : Prêts	813	1 719	719	3 251	409	946	447	1 802
Autres instruments de crédit 3)	212	232	12	456	127	106	23	256

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 27 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 ((4) millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)				31 juillet 2020		31 octobre 2019		
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	270 348	345	1 335	268 668	258 842	207	740	257 895
États-Unis	166 278	374	1 164	164 740	158 454	256	630	157 568
Autres pays	11 953	–	33	11 920	10 648	–	17	10 631
Total	448 579	719	2 532	445 328	427 944	463	1 387	426 094

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 12 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (22 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 444 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (222 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019 :

(en millions de dollars canadiens)				31 juillet 2020		31 octobre 2019	
	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	
Prêts hypothécaires à l'habitation	430	17	413	414	17	397	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	433	127	306	468	136	332	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	3 550	575	2 975	1 747	310	1 437	
Total	4 413	719	3 694	2 629	463	2 166	
Répartition géographique : 2)							
Canada	1 469	345	1 124	914	207	707	
États-Unis	2 885	374	2 511	1 715	256	1 459	
Autres pays	59	–	59	–	–	–	
Total	4 413	719	3 694	2 629	463	2 166	

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 12 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (22 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

## Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019. Dans les cas où les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement que nous avons offerts à la suite de la pandémie de COVID-19, les paiements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et, à eux seuls, ne constituent pas une augmentation importante du risque de crédit. Par conséquent, ils n'ont pas été inclus dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)				31 juillet 2020		31 octobre 2019		
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	598	335	28	961	806	465	16	1 287
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1 261	328	81	1 670	1 590	426	87	2 103
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	387	293	32	712	351	207	59	617
Total	2 246	956	141	3 343	2 747	1 098	162	4 007

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 43 millions de dollars et à 54 millions au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019, respectivement.

## Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Nous intégrons diverses prévisions économiques, et celles utilisées reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique future et tiennent compte de données externes élaborées en interne par notre groupe Études économiques. Plusieurs variables utilisées dans nos prévisions ont un niveau élevé d'interdépendance et, par conséquent, les provisions pour dépréciation de prêts prises dans leur ensemble ne sont pas sensibles à un facteur unique en particulier. Nous appliquons un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les

facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire. Au troisième trimestre de 2020, nous avons appliqué un jugement éclairé concernant la qualité du crédit pour refléter l'incidence de l'extraordinaire et haute incertitude conjoncturelle sur les conditions du crédit et la situation économique.

Au 31 juillet 2020, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne se contracte, en raison d'une chute du PIB réel en 2020 à la suite d'une forte baisse au premier semestre de l'année en raison de la pandémie de COVID-19. Cette situation contraste avec notre scénario de référence au 31 octobre 2019 qui prévoyait une croissance économique modérée tant au Canada qu'aux États-Unis pendant la période visée par les prévisions. De plus, les perspectives relatives à l'économie et au marché du travail sont un peu plus sombres au deuxième trimestre de 2020. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 725 millions de dollars au 31 juillet 2020 (1 325 millions au 31 octobre 2019), contre 2 976 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Au 31 juillet 2020, les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font également état d'une contraction de l'économie canadienne, le PIB réel reculant en 2020 pour ensuite remonter en 2021. Dans le cadre de notre scénario défavorable, les bouleversements causés par la pandémie sont plus importants et persistent plus longtemps que dans notre scénario de référence. Cela contraste avec les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable au 31 octobre 2019 qui font état d'une récession typique, qui se traduit par une contraction de l'économie au cours de la première année, suivie d'une reprise constante qui se poursuit jusqu'à la fin de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 550 millions de dollars au 31 juillet 2020 (2 800 millions au 31 octobre 2019), contre 2 976 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Le tableau suivant présente les principales variables économiques que nous utilisons pour estimer notre provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Ce tableau est habituellement fourni une fois par année. Toutefois, étant donné la multitude de changements apportés à l'information prospective depuis la fin de 2019, les informations suivantes ont été fournies à titre de mise à jour au Rapport annuel de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2019. Les valeurs indiquées représentent les valeurs moyennes nationales pour les années civiles 2020 et 2021. Le scénario de référence reflète le résultat le plus probable, à notre avis. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents lorsque cela est jugé approprié et nous tenons compte de facteurs ayant une incidence sur des secteurs particuliers.

	Scénario favorable				Scénario de référence				Scénario défavorable 1)			
	2020		2021		2020		2021		2020		2021	
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019
Produit intérieur brut réel 2)												
Canada	(4,6)%	2,9 %	8,9 %	2,5 %	(6,0)%	1,7 %	6,0 %	1,6 %	(7,6)%	(2,3)%	3,7 %	0,5 %
États-Unis	(4,1)%	2,4 %	7,8 %	2,4 %	(5,5)%	1,8 %	5,0 %	1,9 %	(7,1)%	(2,0)%	2,5 %	0,6 %
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	2,1 %	2,0 %	1,9 %	2,1 %	2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,8 %	4,5 %	3,1 %	4,1 %
États-Unis	2,2 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	2,5 %	2,3 %	2,4 %	2,4 %	3,0 %	4,1 %	3,2 %	3,6 %
Taux de chômage												
Canada	8,5 %	5,1 %	6,5 %	5,0 %	9,5 %	5,7 %	8,0 %	5,9 %	10,9 %	8,5 %	10,0 %	9,0 %
États-Unis	7,5 %	3,3 %	5,4 %	3,2 %	8,9 %	3,7 %	7,0 %	3,8 %	10,3 %	6,1 %	8,9 %	6,8 %
Indice des prix des habitations (HPI) 2)												
Canada 3)	5,3 %	3,7 %	5,4 %	3,7 %	3,5 %	2,0 %	0,0 %	2,5 %	0,8 %	(12,3)%	(7,5)%	(4,7)%
États-Unis 4)	2,4 %	4,4 %	4,6 %	4,2 %	1,0 %	3,0 %	1,6 %	2,7 %	(0,4)%	(5,7)%	(1,9)%	(2,2)%

1) Au quatrième trimestre de 2019, le scénario défavorable faisait état d'une récession typique qui se poursuit pendant quatre trimestres. Toutefois, depuis le deuxième trimestre de 2020, le scénario défavorable utilisé reflète des répercussions plus fâcheuses comparativement aux prévisions formulées dans notre scénario de référence.

2) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

3) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé de référence HPI.

4) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice du prix des maisons Case-Shiller national.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situaient à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 2 300 millions de dollars (1 050 millions au 31 octobre 2019), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 976 millions (1 609 millions au 31 octobre 2019).

## Transfert d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers. À compter du deuxième trimestre, nous avons participé au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) qu'a lancé le gouvernement du Canada en tant que mesure annoncée dans le contexte de la COVID-19.

En vertu du PAPHA, nous évaluons si la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux prêts ont été transférés pour déterminer si les prêts hypothécaires remplissent les conditions de décomptabilisation. Puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de ces prêts hypothécaires titrisés, les transferts ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti à notre bilan consolidé.

Le gouvernement a également lancé le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) au cours du deuxième trimestre, aux termes duquel nous accordons des prêts qui sont financés par le gouvernement. Nous avons déterminé que ces prêts remplissent les conditions de décomptabilisation puisque les risques et les avantages ont été transférés au gouvernement. Par conséquent, nous ne comptabilisons pas ces prêts dans notre bilan consolidé.

## Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, mesurer, surveiller et contrôler les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement. Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2019. Cependant, la pandémie de COVID-19 a accru certains risques décrits dans la section Gestion des risques de notre rapport de gestion intermédiaire. L'analyse qui suit présente une mise à jour portant sur les principaux risques.

### Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et compensés de manière centralisée et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Les plus récentes informations au sujet du risque de crédit lié aux prêts figurent à la note 3.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de fluctuations défavorables de la valeur de nos actifs et de nos passifs à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, le cours des titres de participation, les politiques en matière de dividendes et le prix des produits de base, ainsi que leur volatilité implicite, et les écarts de taux, et comprend le risque de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de la gestion du risque structurel de marché lié à nos activités bancaires et d'assurance. Les plus récentes informations concernant les mesures à l'égard du risque de marché sont présentées à la page 43 de notre rapport de gestion intermédiaire.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation et de la confiance des déposants, et la stabilité du bénéfice. Les plus récentes informations portant sur les échéances contractuelles des actifs et des passifs et les engagements hors bilan qui permettent de gérer le risque de liquidité et de financement sont présentées aux pages 50 et 51 de notre rapport de gestion intermédiaire.

## Note 5 : Dépôts et dette subordonnée

### Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2020	31 octobre 2019
Catégories de déposants :										
Banques 1) 6)	3 245	1 996	1 773	1 530	1 240	1 017	35 641	19 273	41 899	23 816
Entreprises et administrations publiques	45 320	29 083	41 901	33 853	115 048	85 022	195 436	195 199	397 705	343 157
Particuliers	4 213	3 361	28 729	23 084	107 521	94 304	80 533	80 421	220 996	201 170
Total 2) 3)	52 778	34 440	72 403	58 467	223 809	180 343	311 610	294 893	660 600	568 143
Domiciliation :										
Canada	39 943	27 338	62 427	49 911	107 555	90 630	201 878	181 835	411 803	349 714
États-Unis	11 254	6 043	9 935	8 531	114 926	88 604	77 713	86 368	213 828	189 546
Autres pays	1 581	1 059	41	25	1 328	1 109	32 019	26 690	34 969	28 883
Total	52 778	34 440	72 403	58 467	223 809	180 343	311 610	294 893	660 600	568 143

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 7).

3) Au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 40 757 millions de dollars et 25 438 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2020 et au 31 octobre 2019, les dépôts comprenaient des dépôts de 318 088 millions et de 279 860 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 38 861 millions et de 36 680 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 276 218 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 173 167 millions étaient domiciliés au Canada, 71 037 millions, aux États-Unis et 32 014 millions dans d'autres pays (258 862 millions, 152 499 millions, 79 682 millions et 26 681 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). Des dépôts de 173 167 millions domiciliés au Canada, 27 729 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 11 351 millions, dans trois à six mois, 41 220 millions, dans six à douze mois et 92 867 millions, dans plus de douze mois (152 499 millions, 26 234 millions, 8 400 millions, 31 155 millions et 86 710 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

5) Comprend 24 990 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 juillet 2020, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (16 248 millions au 31 octobre 2019). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

6) Comprend des dépôts de 12 741 millions de dollars auprès de la Banque du Canada du fait que nous avons donné en garantie nos propres billets de dépôt au porteur dans le cadre du mécanisme de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada (néant au 31 octobre 2019).

### Dette subordonnée

Le 17 juin 2020, nous avons émis pour 1 250 millions de dollars de billets subordonnés non garantis à 2,077 % par voie de notre programme de billets à moyen terme canadien. Ces titres, soit des billets à moyen terme, série J, deuxième tranche, échoient le 17 juin 2030 et leur taux deviendra variable le 17 juin 2025.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020, nous n'avons effectué aucun remboursement au titre de la dette subordonnée.



## Note 6 : Capitaux propres

### Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2020		31 octobre 2019		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	Non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47 2) 3)
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>		<b>4 690</b>		<b>4 690</b>	
<b>Autres instruments de capitaux propres 4)</b>		<b>658</b>		<b>658</b>	
<b>Actions ordinaires 5) 6) 7)</b>	<b>642 804 880</b>	<b>13 200</b>	<b>639 232 276</b>	<b>12 971</b>	
<b>Capital social et autres instruments de capitaux propres</b>		<b>18 548</b>		<b>18 319</b>	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 177 à 188 de notre Rapport annuel pour 2019.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions émises sont assorties d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les actions puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée est convertible en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée émise (y compris les dividendes déclarés et impayés sur l'émission d'actions privilégiées) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les autres instruments de capitaux propres (billets) émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, les billets sont convertibles en actions ordinaires de la Banque déterminées en divisant a) le produit du multiplicateur de 1,25, et la valeur des billets, par b) le prix de conversion, qui correspond au plus élevé des montants entre le prix plancher de 5 \$ et le cours du marché.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 635 228 actions ordinaires au 31 juillet 2020 (6 108 307 actions ordinaires au 31 octobre 2019).

6) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020, nous avons émis 3 355 394 actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 8 614 et 423 737 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

7) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 206 527 actions propres au 31 juillet 2020.

### Autres instruments de capitaux propres

Les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,800 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (billets) sont classés comme capitaux propres et font partie de nos fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets sont des instruments financiers comportant à la fois une composante passif et une composante capitaux propres. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable à la composante passif des billets et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets seront portées en diminution des résultats non distribués lorsqu'elles seront à payer en mai et en décembre. Les droits des porteurs de nos billets sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers, et ont un classement supérieur à nos actions ordinaires et privilégiées.

### Actions privilégiées

Le 29 juin 2020, nous avons annoncé que nous n'avions pas l'intention d'exercer notre droit de rachat, le 25 août 2020, des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulative – série 33 (actions privilégiées de série 33) actuellement en circulation. Par conséquent et sous réserve de certaines conditions, les porteurs de ces actions privilégiées avaient le droit, à leur gré, de convertir, au plus tard le 10 août 2020, à raison de une contre une, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées de série 33 en actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif et à taux variable – série 34 (actions privilégiées de série 34). Au cours de la période de conversion, qui se déroulait du 27 juillet 2020 au 10 août 2020, 118 563 actions privilégiées de série 33 ont été offertes pour être converties en actions privilégiées de série 34, soit moins que le nombre minimum de 1 000 000 requis pour donner effet à la conversion, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus des actions privilégiées de série 33 daté du 29 mai 2015. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 34 n'a été émise et les porteurs des actions privilégiées de série 33 ont conservé leurs actions. Le taux de dividende pour les actions privilégiées de série 33 pour la période de cinq ans ouverte le 25 août 2020 et close le 24 août 2025 est de 3,054 %.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020, nous n'avons émis ni racheté aucune action privilégiée.

## Actions ordinaires

Le 25 février 2020, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 12 millions d'actions ordinaires sur une période de 12 mois à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. Comme nous l'avons indiqué précédemment, à la lumière de l'annonce faite le 13 mars 2020 par le BSIF selon laquelle tous les rachats d'actions des institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral doivent prendre fin pour le moment, nous avons mis ce processus en suspens. Nous procéderons à la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités conformément aux directives futures du BSIF. Notre dernière offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin le 2 juin 2020.

## Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le 25 août, 2020, nous avons annoncé que les actions ordinaires dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le "Régime") seront achetées sur le marché libre sans escompte, à compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, et par la suite jusqu'à nouvel ordre.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020, nous avons émis 3 355 394 actions ordinaires dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

## Note 7 : Juste valeur des instruments financiers

### Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il y a lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 179 à 186, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2020		31 octobre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Titres</b>				
Titres comptabilisés au coût amorti	45 229	45 875	24 472	24 622
<b>Prêts 1)</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	125 341	127 108	123 676	124 093
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	68 506	69 181	67 200	67 516
Prêts sur cartes de crédit	7 617	7 617	8 623	8 623
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	240 352	242 295	224 442	225 145
	441 816	446 201	423 941	425 377
<b>Dépôts 3)</b>	643 133	645 402	552 314	553 444
<b>Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées</b>	27 461	28 159	27 159	27 342
<b>Dette subordonnée</b>	8 513	8 790	6 995	7 223

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 3 562 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 50 millions de prêts classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2020 (2 156 millions et 22 millions, respectivement, au 31 octobre 2019).

3) Ne tient pas compte de 17 467 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (15 829 millions au 31 octobre 2019).

## Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

### Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables. Nous avons pris en compte les conditions actuelles du marché découlant de la COVID-19 et leur incidence sur la détermination de la juste valeur, en faisant preuve de jugement dans la sélection des intrants, le cas échéant.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)								
				31 juillet 2020		31 octobre 2019		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
<b>Titres de négociation</b>								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	4 746	3 898	-	8 644	6 959	1 371	-	8 330
des provinces et municipalités canadiennes	2 056	6 967	-	9 023	3 871	3 656	-	7 527
l'administration fédérale américaine	8 000	1 210	-	9 210	8 001	762	-	8 763
des municipalités, agences et États américains	38	370	-	408	48	626	-	674
d'autres administrations publiques	1 406	1 485	-	2 891	888	697	-	1 585
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	5	9 113	584	9 702	14	10 494	538	11 046
Titres de créance d'entreprises	3 694	6 765	-	10 459	2 620	5 091	7	7 718
Prêts détenus à des fins de transaction	-	45	-	45	-	103	-	103
Titres de participation d'entreprises	38 825	-	-	38 825	40 155	2	-	40 157
	58 770	29 853	584	89 207	62 556	22 802	545	85 903
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	627	108	-	735	410	107	-	517
des provinces et municipalités canadiennes	239	1 231	-	1 470	364	915	-	1 279
l'administration fédérale américaine	9	35	-	44	-	48	-	48
d'autres administrations publiques	-	95	-	95	-	49	-	49
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	3	-	3	-	5	-	5
Titres de créance d'entreprises	97	8 140	-	8 237	146	8 071	-	8 217
Titres de participation d'entreprises	1 654	8	1 807	3 469	1 536	69	1 984	3 589
	2 626	9 620	1 807	14 053	2 456	9 264	1 984	13 704
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	21 492	6 090	-	27 582	11 168	776	-	11 944
des provinces et municipalités canadiennes	1 944	2 781	-	4 725	3 798	2 214	-	6 012
l'administration fédérale américaine	17 046	1 633	-	18 679	15 068	907	-	15 975
des municipalités, agences et États américains	6	5 356	1	5 363	1	4 159	1	4 161
d'autres administrations publiques	2 748	4 402	-	7 150	4 396	2 939	-	7 335
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	11 538	-	11 538	-	14 000	-	14 000
Titres de créance d'entreprises	590	2 779	-	3 369	2 205	2 802	-	5 007
Titres de participation d'entreprises	-	-	87	87	-	-	81	81
	43 826	34 579	88	78 493	36 636	27 797	82	64 515
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	-	1 409	2 203	3 612	-	442	1 736	2 178
<b>Passifs à la juste valeur</b>								
Titres vendus à découvert	25 323	5 256	-	30 579	22 393	3 860	-	26 253
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets 1)	-	17 467	-	17 467	-	15 829	-	15 829
Passifs au titre des rentes 2)	-	1 232	-	1 232	-	1 043	-	1 043
	25 323	23 955	-	49 278	22 393	20 732	-	43 125
<b>Actifs dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	24	17 333	-	17 357	14	10 443	-	10 457
Contrats de change	9	15 804	-	15 813	7	9 262	-	9 269
Contrats sur produits de base	457	1 555	-	2 012	329	817	-	1 146
Contrats sur titres de participation	743	2 860	-	3 603	226	997	-	1 223
Swaps sur défaillance	-	11	-	11	-	49	-	49
	1 233	37 563	-	38 796	576	21 568	-	22 144
<b>Passifs dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	31	12 836	-	12 867	11	7 943	-	7 954
Contrats de change	12	18 723	-	18 735	20	10 843	-	10 863
Contrats sur produits de base	603	2 247	-	2 850	218	1 462	-	1 680
Contrats sur titres de participation	478	4 907	-	5 385	103	2 896	-	2 999
Swaps sur défaillance	-	19	3	22	-	101	1	102
	1 124	38 732	3	39 859	352	23 245	1	23 598

1) Ces passifs liés aux billets structurés et aux autres billets inclus dans les dépôts ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Ces passifs au titre des contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

### Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 31 juillet 2020 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	<b>1 807</b>	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	<b>s. o.</b>	<b>s. o.</b>
Prêts (3)	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>2 203</b>	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	<b>56 points de base</b>	<b>224 points de base</b>
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	<b>584</b>	Flux de trésorerie actualisés	Taux de remboursement par anticipation	<b>7 %</b>	<b>86 %</b>
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 4)	<b>(5,26)</b>	<b>5,54</b>

- 1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.
- 2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 490 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût, qui se rapproche de la juste valeur, et détenons afin de respecter des exigences réglementaires.
- 3) L'incidence d'une hausse ou d'une baisse hypothétique de 10 points de base de la marge d'escompte pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques est de 2 millions de dollars.
- 4) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement.
- s. o. - sans objet

### Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2020 et le 31 juillet 2019.

(en millions de dollars canadiens)				
Pour les trimestres clos le				
	31 juillet 2020		31 juillet 2019	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	<b>994</b>	<b>2 682</b>	1 734	901
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	<b>19</b>	<b>241</b>	218	38
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	<b>1 768</b>	<b>4 294</b>	1 834	2 335
Titres vendus à découvert	<b>681</b>	<b>2 067</b>	6 362	98

(en millions de dollars canadiens)				
Pour les périodes de neuf mois closes le				
	31 juillet 2020		31 juillet 2019	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	<b>5 761</b>	<b>3 952</b>	5 392	4 260
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	<b>518</b>	<b>302</b>	682	390
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	<b>9 032</b>	<b>7 012</b>	9 723	3 910
Titres vendus à découvert	<b>4 432</b>	<b>2 982</b>	9 905	2 501

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 avril 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2020	
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	487	(115)	(18)	362	(151)	-	41	(22)	584	(74)
Titres de créance d'entreprises	48	10	(2)	-	(56)	-	-	-	-	-
Total des titres de négociation	535	(105)	(20)	362	(207)	-	41	(22)	584	(74)
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de participation d'entreprises	2 062	(23)	(57)	58	(233)	-	-	-	1 807	2
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	2 062	(23)	(57)	58	(233)	-	-	-	1 807	2
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	83	-	-	4	-	-	-	-	87	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	84	-	-	4	-	-	-	-	88	s. o.
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	2 028	-	95	765	-	(685)	-	-	2 203	-
<b>Passifs à la juste valeur</b>										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	4	-	-	-	-	-	-	(1)	3	-
Total des passifs dérivés	4	-	-	-	-	-	-	(1)	3	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

s. o. - sans objet

# Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2020	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	538	(245)	12	811	(540)	-	202	(194)	584	(158)
Titres de créance d'entreprises	7	10	(2)	50	(68)	-	3	-	-	(1)
Total des titres de négociation	545	(235)	10	861	(608)	-	205	(194)	584	(159)
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de participation d'entreprises	1 984	(27)	23	244	(418)	-	1	-	1 807	7
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 984	(27)	23	244	(418)	-	1	-	1 807	7
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	81	-	-	6	-	-	-	-	87	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	82	-	-	6	-	-	-	-	88	s. o.
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	1 736	(3)	183	1 705	-	(1 418)	-	-	2 203	-
<b>Passifs à la juste valeur</b>										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	3	(1)	3	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	3	(1)	3	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

s. o. - sans objet

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

<u>Variation de la juste valeur</u>										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens) Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019	Solde au 30 avril 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2019	
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	215	(15)	(3)	97	(96)	-	53	(5)	246	(6)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	26	(6)	-	-	(1)	26	-
Total des titres de négociation	222	(15)	(3)	123	(102)	-	53	(6)	272	(6)
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de participation d'entreprises	1 907	10	(21)	77	(66)	(1)	-	-	1 906	16
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 907	10	(21)	77	(66)	(1)	-	-	1 906	16
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	69	-	-	10	-	-	-	-	79	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	70	-	-	10	-	-	-	-	80	s. o.
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	2 172	-	(31)	155	-	(132)	-	-	2 164	-
<b>Passifs à la juste valeur</b>										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	172	-	-	-	172	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	172	-	-	-	172	-
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Total des passifs dérivés	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2019 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

s. o. - sans objet



## Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2019	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	255	(22)	1	280	(326)	-	98	(40)	246	(13)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	32	(12)	-	-	(1)	26	-
Total des titres de négociation	262	(22)	1	312	(338)	-	98	(41)	272	(13)
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de participation d'entreprises	1 825	20	2	324	(264)	(1)	-	-	1 906	36
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 825	20	2	324	(264)	(1)	-	-	1 906	36
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	62	-	-	17	-	-	-	-	79	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	63	-	-	17	-	-	-	-	80	s. o.
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	1 450	7	13	1 369	-	(675)	-	-	2 164	-
<b>Passifs à la juste valeur</b>										
Titres vendus à découvert	-	-	-	(7)	179	-	-	-	172	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	(7)	179	-	-	-	172	-
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats sur titres de participation	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	1	(1)	1	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	1	(2)	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2019 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

s. o. - sans objet

## Note 8 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 juillet 2020, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS<sup>i</sup>), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BIS<sup>i</sup>. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2020 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital aux pages 19 à 23 de notre rapport de gestion intermédiaire.

## Note 9 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur action au cours des trimestres clos le 31 juillet 2020 et 2019. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons attribué un total de 976 087 options sur actions (931 047 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 a été de 9,46 \$ l'option (10,23 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Rendement attendu des actions	4,3 %	5,7 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,4 %	20,0 % - 20,1 %
Taux de rendement sans risque	1,9 % - 2,0 %	2,5 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	101,47	89,90

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

## Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Coût des services rendus au cours de la période	62	48	2	2
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	1	(5)	8	10
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	64	44	10	12
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	22	23	-	-
Charge au titre des cotisations définies	37	37	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	123	104	10	12

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Coût des services rendus au cours de la période	187	144	8	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	1	(14)	24	29
Revenus liés aux services passés	-	(5)	-	-
Charges administratives	3	3	-	-
Charge au titre des prestations	191	128	32	36
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	75	70	-	-
Charge au titre des cotisations définies	135	127	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	401	325	32	36

## Note 10 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos détenteurs de capitaux propres de la Banque, après avoir déduit les dividendes sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

### Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 232	1 557	3 513	4 564
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(73)	(59)	(195)	(159)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 159	1 498	3 318	4 405
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	641 300	638 900	640 129	638 803
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,81	2,34	5,18	6,90

### Bénéfice dilué par action ordinaire

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 159	1 498	3 318	4 405
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	641 300	638 900	640 129	638 803
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	2 400	5 734	3 473	5 697
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(2 046)	(4 184)	(2 721)	(4 137)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	641 654	640 450	640 881	640 363
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,81	2,34	5,18	6,88

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 4 238 334 et 3 124 912 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 94,30 \$ et de 99,72 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 (687 059 et 908 194 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 104,14 \$ et de 102,98 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois close le 31 juillet 2019), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

## Note 11 : Impôts sur le résultat

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 941 millions de dollars, à ce jour, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2015. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

## Note 12 : Segmentation opérationnelle

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)), BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 199 à 202 de notre Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 509	1 107	229	952	(262)	3 535
Revenus autres que d'intérêts	453	292	2 255	576	78	3 654
Total des revenus	1 962	1 399	2 484	1 528	(184)	7 189
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	257	109	1	79	-	446
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	313	223	7	58	7	608
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	570	332	8	137	7	1 054
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	1 189	-	-	1 189
Amortissement	117	131	93	59	-	400
Charges autres que d'intérêts	843	621	744	766	70	3 044
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	432	315	450	566	(261)	1 502
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	112	52	109	140	(143)	270
Bénéfice net (perte nette) comptable	320	263	341	426	(118)	1 232
Actifs moyens	252 028	140 615	46 308	379 131	159 682	977 764

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 500	1 066	237	537	(123)	3 217
Revenus autres que d'intérêts	543	298	1 876	670	62	3 449
Total des revenus	2 043	1 364	2 113	1 207	(61)	6 666
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	174	61	-	7	1	243
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	30	37	(2)	3	(5)	63
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	204	98	(2)	10	(4)	306
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	887	-	-	887
Amortissement	87	111	68	35	-	301
Charges autres que d'intérêts	874	693	817	764	42	3 190
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	878	462	343	398	(99)	1 982
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	228	94	93	84	(74)	425
Bénéfice net (perte nette) comptable	650	368	250	314	(25)	1 557
Actifs moyens	239 948	129 098	41 891	343 292	82 734	836 963

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020						
Revenus nets d'intérêts	4 561	3 287	672	2 503	(582)	10 441
Revenus autres que d'intérêts	1 443	912	4 727	1 445	232	8 759
Total des revenus	6 004	4 199	5 399	3 948	(350)	19 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	607	365	4	205	2	1 183
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	612	315	13	390	8	1 338
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 219	680	17	595	10	2 521
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	1 708	-	-	1 708
Amortissement	373	417	250	171	-	1 211
Charges autres que d'intérêts	2 549	1 913	2 387	2 264	305	9 418
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	1 863	1 189	1 037	918	(665)	4 342
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	482	236	261	210	(360)	829
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 381	953	776	708	(305)	3 513
Actifs moyens	251 325	139 196	45 234	370 363	129 399	935 517

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019						
Revenus nets d'intérêts	4 342	3 160	699	1 695	(372)	9 524
Revenus autres que d'intérêts	1 564	858	5 396	1 885	169	9 872
Total des revenus	5 906	4 018	6 095	3 580	(203)	19 396
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	410	94	1	20	(5)	520
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	52	33	(1)	20	(5)	99
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	462	127	-	40	(10)	619
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	2 374	-	-	2 374
Amortissement	250	338	200	107	-	895
Charges autres que d'intérêts	2 610	2 008	2 463	2 380	287	9 748
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	2 584	1 545	1 058	1 053	(480)	5 760
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	670	327	265	233	(299)	1 196
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 914	1 218	793	820	(181)	4 564
Actifs moyens	235 562	124 590	40 345	342 829	82 778	826 104

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 13 : Poursuites judiciaires

La Banque et ses filiales sont parties à des poursuites judiciaires, dont des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. Au cours du trimestre antérieur, un tribunal de l'Ontario a prononcé un verdict de responsabilité et accordé l'obligation de rendre compte des bénéfices dans le cadre d'une action collective impliquant BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Ligne d'action Inc. et Société de fiducie BMO relativement à la divulgation des écarts de conversion lors de la conversion de devises dans les comptes enregistrés. La compensation monétaire sera fixée, lors d'une audience au premier trimestre de 2021, en fonction des bénéfices dégagés au cours de la période visée par l'action collective; des frais raisonnables y seront retranchés, alors que des intérêts antérieurs au jugement y seront ajoutés. La poursuite réclamait des compensations monétaires pouvant aller jusqu'à 419 millions de dollars (en mai 2019). Nous avons interjeté appel de la décision tout comme les demandeurs. Une provision appropriée a été constituée.

Bien que l'issue de ces procédures soit difficilement prévisible, la direction ne prévoit pas que ces procédures, prises seules ou en groupe, auront une incidence défavorable significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

## Note 14 : Acquisition

Le 6 avril 2020, nous avons réalisé l'acquisition de Clearpool Group Inc. (Clearpool), un fournisseur de solutions de négociation électronique basé à New York et exerçant des activités tant aux États-Unis qu'au Canada, pour une contrepartie en trésorerie de 139 millions de dollars américains (196 millions de dollars canadiens) plus une contrepartie conditionnelle d'environ 8 millions de dollars américains (11 millions de dollars canadiens) fondée sur l'atteinte de certaines cibles en matière de produits sur quatre ans. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 85 millions de dollars et un écart d'acquisition de 138 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de trois à douze ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	Clearpool
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	223
Autres actifs	44
Total des actifs	267
Passifs	60
Prix d'achat	207

La ventilation du prix d'achat de Clearpool pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

# RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

## Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2019, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).

## Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 25 août 2020 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-806-5484 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6163481#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mercredi 23 septembre 2020 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 8932373#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

## Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, [paul.gammal@bmo.com](mailto:paul.gammal@bmo.com), 416-867-6543

## Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, les médias et les gouvernements, [jill.homenuk@bmo.com](mailto:jill.homenuk@bmo.com), 416-867-4770

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, [bill2.anderson@bmo.com](mailto:bill2.anderson@bmo.com), 416-867-7834

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2020 : 65,23 \$

Juin 2020 : 73,17 \$

Juillet 2020 : 74,47 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).**

Notre Rapport de gestion annuel pour 2019, nos états financiers consolidés annuels audités, notre notice annuelle et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs) ainsi qu'au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2019 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com).

## Assemblée annuelle 2021

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 7 avril 2021 à Toronto, en Ontario.